

Louis EISENMANN

Ancien élève de l'École normale supérieure,
Docteur en droit,
Chargé de cours à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

LA HONGRIE CONTEMPORAINE

(1867-1918)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PARIS

LIBRAIRIE DELAGRAVE

15, RUE SOUFFLOT, 15

1921

Louis EISENMANN

Ancien élève de l'École normale supérieure,

Docteur en droit,

Chargé de cours à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

LA HONGRIE CONTEMPORAINE

(1867-1918)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS



PARIS

LIBRAIRIE DELAGRAVE

15, RUE SOUFFLOT, 15

1921

A LA MÉMOIRE
DE
ERNEST DENIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA HONGRIE

CONTEMPORAINE

INTRODUCTION

LE PROBLÈME HONGROIS

La Hongrie contemporaine a vécu un demi-siècle, du Compromis de 1867, acte de fondation du dualisme austro-hongrois, jusqu'à la Révolution d'octobre 1918, où le royaume de Saint-Etienne s'est abîmé dans la ruine des Empires centraux. Inspiratrice et bénéficiaire du Compromis, elle a, durant ces cinquante années, exercé sous le couvert et le nom de la monarchie une influence prépondérante sur l'Europe centrale et considérable dans les affaires internationales. Entre les deux grandes guerres pour l'Europe centrale, 1866 et 1914, son histoire est une partie importante et essentielle de l'histoire générale de l'Europe.

Un fait social la domine et en explique le cours. Sous l'ancien régime, un ordre privilégié, la noblesse magyare, ou, comme on l'appelle souvent, l'oligarchie magyare, était seul la nation, et possédait seul ou presque seul la richesse nationale, qui était alors à peu près uniquement agricole. Dans la Hongrie d'après 1867, cet ordre, devenu une simple classe de la société, et d'ailleurs dépouillée par

la Révolution de 1848 du plus gros de sa force économique, conserve sa puissance politique. La « classe historique », comme elle se nomme, a gardé le monopole de fait du pouvoir et de l'influence sociale. Mais l'abolition du régime féodal et le développement de l'économie capitaliste ont appauvri ou réduit à la misère un très grand nombre de ses membres, et dressé en face de la richesse des autres la concurrence nouvelle de la fortune mobilière. Elle combat donc pour son existence matérielle, contre la déchéance et la ruine menaçantes, et son privilège politique est la plus efficace de ses armes de défense. Sa résistance acharnée à l'avance de la démocratie est le fond social de l'histoire de la Hongrie contemporaine : résistance d'une oligarchie esclave de son passé, prisonnière de séculaires habitudes d'esprit et de vie, hypnotisée par ses souvenirs, terrifiée et révoltée à l'aspect des changements révolutionnaires qui, depuis 1848, transforment sans arrêt la figure de la vieille Hongrie.

Derrière sa façade toute moderne, la Hongrie dualiste est donc restée toute médiévale. Institutions parlementaires, législation libérale, allures démocratiques, c'est l'apparence — le Potemkin. En réalité, deux ou trois cents familles, partie de haute aristocratie possessionnée — les magnats, — partie d'antique noblesse assez fière de sa longue lignée d'ancêtres et forte de ses vastes domaines pour dédaigner les titres, sont les souverains du pays. Audessous d'elles, la moyenne noblesse terrienne, rarement riche, parfois aisée, souvent déjà au bord de la gêne, fonde son influence sur le Parlement, dont la Chambre basse, grâce à une loi électorale bien faite, se recrute de tradition en grande majorité dans ses rangs, et sur les hautes fonctions publiques, apanage de ses cadets. Les emplois plus modestes de l'administration et les carrières libérales sont le gagne-pain d'une basse noblesse nombreuse et sans fortune, prolétariat de nobles. Divisée entre elle, fragmentée par la différence des conditions et de la richesse en petites castes, dont les supérieures dédaignent ou méprisent les inférieures, qui le leur rendent en jalousie et en envie souvent haineuse, cette oligarchie reste unie, contre tout ce

qui n'est pas d'elle ou ne se met pas dans sa clientèle, par les deux plus puissantes solidarités, l'orgueil et l'intérêt. Dans la Hongrie dualiste de 1867 comme dans la vieille Hongrie d'ancien régime, l'Etat, c'est elle.

Le simple rapprochement de deux chiffres explique ce fait de si vaste portée. 1867, l'année de la naissance de la Hongrie contemporaine, est la date critique de la Hongrie historique. Rentrant alors, après une éclipse plus de trois fois séculaire de sa souveraineté et de son indépendance, sur la scène du monde comme un Etat, en apparence limité, mais en réalité fortifié par son association dualiste avec l'Autriche, elle est appelée à prouver sa capacité de vivre dans une Europe qu'a transformée, durant son long sommeil, le cheminement des idées issues de la Révolution française. A ce tournant de son histoire, elle arrive chargée, sur moins de mille ans d'existence, de neuf siècles et quart de moyen âge. De 896, date de l'occupation du bassin hongrois par les Magyars, jusqu'à 1825, début de l'ère des réformes modernes, elle n'a été qu'un immense domaine féodal. Pour défricher et mettre en valeur cette vaste lande, comme l'appelait le comte Etienne Széchenyi, le premier des grands réformateurs magyars, pour y créer les conditions politiques, économiques, sociales et intellectuelles nécessaires à la vie d'un Etat dans le monde contemporain, il eût fallu, à défaut d'un génie à la Napoléon, le lent travail de deux ou trois siècles. Mais les temps modernes, en Hongrie, n'ont compris que les quarante-deux années écoulées de 1825 à 1867, et la moitié encore remplie par le formidable ébranlement de la Révolution de 1848 et par ses contre-coups. Neuf cent vingt-neuf ans de moyen âge, quarante-deux ans de temps modernes, c'est tout le secret de la Hongrie contemporaine.

Nulle force politique ou sociale n'y existait, en 1867, qui fût capable de disputer le pouvoir à la « classe historique » ou de la contraindre à le partager. Elle se trouvait donc, d'emblée, aussi souveraine dans la Hongrie dualiste qu'elle l'avait été sous l'ancien régime, appelée à exercer sa souveraineté dans des formes nouvelles, sous le couvert d'institutions modernes, mais tout naturellement incapable

d'en concevoir les droits et les obligations dans un autre esprit que celui dont l'avait imprégnée sa tradition féodale de plusieurs siècles. Sur cette contradiction interne des institutions et de l'esprit qui les anime s'est fondé le reproche de duplicité, d'hypocrisie, de mensonge conscient, volontaire et cynique, qu'on a dirigé contre elle. Ce reproche, elle l'a parfois mérité, mais il serait injuste de le généraliser. Quand l'oligarchie, aux débuts du régime, se tenait pour seule capable de régir l'Etat et de le défendre, elle était en grande partie sincère, et cédait de bonne foi à une illusion historique. Mais alors, c'est d'avoir manqué de perspicacité qu'on doit lui faire grief. Au moment où, pour justifier sa prétention au pouvoir, elle revendiquait le monopole de l'esprit et du sens politiques, c'était s'en montrer singulièrement dépourvue que de vouloir fonder le libéralisme sur la sujétion politique et économique des masses, établir le parlementarisme au profit des seuls privilégiés, et organiser la démocratie d'une oligarchie, fatalement vouée à tourner en démagogie noble de réaction. Seul l'esprit de la classe historique, produit de son évolution séculaire, combinaison de l'orgueil du conquérant, de l'instinct de domination du maître et de l'égoïsme du propriétaire, explique qu'elle se soit lancée dans une aussi audacieuse entreprise, de même que seul il explique le paradoxe caractéristique de la Hongrie contemporaine, par où l'on touche au fond du problème qu'elle pose, l'impérialisme hongrois.

Cet impérialisme est de nature toute spéciale : par ses dimensions, car ses prétentions ne sont, au vrai, ni universelles, ni même européennes, mais purement danubiennes, limitées à la monarchie austro-hongroise et aux Etats des Balkans ; par ses mobiles, nullement économiques, exclusivement politiques ; mais surtout par ses objectifs, qui en font cette singularité, un impérialisme d'expansion intérieure plus qu'extérieure. C'est que l'impérialisme hongrois en Europe n'est que le prolongement et le reflet de l'impérialisme magyar en Hongrie, que, expression d'une même idée ou d'un même instinct, tous deux, sous leur apparence politique ou nationale, ne sont

au fond essentiellement, qu'un impérialisme social, un impérialisme de classe.

La conquête, qui est en Hongrie comme dans presque toute l'Europe l'origine de l'Etat, n'y a pas eu les mêmes effets. Conquistadors et vaincus ne s'y sont pas, comme ailleurs, mêlés et fondus dans l'unité ethnique, linguistique et morale d'une nation. Magyar de naissance et de tradition, l'Etat hongrois se superpose et s'impose à une population qui restait allogène, — slave, roumaine ou allemande, — dans la proportion des trois cinquièmes en 1867, et, à la veille de la guerre, de 52 p. 100 encore sur le papier complaisant des statistiques officielles, et en réalité de plus. Continuer et achever l'œuvre incomplète et menacée de la conquête, assurer et étendre l'hégémonie magyare sur les allogènes, les « nationalités », consolider et accentuer le caractère magyar de l'Etat hongrois, c'est la raison d'être et le sens de l'impérialisme magyar, impérialisme intérieur, impérialisme de race. Mais comme, sur chacune de ses frontières, la Hongrie confine à des Etats dont les peuples voient dans l'une de ses « nationalités » allogènes leurs frères, l'impérialisme magyar, s'il veut pouvoir continuer à tenir les nationalités en perpétuelle infériorité, en éternelle sujétion, à exiger d'elles tous les devoirs en leur refusant tous les droits, à en faire l'instrument passif de ses propres ambitions, à se servir d'elles comme d'un simple « matériel humain », se transforme par une inéluctable logique en un impérialisme d'Etat, qui est l'impérialisme hongrois. Attirer dans l'orbite de la Hongrie les Etats voisins, les soumettre à son influence, les réduire en sa vassalité, lui en faire comme un glacis de protection, comme une zone défensive, à l'abri de laquelle l'Etat hongrois magyar puisse sans danger et avec chances de succès faire sa politique magyare, c'est, à son tour, la raison d'être de l'impérialisme hongrois. L'imagination orientale, incapable de résister aux mirages éclatants de la grandeur, du prestige, de la magnificence, et la volonté politique la plus réaliste et la plus brutale en sont ainsi la double origine. Il est aussi, en dernière analyse, la réaction de la terreur dans laquelle vivent depuis dix siècles

les Magyars, tremblants d'être submergés dans l'océan slave où, du centre de l'Asie, l'invasion les a jetés isolés. Aussi agressif dans ses desseins que dans ses méthodes, on pourrait donc cependant avec vérité, non point pour l'excuser, mais simplement pour caractériser sa nature, le nommer, par un raffinement du paradoxe, un impérialisme défensif.

Mais l'Etat et la nation qu'il prétend protéger, c'est uniquement l'Etat oligarchique et la nation privilégiée, et il défend moins un territoire qu'un système. La force et le cœur de la race magyare, c'est le paysan magyar. Or, nul n'a senti plus lourd le poids de « l'Etat national hongrois ». Bien loin de le mieux traiter que l'alloène, de chercher davantage à le soutenir, à le protéger, à l'instruire, à l'élever, l'oligarchie lui a réservé de particulières rigueurs, parce qu'elle le trouvait moins soumis et moins humble, plus ferme sur ses droits, conscient de sa dignité de Magyar. Oppression et persécution spéciales pour le paysan magyar sous le régime et au nom même de la suprématie magyare, ou, suivant l'expression consacrée, de l'« hégémonie magyare », il ne se peut guère de paradoxe plus osé, d'ironie plus amère ou de plus cynique dérision. Ce n'était certes pas le moyen d'inspirer à l'alloène l'envie de devenir Magyar, en se laissant magyariser ou en se magyarisant. Aussi bien ne lui demandait-on point de le faire, et ne désirait-on même pas qu'il le fit. Il suffisait qu'il ne pût pas se développer et se cultiver dans sa propre langue, et, demeuré pauvre, ignorant, humilié, misérable, fournît toujours en abondance au seigneur une main-d'œuvre à bon marché, sans jamais devenir dangereux pour les privilèges établis. Quand la Hongrie officielle, qui volontiers se donnait chez elle pour magyarisatrice, protestait à l'étranger qu'elle ne l'était pas, elle disait, sous la forme de deux affirmations contradictoires, l'exacte vérité. Magyariser la masse alloène, l'oligarchie n'y a jamais songé. Mais en magyariser l'élite, pour la décapiter, pour renforcer ainsi la « nation » dominante et écarter d'elle toute menace de concurrence, toute évolution vers la liberté démocratique, elle l'a voulu,

et, autant qu'il était en son pouvoir, elle l'a fait. C'était sous une forme nouvelle, continuer sa tradition : car c'est ainsi qu'au cours des siècles elle-même s'est formée, en absorbant les éléments supérieurs des peuples allogènes. Mais la sélection qui avait pu réussir au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle encore avait, après la Révolution française, perdu sa vigueur et son efficacité. Un Etat national magyar qui eût été celui de tous les Magyars aurait eu peut-être des chances de succès et de durée. Mais l'Etat hongrois d'une minorité de privilégiés, dont l'idéal national magyar, projeté en impérialisme, n'était que le masque d'ambitions et d'intérêts de classe, a créé le péril même qu'il prétendait écarter. Par les comparaisons qu'il leur imposait, il a conduit les allogènes à l'idée du séparatisme. Ce qui n'était qu'un danger imaginaire, lorsque l'oligarchie commença à s'en servir comme d'un épouvantail pour justifier et perpétuer son régime, ce régime même en fit une réalité. C'est pour avoir poursuivi la chimère de l'Etat national magyar des privilégiés, pour avoir par dessus tout redouté une Hongrie libérale, démocratique, juste envers toutes ses nationalités, pour avoir tendu tout son effort à l'empêcher de naître, cette seule Hongrie qui eût pu vivre, que l'oligarchie magyare et son impérialisme de classe ont tué la Hongrie historique et causé l'irréparable démembrement d'un Etat millénaire.

Jusqu'à la catastrophe, cette vue de l'histoire contemporaine de la Hongrie était hétérodoxe, et les théoriciens radicaux qui la présentaient, flétris du nom de « sociologues », étaient couramment accusés de méconnaître la nature particulière de leur patrie, de lui appliquer aveuglément des formules doctrinaires empruntées à l'étranger, et même parfois d'être les instruments inconscients ou les complices volontaires de complots internationaux dirigés contre elle. Depuis la défaite, on a vu, sinon s'y rallier sans réserve, du moins s'en rapprocher de très près ceux des conservateurs qui, d'esprit indépendant et capables de réflexion critique, ne tiennent pas pour le dernier mot et le tout d'une politique conservatrice l'admiration béate et le maintien obstiné du passé. Mais, d'accord

sur la constatation des faits, ces deux écoles en donnent les interprétations les plus diverses, y appuient les jugements les plus contraires, et en tirent des conclusions diamétralement opposées.

Les « sociologues » dénoncent comme la malédiction de la Hongrie le privilège même de la classe historique; les conservateurs déplorent seulement qu'elle n'ait pas su en faire meilleur usage. Rupture complète avec la tradition et le passé, franche orientation vers l'esprit moderne, progrès démocratique par le suffrage universel, l'égalité des nationalités vraie et sincère, le démembrement de la grande propriété, la libre concurrence économique : à ces conditions, disent les radicaux, la Hongrie se serait rendue capable et digne de former, avec l'Autriche régénérée comme elle par la même méthode, et avec les Etats voisins, les Etats-Unis du Danube¹, amorce et modèle des Etats-Unis d'Europe. Le malheur de la Hongrie, répond la thèse néo-conservatrice, récemment présentée, avec à la fois certaines précautions et quelque outrance, mais avec beaucoup de logique et de finesse, par un jeune historien de grand talent², c'a été de brûler les étapes. Ni en 1848 ni encore en 1867, elle n'avait l'étoffe et les ressources d'un Etat moderne. Province très largement autonome d'un empire autrichien régénéré et consolidé, qui aurait d'autant plus facilement renoncé à la plier à une centralisation germanisante qu'il l'aurait trouvée plus disposée à donner satisfaction aux exigences d'une unité organique de la monarchie, elle eût pu, à l'abri de cette condition, rattraper son retard de plusieurs siècles, élever sa civilisation matérielle et morale, concentrer et développer ses forces, se donner l'unité sociale, morale et nationale qui lui manquait et se préparer ainsi à s'épanouir, au terme d'une évolution, naturelle, dans un Etat hongrois adaptation organique de la vieille Hongrie, au lieu de devenir la proie et fina-

1. C'est le titre d'un des derniers ouvrages de M. Jászi, le chef de l'école, *Magyarország jövője és a dunai egyesült államok* (L'avenir de la Hongrie et des Etats-Unis du Danube), Budapest, 1918.

2. Szekfü, *Három nemzedék. Egy hanyatlókor története* (Trois générations. Histoire d'une époque de décadence), Budapest, 1920.

lement la victime du libéralisme doctrinaire, qui l'a écartée de sa tradition nationale à la poursuite des chimères de la philosophie sociale rationaliste et humanitaire. Széchenyi ou Kossuth, le conservateur progressiste modéré, raisonnable, à la fois hardi et prudent, qui fait plus de cas de la moindre amélioration pratique que des plus belles théories, laisse au temps sa part, et tient pour la source et la garantie nécessaire de toute réforme politique le progrès intellectuel et surtout moral de la nation, ou le grand révolutionnaire, soudain, impérieux, dictatorial, qui à coup de décrets, par la vertu des principes, entreprend de créer un monde nouveau et une humanité nouvelle : le contraste et l'opposition de ces deux grandes figures de l'histoire magyare symbolise et incarne le problème, l'alternative et peut-être le dilemme de la Hongrie contemporaine. A chacun des deux, l'oligarchie magyare a pris les défauts de son système en en négligeant les qualités : à Kossuth le radicalisme national sans l'idéalisme démocratique ; à Széchenyi, la timidité politique sans l'idéalisme moral. De tous les partis à suivre c'était le pire, le plus propre à ruiner la Hongrie, celle qu'avait conçue Széchenyi comme celle dont rêvait Kossuth.

De l'état économique, social et politique arriéré où se trouvait au commencement ou encore au milieu du XIX^e siècle. le royaume de saint Etienne, le régime autrichien, aveuglément centraliste et germanisateur, et stupidement absolutiste, est, sans conteste, le principal responsable. Plus tard, dans la période critique et décisive de la Hongrie historique, dans ce demi-siècle qui commence en 1867, si la Hongrie dualiste n'a été que violence et mensonge, François-Joseph en est aussi coupable que la classe dirigeante magyare, et peut-être, en vérité, plus qu'elle : car il était plus fort qu'elle, et maître de lui imposer sa volonté, s'il en avait eu une précise et ferme. Mais, au moment même où la rupture du lien séculaire du Saint-Empire et de la Confédération germanique le rendait libre, après Sadowa, de reconstruire enfin sa monarchie selon sa nature propre, de lui donner une unité nouvelle, organique, conçue désormais en vue des seuls intérêts communs de

ses peuples, et non plus de fins étrangères, d'y assigner à la Hongrie la place qui lui revenait légitimement, il choisit d'en rendre définitif le partage, de consacrer ce dualisme contre lequel ses ancêtres ont si longtemps lutté. C'est que, ne songeant qu'au besoin du moment, il voulait se dégager de difficultés intérieures pour préparer sa revanche sur la Prusse et sa restauration en Allemagne. Sans son consentement, sans sa volonté active, le régime auquel la Hongrie a été soumise de 1867 à 1918 n'aurait pu ni s'y établir ni s'y maintenir. Le Compromis de 1867 est un accord entre François-Joseph et l'oligarchie magyare, qui, de concessions à l'absolutisme centraliste autrichien dans le domaine diplomatique et militaire, paie la pleine liberté d'action qui lui est laissée dans toutes les affaires intérieures de la Hongrie. Marché immoral par l'intention des deux parties qui, chacune comptant duper l'autre, ont finalement toutes deux été dupées ; immoral aussi parce qu'il portait sur le bien d'autrui, étant conclu aux dépens des droits des allogènes et des Magyars non privilégiés. François-Joseph sans nul doute y est le plus odieux ; car il abandonne à leurs tyrans ses sujets les plus fidèles, il trahit leur naïve confiance, il trafique d'eux au mépris de ses devoirs de roi. Mais son crime n'atténue point la culpabilité de ses complices. Si, méconnaissant la nature de sa monarchie, il en a contrarié l'évolution inévitable, et, par la résistance qu'il leur a opposée, transformé en éléments de destruction les forces sur lesquelles eût pu s'appuyer une Autriche nouvelle, les privilégiés magyars de 1867 tout comme lui, appelés à choisir entre le passé et l'avenir, ont choisi le passé, et engagé ainsi leur pays dans la voie qui l'a conduit à la catastrophe.

Du moment où, à la fin du xviii^e siècle, sous l'action des idées proclamées par la Révolution française, le réveil des nationalités jadis conquises et soumises commença à transformer la figure morale et politique de la monarchie autrichienne, la noblesse magyare perdit, si elle l'avait jamais eue, la puissance de rester par ses seuls moyens maîtresse de la Hongrie. Après une longue période d'obscurité, la Révolution de 1848 en fournit la preuve éclatante.

Il lui fallait donc se décider entre deux alliances : avec le roi, au nom de la force, ou avec les allogènes, au nom de la liberté. De la seconde, qui eût pu imposer au roi sa volonté, fût née, dans une monarchie autrichienne assouplie et rajeunie, une Hongrie vraiment constitutionnelle et démocratique, qui peut-être, sans doute même serait aujourd'hui encore debout, forte du libre consentement de tous ses citoyens égaux. C'était la politique d'un patriotisme clairvoyant. L'oligarchie suivit son instinct de classe, en préférant l'autre. Elle fit alliance avec le roi, en apparence pour défendre contre le séparatisme des allogènes la Hongrie et la monarchie, en réalité pour conserver son pouvoir féodal sur les allogènes comme sur les Magyars. Les conséquences de l'union de ces deux égoïsmes se développèrent rapidement. Pour donner à sa fragile Hongrie magyare un pendant et un appui, l'oligarchie, avec la connivence de l'empereur, faussa le constitutionnalisme autrichien comme elle faussait le hongrois, introduisit de force au Reichsrat une majorité allemande, et donna le gouvernement de l'Autriche, aux deux tiers peuplée de Slaves et de Roumains, aux Allemands, minorité du tiers. Et comme, en dépit de tant d'artifices et de violences, la monarchie dualiste germano-magyare restait instable et chancelante, elle la poussa vers l'Allemagne, la souda à l'empire bismarckien. La suite inévitable de tant d'erreurs et de mensonges est apparue en 1914, et les fautes ou les crimes accumulés au cours de cinquante années se sont payés en 1918. Mais c'est l'oligarchie qui les avait commis, et c'est le peuple magyar qui les a payés.

L'analogie des situations politiques de l'Allemagne et de la Hongrie, qui avant la guerre n'avait frappé que peu d'observateurs, est devenue presque un lieu commun depuis que, de 1914 à 1918, les magnats et les hobereaux magyars se sont montrés les plus fidèles et même les seuls fidèles associés des *Junker* prussiens. Dans l'un et l'autre pays, l'histoire intérieure du dernier demi-siècle est dominée par la résistance du principe aristocratique à la poussée démocratique, et la guerre a été le suprême recours des puissances du passé menacées d'être emportées par une

évolution naturelle et nécessaire. Au premier regard, le problème n'apparaît pas en Allemagne avec cette simplicité et cette clarté : l'étendue du pays, le chiffre de sa population, l'unité nationale réalisée, le développement économique parvenu au stade le plus avancé du capitalisme moderne, y introduisent tant d'autres éléments que parfois ses grands traits en sont masqués et comme effacés. Il n'est point douteux pourtant que de l'alliance de l'impérialisme militaire et de l'impérialisme économique, qui du côté allemand, donne à la guerre de 1914 son sens et son caractère, le premier, celui des *Junker*, dût tirer le principal profit ; et, sous un air de paradoxe, il est strictement vrai que la victoire, qui eût ouvert au commerce allemand de nouveaux domaines et de nouvelles sources de richesse, eût en même temps et du même coup consolidé la suprématie des puissances sociales traditionnelles sur la classe parvenue des industriels et des commerçants. En Hongrie, au contraire, sous une économie et une structure sociale plus jeunes et moins différenciées, le problème se présente en pleine netteté, dans toute sa nudité. L'impérialisme allemand est plus complexe et plus vaste que le magyar ; mais entre eux l'affinité est essentielle ; tous deux ont leur racine profonde dans les appétits de domination et de conquête d'une classe qui, aux principes proclamés et appliqués par la Révolution française, n'a jamais cessé d'opposer des dogmes d'ancien régime.

L'Autriche-Hongrie dualiste et l'Empire prussien-allemand de Bismark sont contemporains. Tous deux conçus à Sadowa et nés de la victoire définitive de la Prusse sur l'ancienne Autriche, ils sont tombés ensemble, en même temps, culbutés sur les fronts d'Orient, d'Italie et de France en septembre et en octobre 1918. Leur fusion presque complète durant la guerre a été l'aboutissement logique de l'évolution commencée en 1866, et jalonnée en 1879 par la conclusion entre Bismarck et Andrassy, le Magyar, de l'alliance austro-allemande. Par leur accord et par leur union, l'Europe centrale a reçu la forme qu'elle a gardée durant ces cinquante années jusqu'à la victoire des Alliés. Mais la monarchie austro-hongroise elle-même

est l'œuvre de la Hongrie. Son dualisme germano-magyar, conception magyare, où l'hégémonie artificielle des Magyars en Hongrie a pour pendant indispensable une hégémonie artificielle des Allemands en Autriche, est une machine à comprimer les Slaves du bassin danubien, et à tenir en échec, au profit des Allemands et des Magyars, la grande puissance slave, la Russie. A cette combinaison que les Magyars, même appuyés sur les Allemands d'Autriche, n'étaient pas assez forts pour soutenir seuls, l'alliance de 1879 assure définitivement l'appui du puissant Empire allemand. La monarchie dualiste ne tient que par cet appui et, du jour où l'Allemagne chancelle, l'Autriche et la Hongrie s'écroulent. Leur capitulation a pu précéder la sienne de huit jours, elle n'est, en vérité, que la conséquence de sa défaite. C'est pourquoi la disparition de l'Autriche-Hongrie est définitive. Depuis 1867 elle n'était qu'une partie de tout un système de l'Europe centrale, fondé sur la puissance militaire de la Prusse, sur l'hégémonie continentale de l'Allemagne. Le rétablissement de cette hégémonie allemande dans l'Europe centrale et sur tout le continent serait la condition indispensable d'une renaissance de l'Autriche, d'une restauration de l'intégrité territoriale et de la puissance de la Hongrie. Jusqu'à preuve du contraire, c'est une éventualité qui doit être tenue pour impossible.

Dans la Hongrie nouvelle, réduite par le traité de Trianon aux limites du domaine ethnique des Magyars, se prolonge la lutte qui a rempli le dernier demi-siècle de la Hongrie historique. Placée devant le problème social que sa devancière n'a cherché qu'à ajourner, à esquiver ou à supprimer, il lui faut, pour le résoudre, venir à bout de la résistance d'une classe toujours puissante, redoutable et aveuglée par la passion. Aux péripéties et aux convulsions de la politique hongroise depuis la Révolution d'octobre 1918 se mesure l'acharnement du combat, et sa gravité décisive. Il semble pourtant qu'elle ne soit point partout aperçue, puisque l'oligarchie, dont la politique « nationale » remet en question, de proche en proche, l'ordre et la paix de toute l'Europe, a trouvé hors de Hon-

grie de surprenants concours. S'ils lui ont permis de disputer jusqu'ici la victoire à la démocratie, elle ne saurait pourtant la lui arracher qu'au prix de l'existence même d'un Etat hongrois.

L'impérialisme, cette oligarchie, si l'on peut dire, l'a dans le sang. Il est sa nature, sa raison d'être, l'unique programme dont elle puisse se réclamer. C'est pourquoi les voisins de la Hongrie, qu'elle a, durant le demi-siècle d'avant-guerre, tenus courbés ou sous le joug ou sous une perpétuelle menace, ont marqué nettement qu'ils la regardaient comme leur irréconciliable ennemie, qu'une Hongrie dont elle redeviendrait la maîtresse serait à leurs yeux le plus grave des dangers et qu'en présence d'un semblable péril ils sauraient rapidement et radicalement la mettre hors d'état de nuire. Ils ont au contraire affirmé à de nombreuses reprises qu'une Hongrie démocratique et sincèrement pacifique serait cordialement accueillie dans la souple association de peuples libres où l'Europe centrale trouve son équilibre définitif, et qui réalisera, sous la seule forme aujourd'hui possible, l'idéal des Etats-Unis danubiens. Les positions sont ainsi nettement marquées. Une Hongrie redevenue oligarchique, ce serait à bref délai, la guerre avec tous ses voisins unis contre elle, la défaite fatale, le démembrement, le partage des Magyars, sans l'espoir de voir jamais se produire à leur profit le miracle qui a ressuscité la Pologne. Une Hongrie démocratique, c'est l'entente avec les démocraties qui l'entourent, une existence nationale indépendante assurée aux Magyars, dans une Europe centrale consolidée sous le règne du droit, de la justice et de la concorde internationales.

Rechercher dans l'histoire de la Hongrie contemporaine, de 1867 à 1918, l'explication de la catastrophe qui a fait disparaître à jamais la Hongrie historique et, par là, celle de la position actuelle du problème hongrois, c'est l'objet de cette étude. Un chapitre préliminaire marque la place du problème hongrois dans l'Europe centrale. Le premier livre montre dans la Hongrie d'avant 1867 les origines du système dont le second expose l'esprit

et le développement. Le troisième étudie la Hongrie durant la guerre et jusqu'à la Révolution d'octobre. La conclusion résume les enseignements que la politique, qui a à juger et à traiter le problème hongrois d'aujourd'hui, doit tirer d'une histoire où cette Révolution ne marque, au vrai, qu'une halte, et qui sous nos yeux, s'achemine vers sa conclusion définitive, soit l'organisation d'une Hongrie démocratique, soit la disparition du dernier vestige d'un Etat hongrois et d'une nation magyare.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LA HONGRIE ET L'EUROPE CENTRALE

I. L'Europe centrale, zone des petites nations. — II. La Hongrie, cœur de l'Europe centrale. — III. La Hongrie dans l'Europe centrale démocratique.

L'importance européenne et universelle du problème de l'Europe centrale n'a été révélée aux nations occidentales que par la guerre. Tandis qu'elles n'en avaient aperçu jusque-là que des aspects partiels et fragmentaires, les hommes d'Etat allemands et l'opinion germanique, plus clairvoyants, en mesuraient, depuis un demi-siècle ou trois quarts de siècle, toute la portée et en pénétraient tout le sens. Ce n'est ni simplifier à l'excès ni exagérer que de dire que l'Allemagne a fait la guerre pour l'Europe centrale, parce qu'elle savait qu'à la soumettre tout entière à sa direction incontestée, elle donnait à son hégémonie sur l'Europe une assise indestructible, et ainsi se rendait dominatrice du monde.

L'Europe centrale a été radicalement transformée par l'issue de la guerre. A certains, que dérange le changement d'habitudes anciennes et commodes et qui ne se font point sans peine à des figures inaccoutumées, il semble

qu'il ne puisse y avoir là qu'un épisode très court, et que l'Europe centrale doive fatalement reprendre sa forme d'hier, quelque peu rajeunie. La logique, certes, ne gouverne pas seule l'histoire; mais si la transformation que nous avons vue se préparer et s'accomplir et que nous voyons se poursuivre et s'achever est bien l'aboutissement d'une évolution plus que séculaire, si la nouvelle Europe centrale politique répond aussi bien et mieux que l'ancienne aux données géographiques et historiques permanentes du problème, c'est peut-être la preuve qu'elle n'est pas née simplement du caprice, de la légèreté et du doctrinarisme ignorant des vainqueurs.

Dans l'organisme de l'Europe, l'Europe centrale a un caractère propre, qui lui assigne sa place et sa fonction : elle est la zone des petites nations. Géographiquement et historiquement, la Hongrie est placée au centre de cette zone et au cœur du problème qui s'y pose. Après soixante-dix ans d'une lutte vaine pour façonner une Europe centrale à son gré, selon ses besoins et presque à son image, la logique de l'histoire la ramène, après sa défaite et son désastre, à ne pouvoir trouver les garanties de son existence et de son avenir qu'où elle les avait entrevues au moment fugitif de la fin de la Révolution de 1848, c'est-à-dire dans un accord loyal avec ses anciens sujets devenus ses voisins, dans l'acceptation sans arrière-pensée des idées et des institutions de la démocratie, dont la victoire des Alliés dans la grande guerre a fait le principe d'organisation de la nouvelle Europe centrale.

I

Du *Mittleuropa* germanique à l'Europe centrale, il y a toute la distance de la légende de propagande à la vérité historique, ou de Naumann, c'est-à-dire d'un rhéteur, à un savant. La « Moyenne-Europe », pour employer l'expression qui traduit avec le plus de précision le terme allemand que Naumann a rendu fameux, c'est la

tradition du Saint-Empire mise au service de l'expansion économique de l'empire bismarckien pour donner aux ambitions prussiennes un air de légitimité, et couvrir d'un voile d'idéal les appétits de la grosse industrie allemande. Publiciste inspiré, au double sens du mot, Naumann adapte à une fin politique les idées développées onze ans auparavant, dans un ouvrage de science, par un géographe dont il ne cite d'ailleurs même pas le nom, Partsch, professeur à l'Université de Breslau. Non sans naïveté, Partsch avouait que l'unité géographique des « pays et peuples des Alpes occidentales et du Balkan jusqu'à la Manche et au Kurisches Haff »¹ ne lui était pas apparue du premier coup avec la clarté de l'évidence, et qu'à la réflexion seulement il avait jugé que son sujet pouvait se concevoir sous cet aspect. L'esprit des Universités allemandes, les souvenirs du Saint-Empire et de la Confédération germanique, l'ambiance nationaliste et l'atmosphère de politique mondiale où vivait l'Allemagne nouvelle de Guillaume II pouvaient-ils l'amener à une autre conclusion? Plus sa probité scientifique est au-dessus du soupçon, plus caractéristique est le naturel avec lequel il fait de sa science la servante de la politique de son pays. De la position centrale de la Moyenne-Europe, il déduit tranquillement, dès son introduction, la nécessité pour les peuples qui l'habitent de puissants armements et d'une étroite union économique; il revendique pour eux la mission d'assurer par leur force la paix du continent, et il y revient, longuement et sans légèreté, dans un chapitre final de géographie militaire, qui n'est que le développement de l'idée wilhelmienne de la *pax germanica*². Onze ans plus tard, au moment où, à tout prix, il faut cacher au peuple allemand, qui ne doit point pouvoir douter de l'infailibilité de ses princes et de l'invincibilité de ses chefs, l'échec irrémédiable qui, sur la Marne, a mis en poussière le grand plan de conquête brusquée de l'hégémonie universelle, Naumann, reprenant

1. Sous-titre de son *Mittleuropa*, Berlin, Reimer, 1904.

2. Partsch, *Mittleuropa*, VII-VIII, 6, 8, 415-431.

les idées et les termes mêmes de Partsch¹, lance le livre fameux qui a résonné en 1915 comme la fanfare guerrière d'un impérialisme sûr de sa victoire, alors qu'il n'était en réalité, qu'un cri d'inquiétude et de déception, et le premier aveu de la défaite. Mais de Partsch à Naumann, *Mittleuropa* n'a été qu'une manœuvre allemande, inconsciente chez le premier, chez l'autre très consciente et de tendance très nette, pour faire entrer ou pour maintenir dans l'Europe centrale l'Allemagne qui n'en est pas, ou qui n'en est plus.

Cette affirmation, qui semble paradoxale, est pourtant très exacte. On s'en rend compte si l'on considère que la notion géographique d'Europe centrale n'est pas purement physique, mais politique, et que le problème, ici, est de ceux qui relèvent de la méthode indiquée avec autant de pénétrante finesse que de discrète modestie dans l'avant-propos de l'admirable petit livre de Vidal de la Blache, *Etats et nations de l'Europe*. La géographie et l'histoire s'y doivent prêter un mutuel appui, non point en s'introduisant l'une dans l'autre « à la façon d'un corps étranger », mais en se pénétrant pour leur profit réciproque. La géographie physique, si on la consultait seule, placerait l'Allemagne dans l'Europe centrale ; appuyée sur l'histoire, la géographie politique l'en sort ou l'en exclut.

Physiquement, l'Allemagne appartient à la zone intermédiaire qui, soudant l'Europe continentale de l'Est, massive, lourde, basse et plate, à l'Europe que, pour la seule facilité de l'expression, on peut appeler l'Europe de l'Ouest, Europe péninsulaire et insulaire qui se déploie en un large demi-cercle du cap Nord aux Détroits, affinée et découpée, souple, de relief varié et, dans l'ensemble, beaucoup plus haute que l'autre, fait de notre continent une unité. Cette zone intermédiaire, l'Europe centrale physique, se présente comme un grand isthme, formé par la réunion des isthmes plus petits qui, des bouches de la Vistule à celles du Danube, de Lübeck à Trieste, de Brême ou d'Amsterdam à Gênes, se succèdent

1. Naumann, *Mittleuropa*, 114-115, 1, 232.

entre les mers qui se rapprochent et semblent vouloir se rejoindre. Elle tire son individualité géographique de son caractère de région moyenne, qui, entre les deux grandes zones des extrémités du continent, si nettement opposées l'une à l'autre, participe de leurs deux natures, émousse leurs contrastes, rapproche leurs traits distinctifs jusqu'à les réunir en elle et parfois les fondre. Montagnes moins hautes que celles de l'Occident, mais géantes au sortir de la morne platitude de l'Est; plaines modestes au regard de l'étendue infinie qui s'allonge de l'Oural aux Carpathes, mais sans égales dans les péninsules méditerranéennes; fleuves au cours moins puissant et au bassin moins vaste que la Volga ou le Dnjepr, mais, tels le Danube ou l'Elbe, plus longs, plus abondants, plus utiles que le Tibre ou l'Ebre, que la Seine aussi ou la Loire; climat qui tantôt, dans la plaine de l'Allemagne du Nord où circulent librement les courants de l'air, passe par une succession graduée de l'océanique au continental, et tantôt plus au sud, dans les régions où les vents s'arrêtent devant la barrière des montagnes, fait alterner avec les hauteurs encore océaniques les plaines qu'elles encerclent, déjà continentales; tout en elle est transition et liaison¹.

L'Allemagne est tout entière dans cet isthme. Elle en bordait naguère de bout en bout la lisière septentrionale, dont elle ne cède aujourd'hui encore à la Pologne qu'un très petit morceau; elle tient les embouchures de quelques-uns des plus grands fleuves de l'Europe centrale; son relief comme son climat sont bien de types intermédiaire et moyen. Cependant elle n'est plus, aujourd'hui, politiquement dans l'Europe centrale. Du cadre où la plaçait la nature, l'évolution historique l'a fait sortir. Elle a commencé de s'éloigner de l'Europe centrale en 1866, et elle en a été définitivement séparée et rejetée en octobre 1918.

De même qu'en trois grandes zones, ou, si l'on veut, en

1. Sur ces aspects physiques du problème de l'Europe centrale, je dois aux indications de mon camarade et collègue E. de Martonne d'avoir pu beaucoup préciser mes idées. Je l'en remercie ici cordialement.

trois Europes physiques, l'Europe se divise en trois grandes zones, en trois Europes politiques. Allongée et amincie d'Est en Ouest, elle a la figure d'un gigantesque entonnoir, où les peuples se sont engouffrés en un tourbillon tumultueux pour venir, tout au fond, s'affronter, s'entreheurter et finalement s'amalgamer. Dans les vastes espaces asiatiques de l'Europe orientale, l'étendue et le climat mettaient obstacle à des contacts proches ; les races et les tribus les plus diverses y ont vécu, depuis dix, quinze ou vingt siècles, simplement juxtaposées, sans se pénétrer, sans y constituer non point même de vraie et grande nation, mais simplement de nationalités. A l'Occident, dans les étranglements des péninsules et de l'isthme français, les éléments ethniques les plus divers, portés par les vagues successives des invasions, se sont trouvés tellement jetés les uns contre les autres et serrés les uns sur les autres, qu'une sorte de pression physique les a combinés en unités ; dans les creusets d'Espagne, d'Italie, de France, se sont formées, du mélange des éléments ethniques les plus hétérogènes, les individualités nationales les plus puissantes et les plus harmonieuses. Sous cet aspect encore, l'Europe centrale est intermédiaire ; entre l'Est et l'Ouest, elle fait transition. Trop large, trop diverse, trop dangereusement placée sur la route des invasions qui, pour elle, se sont prolongées des siècles après qu'elles avaient cessé d'atteindre l'Occident, elle n'est pas arrivée au degré d'unité nationale de celui-ci. Mais sa petitesse relative, sa richesse en contrastes géographiques féconds, son abondance en bassins naturellement abrités et protégés, l'ont préservée de rester dans l'état primitif de la grande et monotone Russie ; les tribus, chez elles, sont devenues des nationalités, dont certaines, tels les Tchèques ou les Magyars, ont absorbé et assimilé des éléments de peuples extrêmement divers ; et ces nationalités, d'une marche plus ou moins lente, mais sûre, ont évolué vers l'état de nations. Mais elles sont condamnées, par les conditions physiques de leur habitat, à rester de petites nations. L'Europe centrale, du point de vue de la géographie politique, est

l'aire des petites nations¹. Son caractère propre est de ne comporter ni grand Etat ni grande nation, et de remplacer l'unité par une diversité équilibrée qui tend vers une souple union.

Du jour où l'Allemagne a fait son unité, unité d'une grande nation dans un grand Etat, elle s'est exclue de l'Europe centrale, où elle ne pouvait plus être qu'un élément de déséquilibre, de désordre et d'oppression. Pour avoir voulu cependant s'y maintenir, elle a infligé à l'Europe entière cinquante années d'inquiétude et d'agitation, et au monde la guerre universelle. A la base de ses gigantesques desseins d'hégémonie, dont Berlin-Bagdad ou Hambourg-Constantinople n'était que la première étape, il y avait, comme condition préalable, l'organisation d'une Moyenne-Europe au service de la seule expansion allemande, et en diamétrale opposition à la nature physique et au rôle historique de l'isthme européen. Physiquement et historiquement, cet isthme fait le pont de l'Europe de l'Est à celle de l'Ouest ; l'Allemagne voulait l'armer en barrière qui les séparât, pour s'assurer le pouvoir de contrôler et d'intercepter à son gré les relations matérielles et intellectuelles du monde slave avec le monde latin. Elle voulait dévier dans le sens du Nord au Sud l'orientation naturelle de régions que la nature et l'histoire ont placées sur une ligne d'Est en Ouest. Elle prétendait à la fois garder les profits de son ancienne dispersion, du temps où le Saint-Empire, féodal et divisé, remplissait presque l'Europe centrale, et prendre les avantages de son unité nouvelle, qui, à chacune de ses étapes, Révolution, Napoléon, Bismarck, l'en a davantage écartée. L'alliance austro-allemande de 1879, la formule de *Mitteuropa*, qui ne fait qu'en développer et en traduire avec une plus brutale netteté le sens, ont été l'expression de cette double volonté. Contradictoire en elle-même, contradictoire à

1. M. Masaryk, aujourd'hui président de la République tchécoslovaque, a, l'un des premiers, sinon le premier signalé ce caractère, dans des articles (*La Nation tchèque*, 1-15 oct. 1917, *The new Europe*, 14 déc. 1916) et dans des mémoires écrits durant la guerre à l'intention des gouvernements étrangers.

toute la loi du développement historique de l'Europe, elle est la vaincue de la guerre.

C'est par l'Autriche-Hongrie que l'Allemagne depuis un demi-siècle se maintenait dans l'Europe centrale. La disparition définitive de la monarchie des Habsbourg a ruiné tout le dessein germanique et lui ôte tout avenir. L'Europe centrale, désormais, a pour limites au Nord les monts de Bohême, à l'Ouest la frontière qui sépare l'Autriche de la Bavière, de la Suisse et de l'Italie¹. Mais elle s'étend par contre, jusqu'aux lisières méridionales de la Macédoine serbe et de la Roumélie bulgare, et jusqu'au delta du Danube : la Slovénie, la Croatie, la Slavonie, la Voïvodie y attirent le royaume de Serbie, avec lequel elles forment l'indissoluble unité yougo-slave ; la Transylvanie et le Banat y entraînent l'ancienne Roumanie ; et la Bulgarie, flanquée de droite et de gauche par le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la grande Roumanie, les y suit. C'est une nouvelle Europe centrale, purement danubienne, qui s'est substituée à la Moyenne-Europe germanique, rhénane-danubienne, assise sur la domination, allemande du Rhin et du Danube. Au delà de la barrière des Vosges, où Partsch plaçait audacieusement la limite de son *Mitteleuropa*, la France, aujourd'hui, a le long de la frontière d'Alsace, repris pied sur le Rhin ; elle l'affranchit de la maîtrise allemande, comme l'effondrement de la monarchie austro-hongroise en a affranchi le Danube, le grand fleuve, qui, devenu libre, donne à la nouvelle Europe son axe, son artère nourricière, sa ligne maîtresse de communications, son principe d'union. L'Europe centrale a donc glissé vers le Sud ; mais, en même temps, elle s'est infléchie vers l'Ouest ; les sources du Danube sont à moins de 100 kilomètres, de Strasbourg, de la France.

1. Ce n'est pas le lieu de toucher ici, même par allusion, à la question du « rattachement » de l'Autriche à l'Allemagne. On voit la portée des changements qu'entraînerait la solution « rattachiste ». Voir d'ailleurs plus loin, p. 55.

II

Sur une carte physique de l'Europe, la Hongrie, au premier regard, appelle l'œil le moins prévenu. Au point où, déferlant des profondeurs de la Sibérie, l'immense plaine eurasiatique se prépare à s'engouffrer dans l'isthme balto-pontique pour déverser sur l'Europe centrale sa morne infinité, surgit, comme la première digue dressée devant ce flot monotone, le majestueux croissant des Carpathes, rebord oriental du bassin de Hongrie. Les derniers contreforts des Alpes orientales et, derrière le fossé de la Save, les premières terrasses des Alpes illyriennes ferment le cadre dans lequel, autour du moyen Danube et tout entière gravitant vers lui, s'épanouit la plaine hongroise. Nulle région en Europe, ni peut-être dans le monde, ne donne plus complètement et plus impérieusement l'impression de l'harmonie, de l'unité et d'une parfaite individualité.

Le bassin de Hongrie est au centre de l'Europe : non point strictement au centre géométrique¹, mais au centre mécanique ou dynamique. Sur ses bords s'affrontent les trois grandes formes de structure de l'Europe, massifs hercyniens, système alpin, plaine russe ; son aire est partagée entre les trois grandes régions climatiques et les trois grandes zones de flore du continent. Par son pourtour, il est, dans la vaste étendue platée de l'Europe orientale, le bastion avancé de l'Occident ondulé et montagneux ; par son centre, il forme le dernier prolongement vers l'Ouest de la grande plaine scythie. Ces avantages de position et de nature, un si heureux mélange de variété et d'unité, expliquent la richesse et la puissance des énergies géographiques qui se sont exprimées jusqu'ici dans le rôle de l'Etat hongrois, et qui, désormais, agissent

1. Une ligne tirée du cap Saint-Vincent au seuil de Jekaterinburg frôle la Hongrie presque exactement en son milieu ; mais celle que l'on trace du cap Nord au cap Matapan ne la trouve qu'aux deux tiers de sa course.

au profit des divers Etats qui voisaient aujourd'hui dans la plaine du moyen Danube.

Sur ces caractères physiques de la Hongrie, la géographie magyare a cru pouvoir fonder sa thèse de l'indivisibilité prédestinée d'un Etat hongrois, créé et dominé par les Magyars, et de sa vocation naturelle à jouer entre les divers groupements de puissances et les divers systèmes d'alliance de l'Europe le rôle d'un élément de liaison, modérateur et régulateur. Mais l'argument géographique, toujours suspect, par nature, d'un excès de souplesse et de ductilité, risque de perdre tout crédit à se montrer trop inconsistant et trop complaisant. Affirmer que, parce que la Hongrie occupait en Europe une position centrale et réunissait dans le cadre d'une région naturelle des fragments des peuples les plus divers du continent, il fallait de toute nécessité qu'il s'y fondât et il faut qu'il y subsiste un Etat qui soit celui d'un peuple « isolé », de race toute différente, c'est vraiment trop solliciter le raisonnement et les faits : et, à invoquer en faveur de cette thèse singulière, au commencement de 1918 encore ¹, comme l'évidente manifestation de la force invincible conférée à la Hongrie par sa position géographique et l'excellence de ses frontières, les résultats alors apparents de la guerre européenne et l'arrêt des Russes aux Carpathes ², ne s'est-on pas interdit par avance de protester quand l'adversaire victorieux retournerait, à meilleur droit, cet argument du succès ? Si l'unité du bassin de Hongrie est un fait permanent de géographie physique, les répercussions politiques en varient nécessairement avec l'évolution historique.

Dans l'Europe d'hier, la position centrale de la Hongrie, sa nature d'élément d'équilibre physique, s'exprimaient dans l'ordre politique par l'existence d'un Etat hongrois unitaire, de population multilingue, mais de caractère magyar. Dans l'Europe d'aujourd'hui, elles se traduisent par la rencontre dans le bassin hongrois de quatre Etats : trois ont le gros de leurs territoires hors des anciennes limites

1. *Ungarn, Land et Volk*, 14.

2 *Ibid.*, art. de Cholnoky, p. 15

de la Hongrie, et chacun une frontière commune avec le quatrième, placé au centre du bassin, et qui y tient tout entier, la nouvelle Hongrie, purement magyare. Le rôle politique du bassin lui-même, son rôle dans la géographie humaine, est-il diminué du fait que les frontières linguistiques sont devenues des frontières d'Etats? On pourrait plus justement le dire grandi, si, en géographie politique comme en géographie physique, c'est du contact des formes diverses, de l'échange des énergies, de la pénétration réciproque des individualités, que naît la vie la plus pleine et la plus riche. « Nulle part dans le monde », écrivait naguère un savant magyar de nom européen, « n'existe un bassin fermé aussi uniforme que celui qui flanque le Danube central, où l'identité des conditions naturelles contraignent les peuples qui y vivent à l'amitié et à la mutuelle entente¹ ». Cette amitié et cette mutuelle entente, elles ne peuvent pour le savant magyar, se concevoir que sous la forme d'une unité d'Etat. Refuser de le suivre dans cette conclusion d'une logique trop hardie n'implique pas qu'on conteste ses prémisses, qui sont exactes. Amitié ne signifie pas unité, et la mutuelle entente, bien loin d'exclure l'indépendance et l'égalité des parties qui doivent s'entendre, les suppose.

L'erreur fatale des Magyars a été de croire que le problème hongrois était exclusivement leur problème, et qu'ils pouvaient le régler à eux seuls, d'autorité, par la force. Quand ils ont reconnu leur faute, après l'effondrement d'octobre 1918, et tenté de substituer l'entente à la violence, il était trop tard. Mais, si le problème magyar n'est plus, comme ils l'ont trop longtemps admis, tout le problème hongrois, il en reste la partie capitale et vitale. La nouvelle Hongrie, purement magyare, occupe le centre du bassin naturel de Hongrie, et domine les voies de communication, qui se croisent sur les rives du Danube et de la Tisza, reliant les unes aux autres non seulement les contrées périphériques, mais, par delà les limites de l'ancienne Hongrie, certaines des régions les plus impor-

1. Loczy, dans *A geographical, economic and social survey of Hungary*, p. 5.

tantes de l'Europe. Vers la Mésopotamie tiszodanubienne, vers cette cuvette de la grande plaine, qui est, depuis des siècles, la terre nourricière des Magyars, le cours des fleuves et la direction de leurs affluents orientent nécessairement les relations de toute la Hongrie. De Košice à Zagreb, de Bratislava, à Temesvar, à Arad ou à Cluj, de Subotica¹ à Arad, les voies les plus courtes empruntent le territoire magyar. Sans doute il est possible, au siècle des chemins de fer, de dévier et de détourner dans une vue politique des courants de circulation et de trafic : mais l'entreprise n'est pas de celles que l'on tente sans impérieuse, sans absolue nécessité, et il est rare qu'elle soit couronnée d'un plein succès. La permanence séculaire des grandes voies de commerce, que Vidal de la Blache a si lumineusement démontrée pour la France², s'observe, avec des écarts peut-être un peu plus importants, dans la plus grande partie de l'Europe. En Hongrie, elle saute aux yeux, et la Slovaquie, jadis soumise aux Magyars a beau relever aujourd'hui de Prague comme la Croatie de Belgrade, la voie naturelle et la meilleure de Prague à Belgrade n'en reste pas moins celle qui passe par Budapest. Pour bien longtemps encore, en dépit de conventions improvisées, l'ancienne route de l'Orient-Express, Strasbourg-Belgrade et surtout Strasbourg-Bucarest par Vienne et Pést, l'emportera sur la ligne artificielle et quelque peu chimérique du 45^e parallèle. Dans la position géographique de Budapest apparaissent en raccourci tous les avantages de celle de la Hongrie. Sur le Danube, dont le développement de l'Orient grandira le rôle européen, à l'issue des défilés montagneux qui forcent les voies de communication venues du Nord et de l'Ouest à converger vers elle, et à l'entrée de la grande plaine, où dans les vastes étendues sans obstacles elles rayonneront de nouveau de l'Adriatique aux sources de la Tisza, vers la Moldavie, l'Ukraine et la Pologne, à la croisée de la grande oblique du Nord-Ouest au Sud-Est de l'Europe, Londres et Paris à Constantinople, avec la transversale du Nord-

1. Voir à la fin du volume l'index des noms géographiques.

2. Lavissee, *Histoire de France*, 1, 378-383.

Est au Sud-Ouest de la Hongrie, qui, de Košice et de Munkács à Zagreb, court au pied des hauteurs bordières du bassin jalonnées par une ligne déjà ancienne de villes commerçantes et populeuses, la capitale magyare est un des foyers prédestinés du trafic et des transactions de l'Europe centrale et orientale¹. Si, elle sait et veut s'adapter aux conditions nouvelles d'un monde transformé, la nature même l'assure d'une prospérité plus grande et plus sûre que celle qu'elle devait aux efforts fiévreux de l'ancienne Hongrie pour se donner une capitale rivale de Vienne, symbole et instrument des ambitions dominatrices des Magyars.

Le problème autrichien n'a jamais été, sous un autre nom, que le problème de l'Europe centrale. De 1526 à 1918, la maison d'Autriche a toujours hésité entre deux politiques : celle du Saint-Empire, et celle de la monarchie autrichienne indépendante, adaptée aux conditions naturelles de l'Europe centrale. Toutes les fois qu'inclinant vers la première elle entreprenait de subordonner ou d'incorporer ses États à l'Allemagne, c'est à Vienne qu'elle prenait le point d'appui de son action. Mais dès qu'elle reconnaissait que son intérêt lui commandait d'organiser sa puissance hors de toute dépendance de l'Allemagne, la Hongrie et Budapest passaient, dans ses desseins, au premier plan. La séparation de la monarchie autrichienne et de l'Allemagne s'est faite virtuellement à la paix de Westphalie : or c'est précisément sous le long règne de Léopold I^{er}, inauguré quelques années après la signature des traités de 1648, que la Hongrie, coupée en trois tronçons depuis l'invasion turque, a retrouvé son intégrité territoriale, et que le règlement de l'ordre de succession dans la famille impériale a préparé l'unité inséparable et indivisible affirmée, quelques années après la mort de Léopold, dans la Pragmatique Sanction de son fils Charles VI. Le seul homme de génie peut-être qu'ait su attacher à son service la maison d'Autriche, le prince Eugène, rêvait d'une politique orientale qui prendrait son point d'appui

1. Cf. Prinz, *Magyarország földrajza* (Géographie de la Hongrie), 102-3.

sur la Hongrie. Bismarck voyait loin dans l'avenir quand il conseillait de mettre à Budapest le centre de gravité de l'empire autrichien, c'est-à-dire de substituer à la politique dynastique d'hégémonie en Allemagne une politique danubienne. François-Ferdinand, cet esprit anormal en qui les conceptions politiques les plus surannées s'unissaient si singulièrement à des vues d'avenir presque géniales, avait beau haïr les Magyars : c'est de la Hongrie qu'entraîné par la logique de la géographie, il faisait le pivot de son grand dessein d'attacher les Yougoslaves à la monarchie en leur accordant le trialisme et d'attirer définitivement la Roumanie dans son orbite par la concession d'une autonomie à la Transylvanie. Au cours de la guerre, quand la politique irréfléchie et vacillante de Charles I/IV et de ses conseillers, inspirée d'idées justes ou profondes, mais paralysée par d'invincibles timidités et d'ailleurs par une contradiction foncière, envisageait un troc de perte au Nord contre des gains au Sud, et la formation d'une monarchie qui, cédant la Galicie à une Pologne devenue allemande, eût reçu en compensation la Serbie et la Roumanie, soit comme provinces annexées, soit comme royaumes vassaux, c'était encore nécessairement la Hongrie qui devenait le centre de cette nouvelle puissance, et Budapest, à la longue sa métropole¹. Ainsi l'histoire de deux cent cinquante années confirme de son témoignage répété la leçon impérieuse de la géographie. L'une et l'autre également démontrent que le problème hongrois est le nœud du problème de l'Europe centrale.

III

La Révolution de 1848 est la source commune de toutes celles qui, nées de la guerre et de la défaite, ont à la fin d'octobre 1918 transformé la figure de l'Europe centrale et accompli l'œuvre qu'elle n'avait elle-même pu qu'es-

1. Je tiens ces indications d'hommes politiques qui ont été mêlés à l'élaboration de ces plans.

quisser. Si, au cours d'une exécution souvent retardée, contrariée et interrompue, le plan lui-même s'en est naturellement modifié à la mesure des conditions nouvelles du milieu européen, et si par là l'édifice de 1918, sur nombre de points et qui ne sont pas que de détail, diffère de celui dont 1848 avait fait apparaître les fugitifs contours, les idées directrices leur sont communes, et à s'accomplir lentement l'évolution a gagné de s'achever plus parfaite.

La diversité de leur texture ethnique explique la différence du développement politique des trois grandes zones européennes. Entre l'Occident, région des nations et par là même devenue celle des Etats démocratiques, et l'Orient, qui tirait son caractère distinctif de l'absolutisme tsariste, l'Europe centrale a jusqu'à hier conservé le régime semi-absolutiste, semi-féodal des monarchies militaires, Prusse-Allemagne, et Autriche-Hongrie. Sa position géographique, son stade de développement politique et social, tout l'état de sa civilisation la prédisposaient à être par excellence le théâtre et l'enjeu de la grande lutte entre démocratie et autocratie qui remplit le siècle écoulé entre 1815 et la fin de la grande guerre. C'est l'effet, non du hasard, mais d'une rigoureuse logique qu'à soixante-dix ans de distance la démocratie y ait, en une victoire définitive, consacré et justifié son éphémère triomphe de 1848.

De cette immense transformation qui, en moins de trois générations a bouleversé la figure du continent et du monde, et dont aujourd'hui encore ni la portée peut-être ne se mesure pleinement, ni les effets ne sont tous apparus, le réveil et la résurrection des nationalités a été l'élément capital et original. De nature, démocratie et nationalité sont deux idées inséparables. Autre aspect de la liberté de conscience¹, comme elle attribut inséparable et corollaire de la liberté individuelle, l'idée de liberté nationale découle aussi nécessairement qu'elle de l'idée démocratique. Elle implique la négation même du droit d'ancien

1. Eötvös a, le premier, indiqué ce rapprochement et développé ces idées dans *Die Gleichberechtigung des Nationalitäten*, 1850, et *Die Nationalitätenfrage*, 1865. Cf. mon *Compromis austro-hongrois*, 548-9.

régime fondé sur la conquête, sur la propriété, sur le privilège légal de nations maîtresses ou de classes nées pour dominer. A l'origine et au fond de toute lutte de deux nationalités pour le maintien ou la destruction de la suprématie de l'une sur l'autre il y a, comme l'a justement montré M. Masaryk¹, un problème social, qui est en gros, pour la nation dominatrice, de conserver une main-d'œuvre à bon marché, et pour la nation dominée de s'affranchir d'une servitude politique où elle ressent peut-être tout d'abord et surtout l'esclavage économique. C'est pourquoi le grand mouvement de réveil des nationalités, issu de 1789, n'a pu prendre toute sa force et commencer à produire ses résultats politiques que dans un monde dont le développement et l'expansion du capitalisme avaient transformé toute l'économie.

C'est aussi pourquoi la Révolution, dans l'Europe centrale, a ce caractère spécifique d'être avant tout révolution « nationale », c'est-à-dire révolution des nationalités. Pour la première fois, cette vaste zone européenne, où 1789 et 1830 n'avaient été ressentis que comme les contre-coups atténués de catastrophes lointaines, s'ébranle d'elle-même. Sa révolution sent le terroir : elle n'est ni d'importation, ni d'imitation étrangère ; elle naît, au contraire, des conditions mêmes où, depuis des siècles, vivent ici peuples et Etats. Si, dans son inexpérience, croyant à la vertu magique de certaines formules ou de certaines institutions étrangères, elle entreprend d'appliquer purement et simplement les unes et de transplanter les autres sur son sol, elle reste par ses causes, ses objectifs, ses méthodes, ses aspirations, ses agitations, ses faiblesses aussi, profondément originale. Son originalité, c'est de faire d'un seul coup 1789 et 1792, la grande liquidation de la société féodale, par où s'achève en Allemagne la besogne commencée par Napoléon et s'accomplit dans la monarchie autrichienne une œuvre de déblaiement à peine ébauchée jusque-là, et en même temps la tentative, maladroite certes et timide, mais puissante et hardie au regard des

1. *La guerre mondiale et le problème des petites nations*, dans *La Nation chèque*, 3^e année, p. 285-6.

difficultés du terrain et des obstacles accumulés, d'organiser dans des Etats brusquement arrachés à l'absolutisme patriarcal le gouvernement de la démocratie, qui forcément, en vertu de leur nature ethnique même, en déforme les cadres et en fait au vrai des Etats tout nouveaux. Or, du jour où, renversant les barrières dressées pour arrêter les idées de l'Occident, brisant les chaînes qui ligotaient les peuples, l'idée de la démocratie a pris pied dans l'Europe centrale, combattue sans doute après son bref triomphe des premières semaines du « printemps des peuples » de 1848, traitée en intruse et en suspecte, tracassée, pourchassée, mais pourtant déjà si profondément enracinée qu'elle ne peut plus être arrachée du sol et déjà assez forte pour continuer à se développer en dépit de tous les obstacles, l'Europe centrale a retrouvé sa vraie nature, et la question des nationalités en est apparue comme le problème fondamental, qui ne pouvait recevoir sa solution que du progrès et du triomphe de la démocratie.

Qu'elle agisse, selon les conditions différentes des milieux, comme principe de concentration ou comme principe de dispersion ; qu'elle soit force d'unité en Allemagne, où l'ambition et l'égoïsme des princes maintenaient traditionnellement divisée en une pluralité d'Etats une nation, une de langue et de cœur, ou au contraire, dans la monarchie autrichienne, destructrice du cadre rigide où la dynastie, jusque-là unique principe et unique expression de l'Etat, avait prétendu, du seul droit, par la seule vertu et au seul profit de son autorité absolue, agglomérer dans l'artificielle unité d'une centralisation germanisante un groupement de nationalités dont quelques-unes étaient encore des nations et dont toutes aspiraient à le redevenir ou à le devenir : l'idée nationale, sous ces apparences exactement contraires, est, dans l'un et l'autre cas, la revanche du spontané sur l'artificiel, de la réalité vivante sur le formalisme mécanique, des puissances spirituelles sur la force matérielle, de la liberté sur l'oppression, de la démocratie sur l'absolutisme. Elle est aussi, dressée contre le droit qui se prétend historique, le droit naturel des peuples et des nations, proclamé par la Révolution française, timi-

dement reconnu dans les paroles des princes en 1809 en Autriche¹ et en 1813 en Allemagne, démenti par leurs actes dès 1815 et jusqu'à 1848, et qui maintenant pour la première fois, s'affirme, de sa propre force, comme le principe révolutionnaire de transformation et de régénération d'une Europe centrale trop longtemps assoupie.

Les historiens conservateurs allemands n'ont pas songé à lui contester ce mérite ; ils se sont bornés à y associer les puissances d'autorité, spécialement la royauté prussienne. Aussi bien le seul nom de Bismarck semblait-il un argument sans réplique. Ils reconnaissent du reste ce que Bismarck lui-même a dû à la démocratie, et que, s'il a pu élever son empire allemand, c'est sur le terrain aplani et préparé par le mouvement unitaire libéral et démocratique de 1815 à 1866. Cet empire, d'ailleurs, est-il bien l'Etat de la nation allemande, objet des rêves des patriotes en 1815 et jusqu'après 1848? ou n'en est-il pas une déformation à la prussienne, et n'a-t-il pas dévié et retardé le développement de l'idée nationale allemande? Si frappant que soit dans le programme unitaire de la période pré-révolutionnaire et révolutionnaire un pangermanisme latent, qui parfois d'ailleurs éclate avec fracas², il est bien certain qu'une Allemagne dont l'unité aurait été faite par le peuple allemand lui-même, comme il l'a tenté avec le Parlement de Francfort, aurait, par la seule vertu de son origine et du principe démocratique dont elle se serait inspirée et réclamée, joué en Europe un autre rôle que l'Allemagne prussienne, la Prusse-Allemagne de l'Empire bismarckien. Boutade d'un moment dans la bouche de Bismarck, qu'agace et exaspère l'étroitesse de vues de ses anciens amis les conservateurs, la formule « la Prusse a plus besoin de se germaniser que l'Allemagne de se prussifier³ » exprime pourtant la vérité historique. Faute d'en avoir fait sa maxime directrice, pour en avoir au contraire, soit de propos délibéré, soit par impuissance, pris le contre-

1. Springer, *Gesch. Oesterreichs*, I, 85, 89, 91.

2. On en trouve des exemples aussi abondants qu'on les souhaite dans les colonnes de la *Deutsche Zeitung* de Gervinus.

3. Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat*, 489.

piéd, l'empire de Bismarck est resté œuvre inachevée et s'est condamné à finir dans une catastrophe. Encore trouverait-on chez Bismarck plus d'un involontaire hommage à la démocratie¹. Dix ans avant que s'effondrât dans la défaite l'empire fondé à Sadowa et à Sedan et proclamé à Versailles, l'étude de ses origines intellectuelles amenait un historien comme M. Meinecke, conservateur d'esprit large et de sens avisé, à entrevoir une évolution où, le vieil Etat prussien s'adaptant aux conditions nouvelles d'une Allemagne devenue industrielle et bourgeoise, leur fusion complète se ferait sous un pouvoir monarchique qui, dans les deux, prendrait directement son appui sur la nation, sur les classes moyennes et sur le peuple². Si c'est l'évolution inverse que l'on a vu se produire, si, pour reprendre la formule bismarckienne, l'Allemagne s'est prussifiée au lieu que la Prusse se germanisât, les conséquences qui en sont résultées pour la nation allemande ne fournissent-elles pas aux défenseurs de la démocratie le meilleur de leurs arguments? Aussi bien la vraie tradition allemande, la tradition du peuple allemand et de l'esprit allemand, c'est l'unité, mais une unité allemande, et non à la prussienne. Attendre de l'écroulement de l'empire bismarckien sous les coups des vainqueurs un renouveau du particularisme allemand, c'était méconnaître toute la leçon de l'histoire, qui montre l'Allemagne en marche vers cette unité plus complète. Du fédéralisme qui en sera la forme — car le centralisme est contre la nature géographique et le caractère historique de l'Allemagne — aux anciens particularismes, la différence est radicale; et si l'unité allemande démocratique non seulement se conçoit sous la forme fédérative, mais même ne se conçoit qu'ainsi, le particularisme prussien, l'esprit prussien est également incompatible avec l'unité allemande et avec la démocratie.

Peu de problèmes historiques paraissent plus dissemblables que le problème hongrois et le problème allemand. Alors qu'en Prusse la royauté était la première des forces

1. Meinecke, *op. cit.*, 485; Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, I, 290-4.

2. Meinecke, *op. cit.*, 483-95, spécialement 494-5.

nationales, la Hongrie était gouvernée par une dynastie étrangère, appliquée non à fortifier l'Etat national, mais à le détruire et à l'absorber. Libéralisme et conservatisme sont en Allemagne deux positions intellectuelles antinomiques, deux attitudes morales en inconciliable divergence, et deux partis politiques en opposition fondamentale ; en Hongrie, du fait des particularités de la structure sociale et de l'évolution politique du pays, le parti libéral a toujours été dans sa grande majorité un parti conservateur, et le plus gros des forces conservatrices s'est toujours couvert du nom du libéralisme. Le problème de l'unité était, pour l'Allemagne, de concilier la communauté de conscience nationale de son peuple avec sa division en plusieurs Etats, c'est-à-dire, selon la lourde, mais ici précise terminologie allemande, l'existence d'une « nation culturelle » avec celle de plusieurs « nations d'Etat », ou plus exactement d'une « nation d'Etat » la prussienne, trop forte, semblait-il, pour pouvoir être simplement subordonnée ou absorbée¹. En Hongrie, au contraire, c'est plusieurs « nations culturelles » différentes de langue, de coutumes, d'esprit qu'il s'agissait, par l'unité du gouvernement, de fondre en une nation d'Etat. En dépit de leur dispersion politique, tous les Allemands trouvaient dans leur langue, dans leur littérature, dans la civilisation allemande, un objet de culte, une raison de fierté et d'espoir, le plus fort des liens. A la langue et à la culture magyares, au contraire, il manquait pour remplir la mission assimilatrice qui leur était nécessairement assignée dans un système d'unité nationale hongroise-magyare, et la valeur de civilisation et une supériorité marquée sur les idiomes

1. C'est ainsi que M. Meinecke le pose, notamment dans le premier et le dernier chapitre de son livre, pénétrant et modéré, dont la lecture est doublement intéressante après les événements de 1918, au moment où l'Allemagne, son équilibre ébranlé par la catastrophe du régime prussien, cherche des orientations nouvelles et des formes qui s'y adaptent. On pourrait cependant se demander si la « nation d'Etat » prussienne est bien quelque chose d'aussi ferme, d'aussi solide, d'aussi homogène que l'admet M. Meinecke, et si en particulier elle répondait bien à la définition qu'il accepte (*op. cit.*, 326) de l'Etat national, dont l'essence serait « l'accord entre le peuple et son gouvernement ».

qu'elles avaient à déposséder ou à distancer. De fait, la Hongrie moderne et contemporaine, la Hongrie nationale a été créée par un mouvement national de tendance libérale, non seulement sans l'aide du pouvoir monarchique, mais même contre sa résistance : elle lui a été imposée.

Toute tentative de construire une théorie conservatrice de l'histoire contemporaine de la Hongrie à l'image de la théorie conservatrice de l'unité allemande-prussienne se heurte donc à de naturelles difficultés. Elle a nécessairement quelque chose de forcé. Elle suppose beaucoup de réserves, et implique plus d'une obscurité, sinon même d'une contradiction. Les différences entre les deux évolutions frappent plus que leurs ressemblances, et l'on s'explique ainsi que, jusque dans ces tout derniers temps, les historiens hongrois se soient tous rattachés à l'école libérale. La tendance conservatrice, au sens allemand, n'est apparue qu'il y a quatre ans. M. Szekfű, qui la représente, s'était, par son *Rakoczi en exil*¹ fait connaître comme un historien qui ne craint point de s'attaquer aux légendes patriotiques. En pleine guerre et au lendemain de la guerre, dans l'anxiété de la défaite déjà pressentie inévitable et dans le désespoir du désastre, il a, en deux ouvrages brillants, habiles, ingénieux, subtils, pleins d'un talent riche de finesse et de séduction², opposé au bien que pouvait faire à la Hongrie une politique sagement conservatrice le mal que lui a fait une politique follement libérale. Si le premier de ces ouvrages prend des airs de plaidoyer et le second de réquisitoire, si aucun d'eux n'a cette sérénité où l'on a coutume de voir la marque de l'histoire, c'est qu'ils sont des livres de guerre. Leur valeur historique n'en est pas diminuée, car presque partout l'exagération même de l'éloge ou du blâme rend facile le redressement. Leur valeur de documents, au contraire, s'en augmente, puisque, sur un esprit extrêmement distingué, on voit, en plus éclatante lumière quel empire les doctrines poli-

1. *Szamüzött Rakóczi*, 1913.

2. *Der Staat Ungarn*, Stuttgart, 1918, et préface de la traduction magyare, *A magyar állam életrajza*, Budapest, même année. *Három nemzedék*, Budapest, 1920.

tiques de l'Allemagne ont pu, grâce à l'appui que leur prêtaient la science et la force allemandes, prendre sur la Hongrie magyare.

« D'une part, la croyance en la bonté innée de l'homme, en son intelligence naturelle, de l'autre le dogme chrétien du péché originel ; d'une part, la théorie individualiste de la liberté du *Contrat social*, de l'autre le principe de discipline : « rendez à César ce qui appartient à César » ; ici la liberté, là l'autorité ; ici la raison, là la morale, ici les droits impitoyables, là l'amour du prochain¹ », la violence même de ces antithèses, la passion de ces formules, l'inconsciente partialité qui expose l'historien au même reproche qu'il adressait à un Michelet, un Carlyle, un Rotteck, celui de voir l'histoire non comme elle est, mais comme la veut la doctrine qu'il s'est faite², marquent l'irrésistible puissance de la conviction qui s'est emparée de lui. L'Europe centrale lui apparaît le théâtre d'une lutte séculaire entre la vérité traditionnaliste et l'erreur révolutionnaire. A ses yeux, la responsabilité des malheurs de la Hongrie pèse sur le libéralisme seul, ou presque seul ; car le libéralisme, par sa foi dans la vertu des révolutions, dans un progrès qui s'accomplit en bonds brusques et soudains, en « opérations chirurgicales sanglantes », est la négation de l'idée conservatrice du développement « historique », des « transformations lentes et successives³ ». Si, en aucun pays, les partis conservateurs n'ont jamais été entièrement fidèles à leur programme, si partout ils sacrifient aux contingences de la politique ou aux séductions de l'intérêt particulier⁴, c'est que la faiblesse des hommes est inégale au mérite de la doctrine. Mais dans le libéralisme c'est la doctrine elle-même qui est pernicieuse : car elle est purement négative, uniquement faite de formules auxquelles elle prête le pouvoir magique de résoudre toutes les questions, alors qu'elles n'en résolvent

1. Szekfű, *Három nemzedék*, 84.

2. Szekfű, *A magyar állam életrajza*, 8.

3. Szekfű, *Három nemzedék*, 53, 55.

4. *Ibid.*, 56.

aucune¹. Pour la Hongrie, de plus, elle est tout étrangère, sans racines dans l'évolution historique du pays, dénuée du sens des problèmes qui s'y posent², et en même temps contradictoire en elle-même ; car, empruntant à l'Occident ses principes généraux, elle les déforme, sur certains points capitaux, à la mesure des conditions spéciales du milieu hongrois et par là les tourne en leur contraire³. C'est ainsi que le libéralisme hongrois s'est engagé dans les conflits de nationalités et les vaines chicanes sur la lettre du droit constitutionnel, qu'il est devenu la doctrine d'un radicalisme inconséquent, tout de sentiment et de passion nationale⁴. Kossuth est l'éclatante incarnation de ce radicalisme ; et, quelles que soient les précautions oratoires de M. Szekfű, si profonde que reste peut-être, à son insu, son admiration pour l'homme qui, dans un moment tragique, a porté dans son âme toute l'âme de sa race, ses paroles mesurées elles-mêmes trahissent la rigueur du jugement qu'il porte sur le plus célèbre, sinon le plus grand des Magyars. Le désastre d'octobre 1918 lui apparaît comme une épreuve justement infligée à son peuple pour avoir été infidèle à la vérité, et comme un suprême rappel au devoir. La vérité, attestée par une histoire millénaire, c'est que, par prédestination, la Hongrie fait partie du bloc de l'Europe centrale dont l'Allemagne est le noyau, et qui est en Europe la forteresse de l'esprit sainement conservateur, l'asile des principes sacrés d'ordre moral, social et politique⁵.

Toute cette théorie repose, en effet, sur la notion d'Europe centrale, ou, plus exactement, de Moyenne-Europe, de *Mitteuropa*. C'est de très bonne foi, sans nul doute, que l'historien se défend d'attacher à ce nom aucune arrière-pensée politique⁶ ; il n'en est que plus frappant de

1. Comme preuve de l'incapacité du libéralisme à résoudre les questions nationales, M. Szekfű cite la question d'Alsace, *Három nemzedék*, 113.

2. Szekfű, *Három nemzedék*, 100.

3. *Ibid.*, 118-124.

4. *Ibid.*, 125.

5. *Ibid.*, 84, 86.

6. *Der Staat Ungarn*, 11.

le voir, malgré lui, déformer l'histoire au gré d'une thèse politique. La Moyenne-Europe c'est, selon sa définition, le domaine de la civilisation « chrétienne germanique » à laquelle la Hongrie appartient depuis ses débuts d'Etat. « Il comprenait au ^x^e siècle l'empire des Ottons, au ^{xx}^e déjà l'Allemagne moderne et l'empire d'Autriche¹ », mais, de bout en bout de ces mille ans, l'évolution de la Hongrie et celle de l'Allemagne se sont faites de conserve, en rapports étroits et ininterrompus, parce qu'il existait entre elles, du fait de leur civilisation commune, une affinité essentielle de nature morale. L'action de causes si profondes ne saurait, évidemment, dépendre d'incidents de pure histoire politique, et une tradition millénaire n'est pas brusquement détruite par une défaite militaire. Pour que la leçon politique soit comprise, pour qu'apparaisse la nécessité pour la Hongrie de revenir à un système conservateur et de rester fidèle à son alliée prédestinée, l'historien n'a pas besoin de les exprimer. Mais toute sa science et tout son talent sont impuissants à cacher l'extrême fragilité de la base sur laquelle il a construit sa spécieuse théorie. Une double imprécision, qui crée une double confusion, c'est vraiment trop peu pour justifier des thèses aussi hardies, aussi orgueilleuses.

Qu'est-ce, en effet, que la Moyenne-Europe dont l'idée soutient tout le système? La définition géographique qu'on en donne est d'un vague déconcertant et d'une élasticité un peu inquiétante. Il y a là un empire d'Autriche, qui, semblant faire de la Cisleithanie, sans plus de façons, une simple annexe de l'Allemagne, n'est pas seulement d'une regrettable inexactitude, mais sent aussi bien fâcheusement le finalisme dualiste. De quelle nature est d'ailleurs, au juste, le lien qui unit la Hongrie à cette Moyenne-Europe? Impossible de le dire avec précision; tantôt elle paraît en faire partie, et tantôt non: car si l'on nomme expressément parmi les parties de la Moyenne-Europe « l'empire d'Autriche », n'est-ce pas pour en éliminer tacitement la Hongrie, pour la laisser ou la mettre

1. *Der Staat Ungarn*, 8; *Három nemzedék*, 4.

en posture d'associée plus libre et plus indépendante? Seulement que reste-t-il alors de force et de valeur à la fière affirmation de la thèse?

Encore n'en est-ce ici que la moindre faiblesse. Car cette civilisation chrétienne-germanique, sur l'unité de laquelle se fonde celle de la Moyenne-Europe, qu'est-ce donc au juste? La civilisation carolingienne, et rien de plus; donc, tout uniment, la civilisation occidentale opposée à la byzantine, qui est l'orientale. Que la Hongrie se rattache à la première depuis le jour où elle a adopté le christianisme romain, c'est vérité si évidente et si reconnue qu'il n'eût pas valu de la redire, si on n'avait pas voulu faire entendre autre chose. Voici l'autre chose. Depuis le romantisme allemand, le mot « chrétien-germanique » a pris un sens particulier, assez vague d'ailleurs et fort arbitraire : il désigne le système d'idées et d'institutions, compliqué et artificiel, que le droit public allemand comprend sous le terme proprement intraduisible de *ständisch*, c'est-à-dire l'Etat où se trouvent face à face d'une part une royauté puissante et honorée, de l'autre une société hiérarchisée, formée d'« Ordres » ou d'« Etats » dont chacun est propriétaire de ses privilèges particuliers ou de ses franchises propres, les rapports de ces deux forces étant régis par des contrats exprès ou tacites, qui sont la vraie garantie de la « liberté germanique »¹. Il y a quelque contradiction, sans doute, dans cette idée d'un absolutisme limité par la féodalité; mais la logique n'est point le fort de l'école qui, à la suite de Frédéric-Guillaume IV de Prusse, le « romantique couronné », et de ses chimériques amis, se complait dans ces rêves nuageux. M. Szekfű, que l'on eût cru d'esprit plus clair, a succombé aussi à leur dangereux attrait. La doctrine qu'il nomme alternativement — et cela même est significatif —, « chré-

1. *Ständisch* et « liberté germanique » sont deux termes dont il est également difficile de déterminer le sens précis. Pour le premier, voir notamment Gneist, *Die nationale Rechtsidee von den Ständen und das preuss. Dreiklassenswahlssystem*, Berlin, 1894, spécialement chap. III et X; pour le second, Troeltsch, dans *Deutschland und der Weltkrieg*, Leipzig-Berlin, 1915, notamment, nos 64-6 et 87-9.

tienne-germanique » et « chrétienne-moyenne européenne » possède à ses yeux une valeur à la fois politique et morale, ou, plus exactement, « politico-morale », parce qu'elle concilie l'idée chrétienne de l'autorité et l'idée germanique de la liberté dans une féconde synthèse, où aux excès de la liberté gréco-romaine, devenue plus tard le libéralisme de Rousseau, s'oppose le principe de l'équité, du *suum cuique*, en vertu duquel chaque individu prend le droit de s'affirmer selon ses mérites¹. « Il n'est pas de courant intellectuel, qu'il soit plus difficile de définir exactement² » que le romantisme. Mais il a été le conservateur de la saine doctrine historique, et c'est dans le plus Magyar des Magyars qu'il a trouvé son expression achevée. L'Europe n'a produit qu'un romantique complet. Etienne Széchenyi, l'« incomparable homme d'Etat chrétien-magyar », en qui « pousse sur le tronc chrétien-germanique un rameau nouveau, chrétien magyar³ ». Sa doctrine chrétienne était le salut de la Hongrie⁴, la leçon de son histoire. Pour redevenir ce qu'elle a été et ce qu'elle doit être, elle n'a donc — conclusion inexprimée, mais nécessaire — qu'à y revenir.

Cette vue nouvelle de l'histoire de la Hongrie, qui s'oppose désormais à la conception libérale modérée jusqu'ici seule en honneur parmi les historiens magyars, est un signe du grand changement survenu dans la condition du pays et de la nation. La soupçonner de n'être que complaisance volontaire et basse flatterie aux passions du jour serait injuste et inexact. M. Szekfű, qui sent le soupçon, se défend et s'explique en fournissant des dates⁵, et on doit l'en croire sur sa parole. En fût-il même autrement, l'intérêt historique de sa tentative n'en serait pas diminué. Elle marque une très curieuse réaction de l'instinct vital des Magyars sous le coup de la défaite ; et, en dépit de l'apparence, elle procède directement de

1. *Három nemzedék*, 57.

2. *Ibid.*, 57.

3. *Ibid.*, 58-9.

4. *Ibid.*, 14.

5. *Ibid.*, 4.

la même inspiration profonde que la doctrine contre laquelle elle se dresse.

Le sentiment d'être isolés en Europe, l'inquiétude et l'angoisse qu'il engendre dominant depuis longtemps l'esprit et plus encore l'âme des Magyars. Ainsi s'explique qu'on les voie toujours occupés à chercher à leur existence comme une justification politique et morale, comme une raison d'être d'ordre universel. Qu'ils n'y soient point tout à fait sans préjugé, puisqu'ils n'y sont pas sans intérêt, qu'ils aient tendance peut-être à embellir ou à exagérer leur rôle et les services qu'ils ont rendus ou qu'ils peuvent rendre, ce n'est point encore assez pour qu'on les soupçonne de vouloir simplement jeter de la poudre aux yeux de l'Europe et qu'on les accuse tout droit d'hypocrisie. Leur psychologie est plus complexe : et au scrupule historique qui, malgré eux, les tourmente, à cette curieuse chasse à l'idée sous l'égide de laquelle ils pourront se placer, il est difficile de ne pas trouver quelque chose de sincère et d'ingénu. Les manifestations de ce sentiment touchant peuvent, il est vrai, prendre figure moins innocente ; encore se méprend-on parfois sur leur sens. La doctrine touranienne, qui en a été l'une, a valu aux Magyars durant la guerre, nombre d'attaques et de sarcasmes, parce qu'on en a méconnu l'inspiration. Aujourd'hui des esprits brillants, mais imprécis et trop facilement entraînés aux généralisations vastes et lointaines, revendiquent pour les Magyars, au titre de la vertu combinée de leur origine asiatique et de leur civilisation européenne, le rôle d'intermédiaires de la vieille Europe avec l'Asie musulmane en réveil : c'est toujours la même idée, qui pour s'exprimer sous une autre forme n'en devient ni moins nuageuse ni moins chimérique : l'idée de compenser par le prestige et la force morale l'insuffisance de leur nombre, pour diminuer ainsi les dangers de leur situation exposée. C'est toujours la recherche de l'élément universel et humain qui, s'ajoutant à l'élément national et égoïste de l'âme de la race, la complétera et lui donnera l'équilibre et la tranquille confiance en soi.

Pendant le demi-siècle du dualisme, la politique magyare

a été fascinée par la vision d'une Europe où, entre des groupements politiques en exact équilibre, la Hongrie jouerait le rôle flatteur et fructueux d'élément pondérateur et médiateur. C'est l'avenir auquel les Magyars la jugeaient prédestinée par la nature¹, et elle y eût trouvé la meilleure garantie de son indépendance, de sa sécurité et de sa grandeur. Plus étroite était l'alliance politique qui l'attachait à l'Allemagne, plus délibérément elle travaillait à nouer d'intimes relations intellectuelles et économiques avec l'Occident libéral, pour prendre une assurance contre la prépondérance germanique, en créant un système de contrepoids où de tous les côtés elle eût trouvé son avantage. Ce n'est au fond que l'application d'une vieille idée qui, dans l'ancienne Europe, avait une vérité profonde, et qui a formé la doctrine courante des diplomates et des publicistes du xix^e siècle et du commencement du xx^e. l'idée d'une monarchie autrichienne clef de voûte de l'équilibre européen. Mais c'en est une application déformée, détournée de son sens par le préjugé national. La monarchie dualiste de 1867, création égoïste de la seule oligarchie magyare, ne pouvait pas être un pivot d'équilibre européen. Au contraire, c'est du jour où elle a passé sous la main des Magyars que, reniant définitivement sa mission historique la vieille monarchie autrichienne a perdu sa raison d'être et s'est condamnée à disparaître. Il n'en est que plus curieux de voir toute l'histoire de la Hongrie dualiste dominée par ce souci de préserver l'indépendance du royaume par un jeu subtil de combinaisons équilibrées. Les raisons qui ont fait échouer cette politique sont trop connues et trop évidentes. Plus tard, en pleine guerre, c'est de la même aspiration que procède le programme touranien. En face du bloc germanique, Allemagne et Autriche germanisée, qui mène l'alliance des Centraux, former un bloc touranien, Magyars, Bulgares et Turcs, dont la Hongrie, par sa force politique supérieure et sa civilisation plus avancée, prendra tout naturellement la direction, c'est encore un moyen,

1. Voir plus haut, p. 29.

c'est, semble-t-il alors, le dernier moyen de contenir l'immense ambition de l'Allemagne, d'empêcher l'alliance de tourner en vassalité, et de s'assurer contre les dangers de la victoire. La guerre finie, l'Occident victorieux, la démocratie triomphante, la même instinctive recherche d'équilibre pousse la Hongrie du côté du principe vaincu. Ce n'est plus l'Allemagne, l'absolutisme militaire de la Prusse qui la menace, c'est l'Angleterre, la France, l'Italie et leurs petits alliés, le droit des peuples, la révolution, la démocratie. En face d'une Allemagne autoritaire, le libéralisme était pour elle non seulement une coquetterie, mais une défense. Dans un monde transformé à son détriment par les doctrines de liberté, elle se rejette vers l'autorité. Dans l'un et l'autre cas, c'est le mouvement à la fois instinctif et calculé d'un peuple qui, dans l'équilibre des forces contraires par lesquelles il se croit également menacé, cherche la garantie de son indépendance et de sa personnalité. Révolutionnaire avec Kossuth, conservatrice avec Széchenyi, dans ses contradictions de surface la politique hongroise reste, au fond, toujours fidèle à elle-même, profondément traditionnaliste. Si, pour admettre une minute l'invraisemblable, on la supposait parvenue, par l'application de la doctrine de Széchenyi, à restaurer le royaume de saint Etienne, peut-être s'apercevrait-on bientôt que dans une Hongrie historique, c'est une impitoyable logique qui à un Etienne Széchenyi assigne pour successeur nécessaire, pour héritier légitime, un Louis Kossuth.

La crise où la catastrophe d'octobre et de novembre 1918 a jeté la vieille Hongrie n'est pas seulement une crise politique et sociale. Elle est aussi, elle est surtout une crise morale, qui remue jusque dans son fond, l'âme de la nation hongroise et où est en jeu tout l'avenir et toute l'existence même des Magyars. Au vrai, elle est la crise du sentiment national lui-même, une crise de conscience décisive. Un peuple habitué à ne concevoir sa vie que dans le cadre de la Hongrie de saint Etienne, à s'identifier avec cette Hongrie historique dans ses limites séculaires, à ne considérer l'univers et ses grands problèmes

que de ce seul point de vue, à tenir pour indiscutable axiome, pour article de foi son droit à l'intégrité de ce territoire, voit, d'un coup de foudre, son idéal séculaire brisé et détruit. Cet idéal de la « suprématie magyare » dominait certes surtout l'esprit des éléments supérieurs de la nation magyare, l'oligarchie qui en avait les avantages, les intellectuels qui avaient le plus contribué à le former. Il n'en était pas moins l'idéal national de tous les Magyars. La masse en était toute pénétrée, et d'autant plus que, faute de culture intellectuelle et d'esprit critique, elle en subissait plus docilement l'empire, elle s'y attachait de tradition, de sentiment et d'instinct. Il était peut-être tout ce qu'elle avait de commun avec l'élite sociale qui s'élevait au-dessus d'elle. Pour cette élite même, il serait injuste d'admettre qu'il ne fût que le masque hypocrite du plus âpre égoïsme et du plus bas intérêt. C'est donc tout le cadre de la pensée nationale qui est brisé, c'est toute la source du patriotisme qui se tarit ou qui s'arrête ; c'est la tradition dont vivait un peuple entier qui brusquement se rompt ; c'est l'obligation pour ce peuple de reviser tous ses dogmes, de s'en créer de nouveaux ; c'est, en un mot, la tâche gigantesque et terrible de refaire à une nation une âme nationale. La tragique gravité d'un semblable problème l'élève bien au-dessus des questions de la politique de tous les jours. C'est celui qui se dresse devant la Hongrie d'aujourd'hui. Il est, au vrai, le seul qui, se pose à elle, parce qu'il domine tous les autres, et que de la solution qu'il recevra dépend leur solution. Mais peut-on même entrevoir comment le résoudre avant de savoir comment eux-mêmes seront résolus ?

Depuis 1789, la démocratie, d'une marche inégale, mais régulière, conquiert pas à pas toute l'Europe. De ce fait, dont l'histoire du xix^e siècle et du commencement du xx^e est la constatation certaine, les dernières années ont apporté en abondance des preuves nouvelles et éclatantes. Après l'étape de 1848, vite franchie chez nous et en Occident, mais qui a plus longtemps retenu l'Europe centrale, 1918 en a marqué une nouvelle, qui, cette fois, semble décisive. Si insuffisante que l'on juge encore la défaite

des forces d'autorité et de réaction en Allemagne, si haut que l'on estime le risque de tentatives de revanche et de restauration de l'ancien régime, quelques difficultés que les faiblesses historiques du libéralisme allemand et la traditionnelle puissance de ses adversaires opposent à la fondation d'un gouvernement démocratique dans l'ancien empire bismarckien, toute la logique de son histoire depuis un siècle pousse l'Allemagne vers la démocratie, dont la victoire est d'autant plus certaine qu'avec la chute du tsarisme la Prusse autoritaire et féodale a perdu son principal appui et, au vrai, la condition indispensable de son existence. Si elle n'avait pas eu, pour s'y adosser, la Russie autocratique, si le principe monarchique entendu à la prussienne n'avait pas trouvé son soutien dans le tsarisme, l'Allemagne n'aurait pas pu connaître la réaction qui a suivi 1849, et qui est l'une des origines de l'empire prussien-allemand. La révolution russe a tué en Europe le système qu'on appelait conservateur, et qui était, au vrai, réactionnaire ; elle a mis fin à une Triple Alliance tantôt formelle, tantôt tacite, qui, en dépit de l'apparence des combinaisons contraires, perpétuait dans l'Europe contemporaine les idées de la Sainte-Alliance. En ruinant la Russie tsariste, les Empires centraux croyaient assurer leur victoire dans la guerre universelle. Mais ils ont ainsi scellé leur ruine, et l'admirable est qu'ils n'aient pas aperçu ce terme nécessaire de leur entreprise. Quelles que doivent être les vicissitudes de la régénération de la Russie, l'Europe ne reverra plus l'ancien tsarisme. Un grand duc se mettra à la tête des paysans ; un général, appuyé sur la force de son armée, s'emparera du pouvoir ; il naîtra, dans cette immense anarchie, de petits noyaux de cristallisation qui, de proche en proche, se rejoindront, et referont lentement par fragments une Russie ; une nouvelle génération politique, formée à l'école du malheur, organisera la liberté russe : qui sait ? Mais une seule chose est sûre : la guerre et la révolution ont trop profondément bouleversé l'ancienne Russie, trop ébranlé ses fondements moraux et sociaux, pour que jamais elle puisse renaître telle qu'elle pesait encore sur

l'Europe à la veille du grand conflit. L'une des plus grandes conséquences historiques de la grande guerre est d'avoir, de l'Elbe et des Alpes jusqu'à l'Oural, à la Baltique et à la mer Noire, opéré une vraie révolution sociale, faisant brèche dans le régime séculaire de la grande propriété foncière, sur lequel se fondaient les droits et la puissance des classes privilégiées et par où la féodalité se prolongeait en plein ^{xx}^e siècle. Achevée d'un coup en certains pays, comme la Russie; amorcée en d'autres, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie; inévitable en Allemagne et en Hongrie, cette transformation, qu'elle soit spoliation ou rachat, tantôt crée et tantôt fortifie dans toute l'Europe centrale et orientale une classe de paysans propriétaires qui, en dépit de l'empire qu'ont sur elle les idées conservatrices, est d'esprit démocratique par nature et par tradition, et le deviendra sans cesse davantage. Ainsi s'atteste encore une fois l'étroite filiation qui unit 1848 à 1918, la grande révolution sociale de l'affranchissement de la terre à la grande révolution politique qui, jetant bas les monarchies dont le pouvoir s'appuyait sur un système féodal de tenure du sol, a fait entrer dans la vie de l'Europe la démocratie paysanne, comme un facteur international à la fois de stabilité et de progrès.

Dans l'Europe centrale issue de la guerre, la Hongrie est entourée d'un cercle d'Etats qui sont, ou purement ou dans une très large mesure, des démocraties paysannes. Chez les Tchécoslovaques comme chez les Yougoslaves, la tradition démocratique est si ancienne, si enracinée au cœur du peuple, qu'elle est l'un des éléments de l'âme nationale. Moins favorisée par son histoire, la Roumanie a été conduite par les épreuves de la guerre à reconnaître la nécessité d'une réforme fondamentale de sa structure sociale; elle l'a alors hardiment entreprise, et l'esprit démocratique des nouvelles provinces que la paix a fait entrer dans son unité en hâtera l'achèvement. Le groupement de la Petite-Entente, qui réunit ces trois Etats, n'a donc pas que ses raisons diplomatiques et d'opportunité, au demeurant fort bonnes; il est en droit de se réclamer aussi d'affinités morales et sociales permanentes,

qui sont sa justification et la garantie de sa durée. Ligue de défense de la démocratie dans l'Europe centrale, puisqu'elle forme en faisceau les Etats qui s'y sont fondés au nom du droit des peuples, la Petite-Entente s'est constituée pour tenir en respect la Hongrie et, au besoin, la mettre à la raison par les armes, si elle s'entêtait à poursuivre des rêves de droit historique, à nourrir des espoirs ou à forger des desseins de revanche, à jouer les paladins de la légitimité et l'alliée de l'Allemagne féodale. Elle est de force à exécuter ce programme, et on l'a déjà vue, à la première menace sérieuse de restauration habsbourgeoise, prête à entrer en action. Mais à une Hongrie démocratique, qui, acceptant sans arrière-pensée, sinon sans regret, l'ordre nouveau fondé en Europe par les traités, abandonnerait la politique des souvenirs historiques pour faire celle des intérêts réels et pratiques de la nation magyare, la politique de l'oligarchie pour celle du peuple, les Etats de la Petite-Entente se sont, dès la conclusion de leurs alliances ou de leurs ententes, montrés prêts à faciliter l'adaptation à sa condition nouvelle, déclarant que si elle prouvait sa loyauté par ses actes, leur bienveillance ne lui ferait pas défaut.

L'histoire des Magyars est riche en crises tragiques. Aucune ne l'a été plus que celle qu'ils traversent aujourd'hui, où leur existence même est en jeu. Pour la résoudre, il leur faut trouver en eux beaucoup de courage et beaucoup de sagesse, beaucoup d'énergie et beaucoup de modération. Leur personnel politique, formé dans un milieu intérieur et international tout différent de celui d'aujourd'hui, doit se mettre à la mesure d'une Hongrie diminuée et d'une Europe transformée; à moins que, des classes jusqu'ici tenues à l'écart des affaires publiques ou confinées par un ostracisme social dans une critique toute négative et une opposition qui à la longue déforme l'esprit, ne surgissent des hommes nouveaux, de vue claire et de ferme résolution, décidés à rompre avec toutes les erreurs du passé et à pratiquer la seule politique qui puisse désormais assurer aux Magyars une place en Europe. Les uns ou les autres, d'ailleurs, ou plutôt les uns et les autres ne

pourront se maintenir et agir avec succès pour le bien du pays que s'il se forme une véritable opinion publique, instruite, éclairée, raisonnable, réaliste. Transformation sociale, éducation politique, adaptation internationale, tels sont aujourd'hui les éléments inséparables du problème hongrois.

Le plus récent historien de la monarchie des Habsbourg, qui en a été aussi l'un des hommes d'Etat les plus avertis et les plus perspicaces, montrait naguère, dans le premier volume du magistral ouvrage où il retrace et explique l'évolution de l'ancien problème autrichien¹, comment, en 1848, toute la politique de la maison d'Autriche, toute celle des Tchèques, toute celle aussi des Allemands autrichiens, donc les trois grands facteurs de la question autrichienne, ont subi l'influence du vaste problème d'ensemble de l'Europe centrale, découvert dans toute son ampleur à mesure qu'avançaient les débats de la Constitution allemande de Francfort. La Révolution hongroise est, elle aussi, dans cette période, toute dominée par le cours des événements de Vienne, d'Allemagne et d'Italie, tantôt reconstruisant audacieusement le monde, tantôt modeste jusqu'à la timidité, selon que le succès ou les échecs de l'unité allemande et de l'unité italienne semblent diminuer ou grandir les chances de durée de l'Autriche. C'est que ce problème autrichien, qui, durant des siècles, s'est présenté sous les apparences d'un problème constitutionnel, n'a jamais été, en vérité, qu'un problème international, celui de l'organisation de l'Europe centrale. L'originalité de l'histoire politique de l'empire des Habsbourg, particulièrement visible dans la dernière partie de son existence, mais qui remonte bien plus haut, c'est que toutes ses grandes crises intérieures n'ont jamais été que le reflet de crises extérieures, que tous ses changements de régime, de Constitution, de figure politique ont toujours eu pour causes déterminantes des événements internationaux. Ce caractère de simple groupement diplomatique, qui a fait la faiblesse de la monarchie habsbour-

1. Redlich, *Das österr. Staats-und Reichsproblem*, I, 140.

geoise et finalement entraîné sa ruine, on en a donné la formule précise et concise en disant qu'elle n'a jamais été un Etat, qu'elle est toujours restée seulement une puissance.

Aujourd'hui que cette puissance a disparu, l'Europe centrale, dont le cadre s'est un peu déplacé et allongé vers le Sud, mais qui reste essentiellement le bassin du Moyen et du Bas-Danube, recherche son nouveau principe, ou, plus exactement, sa nouvelle forme d'organisation politique ; car le principe posé par la guerre et les traités qui l'ont terminée, si imparfaits qu'ils soient, le principe du droit des peuples, le principe des nationalités, le principe démocratique est établi, et il ne s'agit que d'en régler l'application. On a reproché à ce principe, donc à la démocratie, de balkaniser l'Europe centrale, expression qui fait d'autant plus d'effet qu'elle est plus imprécise ; mais a-t-on songé aux résultats qu'aurait entraînés toute tentative de maintenir artificiellement l'union politique usée de peuples que la maison d'Autriche n'a jamais su gouverner que par sa méthode fameuse de diviser pour régner, aux périls fatals de toute combinaison qui aurait visé à sauver une dynastie condamnée ? Que, s'agissant de la liquidation d'une communauté d'intérêts et de biens quatre fois séculaires, il n'ait pas été possible, ou l'on n'ait pas eu l'idée d'instituer une transition, de créer au moins des organes de contrôle ou de direction qui auraient atténué des risques d'autant plus graves qu'ils étaient plus soudains, adouci des rigueurs d'autant plus dures qu'elles étaient moins prévues, on peut le regretter, et s'étonner que les grandes puissances aient eu si peu le sens européen. Mais leurs omissions ou leurs négligences ont été presque d'emblée corrigées par le sûr instinct des nouveaux peuples désormais maîtres de leurs destinées. Le groupement de la Petite-Entente représente une tentative de conserver ce qu'il y avait dans l'union des peuples autrichiens de naturel et de nécessaire, en le dégageant de ce que le système autrichien y avait ajouté d'injuste et de dangereux. Il trace le cadre d'une nouvelle Europe centrale, où les anciens peuples maîtres de la monarchie, les Alle-

mands et les Magyars, ont leur place qui les attend. Le jour où ils seront venus l'occuper, aux conditions où elle leur est ouverte, la consolidation de cette région de troubles européens sera, non point certes achevée, mais du moins assurée.

Dans une très large mesure, cette consolidation dépend du sens où s'orientera l'évolution de l'Allemagne. L'esprit d'intrigue et de revanche ne peut subsister chez les vaincus de l'Europe centrale que s'il est soutenu et stimulé par son exemple et par ses menées. Si le triomphe final de la démocratie en Europe n'est pas douteux, il dépend de l'Allemagne qu'il soit plus ou moins rapide et plus ou moins paisible. Dans la politique internationale, le problème autrichien et le problème hongrois se posent aujourd'hui en fonction du problème allemand. Si l'Allemagne désarme non seulement militairement, mais moralement, si elle abjure l'esprit d'orgueil, de haine et de revanche, la question du « rattachement » change de plan, elle change même de nature, soit que l'Autriche, conservant son indépendance politique, satisfasse ses aspirations nationales en participant librement à la communauté intellectuelle allemande, comme le fait la Suisse, soit que, si réellement elle se révèle impuissante à vivre d'une vie propre, le rattachement devenu inévitable ait perdu les dangers qui aujourd'hui rendent inadmissible l'idée d'une grande Allemagne, tout imbue de son ancien esprit de conquête et de domination, allongée sur tout le pourtour des frontières de la Tchécoslovaquie et en contact direct avec la Hongrie. La Hongrie elle-même ne peut poursuivre des desseins de restauration et de revanche qu'aussi longtemps que l'Allemagne en nourrit : vérité dont la théorie historique conservatrice de M. Szekfű vient de fournir à nouveau la preuve éclatante¹. Aussi longtemps qu'il y a un danger allemand, la première complication qui survient fait surgir le danger hongrois : l'Allemagne désarmée et convertie, la Hongrie devient inoffensive. De l'Alle-

1. Voir Tersannes, *Le problème autrichien et la menace du rattachement à l'Allemagne*, 1921, 125-135.

magne démocratique, le corollaire nécessaire est la Hongrie démocratique.

Mais au lieu de suivre l'Allemagne dans la voie de la démocratie, la Hongrie l'y précédera peut-être, et même sans doute. Car elle a ce qui manque à son ancienne alliée, une grande et puissante tradition démocratique, qu'incarne la populaire figure de Louis Kossuth. La carrière tourmentée, contradictoire en apparence, en réalité profondément logique du grand agitateur est comme le symbole des inquiétudes et du destin de sa nation. Le plus intransigeant et le plus chauvin des Magyars jusqu'à la révolution, il aperçoit à la cruelle expérience de 1848, la contradiction d'une liberté hongroise qui ne serait que la liberté des Magyars ; et il fonde désormais tout son système sur la complète égalité de tous les peuples de la Hongrie, devenue le centre d'une Confédération danubienne élargie vers la Roumanie et la Serbie¹. Si son plan est devenu inapplicable aujourd'hui qu'a disparu la Hongrie historique, l'idée dont il s'inspirait n'a pas perdu sa vérité essentielle, et elle peut se réaliser sous une forme adaptée aux conditions nouvelles où vit désormais le bassin danubien.

Ce ne peut être ni la forme de cette Confédération danubienne, dont le nom est lancé de temps en temps, ni celle des Etats-Unis danubiens, rêve d'avant-guerre, désormais périmé. L'une et l'autre, en effet, impliqueraient de la part des nouveaux Etats formés ou agrandis aux dépens des anciens peuples maîtres de l'ancienne Autriche-Hongrie l'abandon d'une indépendance nationale qu'ils ont chèrement achetée et sur laquelle ils ne transigent point ; à l'une et à l'autre, ils trouvent un fâcheux air de ressemblance avec un passé haï. Mais la Petite-Entente, en même temps qu'elle a tracé le cadre de la nouvelle Europe centrale, a marqué quelle en serait désormais la nature poli-

1. Kónyi, *Deák, F. beszédei*, V, 12, 299. Voir l'article de M. Joseph Reinach, *Le problème des États-Unis d'Orient*, *Revue politique internationale*, janvier-février 1918, et Irányi et Chassin, *Histoire de la Révolution de Hongrie*, I, 365-400.

tique. Des traités, modestes, souples et divers, qui règlent, soit en commun pour tous les alliés, soit par groupes entre deux ou plusieurs d'entre eux, un ensemble de questions ou politiques ou économiques, assurent la cohésion du système, sans lui imposer une rigidité qui comporterait trop de risques de rupture. Géographiquement, économiquement, même politiquement, la Petite-Entente est incomplète tant que la Hongrie y fait un trou au lieu d'en former le noyau. L'aspect économique est ici l'essentiel : car le démembrement du royaume de saint Etienne a laissé la Hongrie nouvelle non point certes, quoi qu'elle en dise où qu'on en dise pour elle, dénuée de tout moyen de vivre, mais, à coup sûr, fort embarrassée d'un sensible manque d'équilibre entre sa production et sa consommation¹. Dans les discussions officielles ou officieuses menées autour du traité de Trianon, c'est cet argument économique qui a tenu le premier rôle ; c'est par lui surtout que les champions de la Hongrie historique tentaient et tentent encore d'atteindre et d'émouvoir une opinion étrangère plus sensible aux considérations pratiques qu'aux théories historiques ou juridiques. Mais en même temps, et dès le désastre de 1918, les plus clairvoyants des Magyars, comprenant que l'intégrité territoriale du royaume ne pourrait plus être sauvée, demandaient que du moins le nouvel ordre politique qui serait établi dans l'ancienne Hongrie assurât l'« intégrité économique » du bassin du Moyen-Danube, en imposant aux Etats qui désormais se le partageraient une complète liberté des échanges. Même sous cette forme, leur programme s'est révélé trop ambitieux, car une limitation aussi profonde de la souveraineté économique semblait à des Etats jeunes et ardents incompatible avec l'idée même de leur indépendance. Mais le système de traités de la Petite-Entente en a réalisé, entre les « petits alliés » danubiens et à l'écart de la Hongrie, tout ce

1. *Les négociations de la paix hongroise, compte rendu... publié, par le Ministère des Affaires étrangères hongrois*, Budapest, 1921 ; vol. II, notes XXXII et XXXIII ; voir *Annales de Géographie*, 15 septembre 1920, p. 322-333, *La nouvelle Hongrie*.

qui était possible, et qui est déjà beaucoup. La nécessité de vivre pousse, force la Hongrie à s'entendre, dans les mêmes conditions, avec ses voisins. Du jour où elle sera économiquement entrée dans la Petite-Entente, son adhésion politique à ce groupement sera virtuellement acquise. Le progrès de la démocratie en Hongrie et en Europe, le développement de l'esprit international parmi les nations fixera le moment où sera explicitement et définitivement accompli cet acte, qui achèvera la constitution de la nouvelle Europe centrale.

A qui serait tenté de taxer d'illusions naïves ou complaisantes ces anticipations, qui certes sont en avance sur les faits, mais de moins longtemps peut-être qu'il ne semble, toute l'évolution des régions du Moyen-Danube ne répond-elle pas victorieusement, avec une irréfutable logique? Depuis qu'il y a cinq siècles ont commencé à se former en Occident les grands Etats nationaux, l'Europe centrale a été à la recherche de son équilibre politique. Elle l'a trouvé un temps dans les grandes puissances supranationales, Saint-Empire, Empire autrichien, même Confédération germanique. Puis, l'idée de nationalité affirmant sans cesse plus énergiquement et ses exigences et sa force organisatrice, l'Allemagne s'est détachée de la masse en fusion pour se cristalliser en Etat national. L'Autriche, tiraillée entre sa tradition germanique et sa nature d'« empire des peuples », de puissance ethniquement diverse, a, durant les trois quarts de siècle qui suivent 1848, surtout dans les cinquante années qui s'ouvrent en 1867, entrepris de fonder sa force sur l'hégémonie des Allemands d'abord, puis des Allemands et des Magyars ; elle a exercé sur ses peuples allogènes, et sur les petits Etats de ses frontières méridionales la suprématie que l'empire de Bismarck exerçait sur elle-même et sur l'Europe. Associée à la fortune de l'Allemagne, elle l'a entraînée dans sa perte ; c'est sans doute d'avoir, par ses propres fautes, surtout par la faute de 1870, été condamnée à soutenir ce cadavre, qu'est morte l'Allemagne impériale. Leur coalition défaite, leur alliance rompue, le problème danubien, longtemps faussé par l'intro-

duction d'un double facteur étranger, le facteur allemand et le facteur dynastique habsbourgeois, s'est de nouveau posé dans sa vérité historique et géographique. La seule solution qu'il comporte désormais, c'est la libre association de peuples unis pour la protection de leur indépendance et l'épanouissement de leur prospérité.

Le rôle qui, dans ce nouvel ordre politique revient aux Magyars est moins éclatant, moins magnifique que celui qu'ils ont joué durant dix siècles. Mais il est le seul qui s'offre encore à eux : et d'ailleurs est-il vraiment moins glorieux et est-il moins utile que celui de la Hongrie historique? Kossuth, sans doute, ne le pensait point, et c'est dans le retour à la tradition de Kossuth, du Kossuth d'après 1848, que la Hongrie nouvelle peut trouver le salut et la garantie de son avenir. Széchenyi, si grand qu'il soit, était l'homme de l'Europe metternichienne ; Kossuth est l'homme de 1848, d'où toute l'Europe contemporaine est sortie. L'un, avec tous ses mérites, est le passé ; l'autre, avec tous ses défauts, l'avenir. Széchenyi n'était pas un réactionnaire, et pourtant une politique hongroise qui se placerait sous son patronage ne pourrait aujourd'hui signifier que réaction, qu'anachronisme. Kossuth est tombé parfois dans la démagogie, ou chauvine ou radicale ; mais, au plus fort de ses erreurs, il a toujours été animé d'un profond esprit démocratique, d'une sincère volonté de justice politique et sociale. Depuis 1848 il est l'idole du paysan magyar, et tout ce qu'il y a en Hongrie d'esprits libéraux et sincèrement amis du progrès, des plus modérés jusqu'aux plus avancés, peut légitimement se réclamer de lui. Pour inspirer confiance à ses voisins et à l'Europe, c'est la tradition de Kossuth que la Hongrie nouvelle doit reprendre, c'est de son esprit qu'elle doit se pénétrer. Cette tradition et cet esprit, c'est la tradition démocratique européenne et l'esprit démocratique européen, ceux qui ont fait la nouvelle Europe centrale, ceux qui la dirigent et la dominent. C'est par eux seulement que peut s'établir entre les peuples du bassin du Danube, séparés par des siècles de luttes et de haines, la concorde qui un jour se développera en une véritable fraternité européenne. C'est grâce à eux que peut

se former et se consolider l'association des nations danubiennes, modèle et épreuve d'associations plus vastes entre les nations européennes et entre toute l'humanité civilisée. Parmi les missions qu'aux divers moments de leur histoire les Magyars se sont crus appelés à remplir en Europe, il n'y en a jamais eu de plus haute, de plus noble, ni de plus sûre.

LIVRE I

CHAPITRE I

L'ANCIEN RÉGIME

I. L'organisation politique. — II. La structure sociale. — III. La vie économique et intellectuelle. — IV. La question nationale. — V. La ruine de l'ancien régime.

C'est par la Révolution de 1848 que l'ancien régime hongrois a pris fin, au milieu de son dixième siècle d'existence. Il n'a commencé d'être sérieusement combattu par les défenseurs des idées nouvelles que vers 1825 ; les attaques ne sont devenues plus vives ou plus violentes, les programmes de réformes plus précis et plus radicaux que vers 1840. Entre le moyen âge et l'époque contemporaine, la France a eu deux siècles, ou trois peut-être, de régime moderne ; il n'y avait pas vingt-cinq ans que le moyen âge hongrois avait pris fin, même pas dix peut-être, lorsque surgit brusquement, dans une vision éphémère, la figure de la Hongrie contemporaine. L'édifice féodal, qui, au souffle des journées révolutionnaires de février, tomba en poussière, continuait d'étaler aux yeux l'imposante architecture du massif château fort du XIII^e siècle, du puissant manoir du XVII^e ou du XVIII^e. Mais, à l'intérieur, il était rongé, vermoulu, en ruines.

La figure de la Hongrie, vers 1840, est celle d'un royaume qui, parmi les Etats de la maison d'Autriche, jouit d'une large autonomie ; d'un Etat constitutionnel, à Constitu-

tion toute féodale ; d'une terre de culture et d'économie encore toutes jeunes, presque primitives, et d'une mosaïque de races. La réforme de la Constitution féodale, qui développera les ressources intellectuelles et matérielles du territoire et de la population, établira l'indépendance du royaume dans une association avec l'Autriche, accentuera et garantira le caractère national magyar de l'Etat, est l'objet commun où, par des méthodes diverses, tend l'effort de tous les partis du mouvement.

I

L'indépendance de la Hongrie a cessé de fait en 1526, à l'avènement au trône de la maison d'Autriche. Depuis lors, dans les relations internationales, l'unité de la monarchie autrichienne a masqué, recouvert, absorbé la personnalité hongroise. Dans la vie intérieure du pays, si la lettre de ses lois est restée inchangée, un nouvel esprit politique s'est affirmé, une force nouvelle s'est fait sentir. Ambitieuse, puissante et impérieuse, la dynastie travaille à rendre à la royauté le pouvoir dont l'ont dépouillée aux siècles précédents les grands seigneurs féodaux et la noblesse turbulente ; car ce n'est qu'en établissant une autorité royale également puissante dans les divers Etats réunis sous son sceptre par la chance des mariages et des héritages qu'elle en pourra faire un tout solide et indivisible, une monarchie, un Etat. Cet Etat, elle ne le conçoit, en vertu de toute sa tradition, de toute sa nature d'esprit, que centralisé, absolutiste, et, puisqu'elle-même porte la couronne du Saint-Empire, germanique. A ces prétentions du droit divin à la Louis XIV, la noblesse hongroise oppose ses droits, formulés dans la doctrine spécifiquement hongroise de la Sainte-Couronne, symbole de l'unité du roi et de la nation, mais aussi de leur égalité, source de tous les droits, également sacrés et inviolables, celui du dernier des nobles autant que celui du roi. Gardienne de la tradition nationale, fondatrice de l'Etat, par la conquête, quand elle dit au roi : « L'Etat, c'est nous », au fond d'elle-même elle pense : « L'Etat, c'est moi ».

L'Etat hongrois est, en effet, la création de ses ancêtres, de ces conquérants magyars, qui, vers la fin de l'année 895, sous la conduite du héros légendaire Arpad, franchirent les passes des Carpathes, et, en moins d'un an, prirent possession de tout le bassin de la Hongrie. Après un demi-siècle de razzias à travers l'Europe, de l'Allemagne du Nord jusqu'à l'Espagne et au fond de l'Italie, et des Flandres à Constantinople, ils subirent à la bataille d'Augsbourg, en 955, un désastre qui fut leur salut. S'ils avaient continué leur existence nomade, sans doute il ne resterait d'eux aujourd'hui, comme des peuples qui les ont précédés dans les plaines de Hongrie, Huns et Avars, qu'un nom. Contraints par la défaite d'achever une évolution qu'avaient déjà commencée leurs contacts guerriers avec l'Occident, ils devinrent sédentaires, et se firent chrétiens. Depuis longtemps, l'orthodoxie de Byzance avait fait parmi eux des prosélytes de marque. Ce fut pourtant le catholicisme d'Occident, des prêtres de Salzbourg et de Passau, que le prince Géza appela à évangéliser son pays et son peuple. L'Etat magyar, affaibli par le désastre d'Augsbourg, risquait de succomber à l'attraction, aux enveloppements de l'empire grec, et de tomber dans sa vassalité. En se tournant vers l'Allemagne, en signant avec elle, quelques années seulement après la défaite, un traité d'alliance, en prenant femme dans une dynastie allemande, Géza écarta de son pays ce grave danger, lui assura l'indépendance, le fit entrer dans la civilisation occidentale. Jusqu'à lui, la Hongrie avait loupoyé entre l'Orient et l'Occident : il donna le coup de barre décisif. Son catholicisme était de raison ; celui de son fils Etienne fut aussi de cœur. Politique plus habile encore que son père, Etienne, en l'an 1001, ceignit la couronne dont à sa demande le pape Silvestre II fit don aux rois de Hongrie. Il est devenu le saint patron du royaume, et sa couronne le symbole de l'unité et de la souveraineté de l'Etat fondé par la conquête magyare.

La maison d'Arpád occupa le trône jusqu'en 1301. Elle compta des souverains avisés, tels Ladislas et Coloman, qui portèrent la frontière du royaume jusqu'à l'Adriatique

et soumirent la Dalmatie, donnant ainsi à la Hongrie, avec le contact de la culture italienne, une ouverture sur le monde ; tel encore Béla IV, qui restaura le pays après les affreux ravages de l'invasion mongole de 1241. D'autres furent faibles, incapables ou prodiges, comme André II, qui signa la célèbre Bulle d'Or de 1222. Tous eurent également à lutter contre l'esprit féodal, dont les meilleurs et les plus énergiques purent à peine arrêter un temps le progrès. De même qu'elle dicte aux géographes magyars l'interprétation finaliste des phénomènes physiques, une illusion ou une suggestion patriotique incline les historiens magyars à prêter à l'histoire et aux institutions de leur pays un caractère d'originalité unique. Presque sans exception, encore qu'avec toutes les nuances de leur finesse et de leur talent divers, ils admettent qu'en Hongrie la féodalité a toujours trouvé son contrepoids dans un sentiment profond d'unité nationale, dont la royauté était le symbole. Pourtant nulle histoire plus que celle de la Hongrie n'est, durant tout le moyen âge et jusqu'au xvii^e siècle, remplie par le conflit de l'esprit féodal¹ avec le patriotisme et l'esprit national. Bien loin d'être meilleurs patriotes que leurs pareils d'Allemagne ou de France, les grands feudataires hongrois mettent au service d'une ambition encore plus avide plus de cynisme peut-être et de brutalité².

De 1301 à 1536, des maisons étrangères se succèdent sur le trône, où paraît une seule fois un roi national, Mathias Corvin. La plus glorieuse fut celle des Anjou, dont le règne, au xiv^e siècle, est la grande époque de l'histoire de la Hongrie. Louis I^{er} le Grand, qui fut roi de 1342 à 1382, ceignit le royaume, sur toute sa frontière orientale et méridionale, entre la Pologne et l'Adriatique, d'une

1. La thèse magyare ne se soutient que si on s'attache étroitement au sens littéral et technique du mot de féodalité ; elle tombe dès qu'on entend par féodalité l'esprit féodal.

2. Jászi, *A nemzeti államek kialakulása*, p. 238, 288, a pris à tâche de réfuter sur ce point la conception « nationale » de la majorité des historiens magyars, et de montrer comment, subissant, sans le savoir, la suggestion de leurs idéals politiques, ils sont hantés du souci de donner à la Hongrie actuelle, des titres historiques. Ses textes, le plus souvent empruntés à ses adversaires, semblent bien convaincants.

chaîne de provinces soumises ou d'Etats vassaux, portant jusqu'au Dnjestr et à la mer Noire l'influence hongroise; en même temps, il établit, entre les couronnes de Hongrie et de Pologne une union personnelle, qui ne lui survécut pas. Par un retour de l'histoire, la Hongrie était en voie de devenir la puissance dirigeante de cet Orient, dont elle avait à ses débuts craint la menace, et où elle trouvait désormais en face d'elle non plus les Byzantins, mais les Turcs. Quel aurait été le destin des Magyars et celui de l'Europe, si dans cette rencontre la Hongrie l'avait emporté, et si l'empire de Louis I^{er} avait tracé la première esquisse de l'Empire ou de la Confédération danubio-balkanique, dont la Hongrie, à diverses époques, a paru prédestinée à devenir le centre? L'imagination historique a là un beau champ de rêves. Mais, si vraiment pareille occasion s'est offerte aux Magyars, leur exclusivisme les a rendus incapables de la saisir : exclusivisme national au xix^e siècle, au xiv^e intolérance religieuse, ce sont les manifestations diverses d'un même esprit. Louis I^{er} avait trop à cœur d'assurer, malgré eux, le salut éternel de ses nouveaux sujets ou vassaux. A son catholicisme fanatique, inébranlables dans leur foi orthodoxe, les Slaves des Balkans préféraient la dédaigneuse tolérance des Turcs. Il n'avait pu accomplir ses grands desseins qu'en gouvernant comme son père Charles I^{er}, en monarque semi-absolu : il ne convoquait point de Diète, s'entourait seulement d'un conseil choisi par lui, et, s'il était obligé de tolérer la féodalité, du moins la contenait dans d'étroites limites et lui faisait sentir la supériorité du pouvoir royal.

Lui mort, elle prit une prompte et complète revanche. Du dernier quart du xiv^e siècle au second du xvi^e, la Hongrie subit la rapide déchéance d'un Etat rongé et ruiné par les factions. La liberté polonaise paraît enviable aux nobles hongrois, et c'est en Pologne qu'ils cherchent de préférence des candidats au trône¹. Pour arrêter le progrès des Turcs, il eût fallu remettre de l'ordre dans le pays, restaurer la force de l'Etat; mais ni Sigismond de

1. Szekfű, *Der Staat Ungarn*, 58.

Luxembourg ni les Jagellons n'en étaient capables. Sur l'ombre des cent quarante-quatre ans qui séparent la mort de Louis du désastre de Mohács, deux épisodes seulement font une tache de lumière : les campagnes glorieuses de Jean Hunyade, et le règne de son fils, Mathias Corvin. Encore y a-t-il beaucoup d'exagération ou d'illusion à vouloir faire d'eux des héros d'un patriotisme à la Cincinnatus. Jean Hunyade, avec plus de talents et plus de cœur, a l'esprit des féodaux, ses rivaux ou ses alliés suivant les moments ; et, lorsque Mathias, faute de pouvoir mordre sur la Bohême de Podiebrad, en détache du moins la Moravie et la Silésie pour les incorporer à ses domaines, lorsqu'il conquiert Vienne, lorsqu'il rêve de se faire élire à l'Empire, peut-être ses desseins procèdent-ils, pour une part, d'une claire vision de la nouvelle situation politique créée par la consolidation et l'avance des Turcs, de la notion nette que la Hongrie, l'Orient fermé devant elle et dressé contre elle, ne peut résister à cette formidable menace qu'appuyée, en une forte alliance, en une véritable union, sur ses voisins de l'Ouest et du Nord, et que l'avenir est dans le groupement d'Etats que réalisera, un demi-siècle plus tard, après la catastrophe, l'élection d'un Habsbourg au trône de Hongrie ; mais il obéit certainement dans une très large mesure, à l'ambition personnelle, au désir de gloire, à la magnificence¹. Pour rendre à la royauté pouvoir et prestige, il est forcé de combattre les féodaux, et de défendre contre eux le peuple. De là sa popularité, qu'attestent son surnom, Mathias le Juste, et le dicton célèbre, qui s'est maintenu jusqu'aujourd'hui : « Le roi Mathias est mort, la justice a disparu de ce monde. » A peine est-il mort que la royauté, sous ses faibles successeurs, redevient le jouet des factions oligarchiques. Le royaume est au pillage et la couronne à l'encan². La Jacquerie de 1514 permet à la féodalité de satisfaire son appétit séculaire, en réduisant les paysans en perpétuel servage : mais du coup le fossé achève de se creuser

1. Jászi, *op. cit.*, 258-63. En sens contraire Marczali, *Ungarn, Land et Volk*, 145-154.

2. Marczali, dans *Ungarn, Land et Volk*, 154-5.

entre privilégiés et opprimés, et les paysans n'ont plus de patrie. Les Turcs suivaient avec attention les progrès de cette décomposition. Lorsqu'ils jugèrent le moment venu de porter à la Hongrie le dernier coup, ce fut vraiment une ombre qu'ils abattirent sur le champ de bataille de Mohács.

Cette journée du 29 août 1524, où la mort du faible Louis II donna d'un coup à la maison d'Autriche les deux couronnes réunies sur sa tête, celle de saint Venceslas et celle de saint Etienne, est la date de naissance de la monarchie autrichienne. Si elle a coûté à la Hongrie son indépendance, elle lui a apporté, par contre, la fin d'un régime qui, à se prolonger, l'aurait menée à une catastrophe plus terrible encore, et plus irréparable. Durant les deux siècles écoulés depuis l'extinction de la maison d'Arpád, les dynasties n'avaient fait que passer sur le trône redevenu électif : rarement le sceptre se transmettait du père au fils, jamais du fils au petit-fils. Le premier mérite des Habsbourg fut de rendre la permanence au pouvoir royal. Pour la première fois depuis plus de deux cents ans, l'influence de la royauté cessa de dépendre exclusivement de la valeur personnelle du roi, de son énergie ou de sa faiblesse ; la féodalité se trouva en face d'une politique réfléchie et suivie, soutenue par la puissance d'une tradition, et appuyée sur une force véritable, celle que mettaient au service du monarque les Etats héréditaires autrichiens, et bientôt aussi la Bohême soumise. Par un paradoxe historique, c'est à la royauté étrangère que la Hongrie a dû son relèvement national. Mais, en rendant au pays son unité territoriale et à l'Etat son autorité, la maison d'Autriche a préparé l'avènement de ce que précisément elle redoutait le plus : un Etat hongrois indépendant et national.

Mohács ne lui donna tout d'abord, avec la couronne, qu'une faible partie de la Hongrie, et qui bientôt se réduisit encore. L'aristocratie hongroise, mise en garde par le zèle qu'apportait Maximilien I^{er} à conclure le double mariage par lequel devait être assuré à sa famille un trône depuis longtemps convoité, avait en 1505 voté une loi qui excluait

de l'élection tout autre candidat qu'un Hongrois. Au lendemain de Mohács, elle élut roi son chef, Jean Szapolyai, le plus puissant des grands féodaux, qui à ses autres titres venait de joindre celui de vainqueur et de farouche vengeur de la Jacquerie de 1514. Un mois plus tard, un simulacre de Diète élisait Ferdinand de Habsbourg, archiduc d'Autriche, frère de Charles-Quint. Il y eut, dès lors, deux Hongries. En 1541, quand les Turcs eurent occupé Buda, il y en eut trois. En face de la Hongrie royale, étroite bande de territoire allongée sur les frontières occidentales et septentrionale, et de la Transylvanie, principauté indépendante sous la suzeraineté plus ou moins étroite des sultans, la Hongrie turque couvrait la plus grande partie du pays, atteignant vers le nord, au moment de sa plus grande extension, le cours de la Raba et celui du Váh¹ et touchant aux portes de Košice². Ce partage dura jusqu'au moment où les victoires de Charles de Lorraine, de Louis de Bade et du prince Eugène. rejetèrent les Turcs au delà du Danube. La reconquête de l'Alföld entraîna le retour de la Transylvanie sous l'autorité de la maison d'Autriche. Après la paix de Karlovci³, l'intégrité territoriale du pays était rétablie, à l'exception du Banat de Temesvar, que les Turcs restituèrent en 1718 à la paix de Passarowitz.

Cette reconquête n'était pas même commencée qu'éclatait la première des six grandes insurrections par lesquelles, de 1606 à 1711, la Hongrie nationale, prenant appui sur la Transylvanie, repoussa les attentats de la maison d'Autriche contre ses libertés politiques et surtout religieuses. La Réforme avait eu la partie belle dans un pays dont l'Eglise, au siècle qui avait précédé Mohács, étalait la plus scandaleuse corruption, et dont les prélats dépassaient encore les grands féodaux en intrigue et en rapacité. La catastrophe coûta la vie à un grand nombre d'archevêques et d'évêques, qui avaient pris part à la guerre sainte, et la foi du peuple en sortit terriblement ébranlée.

1. Le Raab et le Waag de la terminologie allemande, vág en magyar.

2. Kaschau, Kassa.

3. Karlovitz.

« Où sont donc », demandait-il, « les saints hongrois? S'ils sont des saints, que ne défendent-ils des Turcs Budapest et la Hongrie? ¹ ». Aussi les progrès du protestantisme, au début de cette nouvelle période, furent-ils très rapides. Principauté en majorité protestante, la Transylvanie ne reconnaissait à l'Eglise catholique que des droits égaux à ceux des trois confessions luthérienne, calviniste et unitarienne (socinienne). Sur le territoire occupé par les Turcs, très hostiles au clergé catholique, nul obstacle ne fut mis à la propagation du calvinisme, qui attirait particulièrement les Magyars. En 1604, Rodolphe II, par l'addition arbitraire à une loi sur le libre exercice de la religion, présentée à sa sanction, d'un article où il déclarait sa volonté de maintenir le catholicisme et interdisait à la Diète de soulever désormais les questions religieuses, déclencha la première insurrection pour la défense des franchises du pays. Les guerres civiles qui se prolongèrent ainsi un siècle permirent à la Hongrie de ne pas être tout à fait absorbée par l'Autriche, et de garder une place, si modeste fût-elle, dans la politique européenne : durant la guerre de Trente Ans et sous le règne de Louis XIV, les insurgés hongrois furent, pour les ennemis de la maison d'Autriche, des alliés précieux et recherchés. Vers le milieu du xvii^e siècle, un aussi âpre recatholicisateur que le cardinal primat Pázmány proclamait que c'était un bonheur qu'il y eût une Transylvanie protestante : sans quoi, les Allemands ne feraient guère de façon avec les Magyars ². En 1670, dans un pèlerinage à Mariazell, Léopold I^{er}, aussi zélé catholique et aussi ardent champion du droit divin que son grand rival Louis XIV, promit à la Vierge de faire de la Hongrie son royaume, *regnum Marianum*. Le prélat auquel il en remit le soin, le cardinal Kollonics, Hongrois pourtant lui-même, résumait sa méthode dans cette formule souvent citée : « Je rendrai

1. Acsády, *A magyar birodalom története*, II, 179.

2. Marczali, dans *Ungarn, Land et Volk*, 172. Le nom d'Autrichien, *oszlák*, est en magyar un terme littéraire, fabriqué entre 1850 et 1860, sur le modèle d'autres noms de peuples. Le peuple ne disait qu'« Allemand », *német*. Halasz, *Egy letűnt nemzedék*, 7.

la Hongrie captive, puis mendiante, et après catholique¹ ». Les procédés employés alors rappellent ceux qui, après la Montagne Blanche, avaient servi à extirper de Bohême la rébellion et l'hérésie : toutes les armes de la violence, et toutes les ruses de la chicane. Ils rappellent aussi les atrocités de l'insurrection des Camisards, mais en la dépassant de beaucoup ; on est ici plus près de l'Orient : dans les deux camps, on écorche et on empale l'ennemi pris.

La dernière insurrection, celle de François II Rákóczi, prit fin en 1711. La paix de Szatmár, qui la termine, ouvre dans l'histoire de la Hongrie une nouvelle période, celle de la réconciliation entre la dynastie et le pays auquel elle avait rendu son intégrité territoriale. La Hongrie y entre garantie, par sa résistance heureuse, du péril de disparaître dans une monarchie autrichienne centraliste, absolutiste, germanisatrice et purement catholique. Mais elle demeure une dépendance, une province, et bientôt une colonie de l'Autriche. Le protestantisme, « la foi magyare », dont la cause s'est confondue dans les insurrections avec celle de la liberté constitutionnelle et de la nationalité hongroise, a dû abandonner beaucoup de terrain : il reste simplement toléré, en butte à toutes les tracasseries, et suspect. Si le noble et le bourgeois peut conserver sa religion, sans être toujours libre de la pratiquer publiquement, le serf d'un seigneur catholique ou du roi n'a qu'à se convertir. C'est vers le milieu du XVIII^e siècle que la Hongrie, de la sorte, est redevenue un pays en majorité catholique², et l'élément catholique, jusque vers 1840 au moins, c'est l'élément aulique, l'élément autrichien.

Dans la méfiance initiale des Hongrois contre les Habsbourg entraînait pour beaucoup le soupçon que ceux-ci vou-

1. *Faciam Hungariam captivam, postea mendicam, deinde catholicam.* Zsilinszky, *A magyarhoni protestans egyház története*, Budapest, 1907, p. 215. Une autre version de ces paroles, plus répandue, les rapporte ainsi : *Faciam Hungariam miseram, deinde catholicam, denique germanicam*, Marczali, dans *Ungarn, Land et Volk*, 179. Elles peuvent être également vraies.

2. Marczali, *Magyarország története*, 559.

draient incorporer la Hongrie au Saint-Empire. Maximilien l'avait promis à la Diète de Cologne, en 1504, et sa promesse avait été l'un des motifs de la loi de 1505. En 1671 et 1672, après la victoire de Saint-Gothard et l'échec de la conspiration des trois comtes¹, Léopold et ses conseillers crurent le moment venu. Mais la paix de Westphalie avait trop profondément modifié les conditions politiques de l'Allemagne ; la cour de Vienne dut se convaincre qu'elle n'obtiendrait pas l'hérédité de la dignité impériale, et que d'ailleurs une Hongrie incorporée à l'Empire trouverait dans l'appui des Etats protestants de l'Allemagne, qui lui était assuré, une force nouvelle pour résister à l'absolutisme catholique². Elle se rabattit sur de moindres prétentions : extension du pouvoir royal et établissement d'une règle fixe de succession. Depuis 1526, l'hérédité masculine par primogéniture n'existait que de fait : la Diète avait théoriquement le droit d'élire l'un quelconque de princes de la dynastie. La loi de 1687, qui fit de l'usage suivi jusque-là un principe légal, prépara le terrain à la fameuse Pragmatique-Sanction de Charles VI (Charles III en Hongrie). Celle-ci, en même temps, qu'elle appelait les princesses à succéder à défaut des princes, proclama l'union « inséparable et indivisible » de tous les Etats de la dynastie. C'était la conséquence logique de la paix

1. La conspiration des trois comtes, Zrinyi, Frangepan et Nádasdy, qui décèle chez ses auteurs la plus enfantine naïveté, fut connue presque aussitôt des ministres de l'empereur. Ils la laissèrent, cependant, se développer plusieurs mois, pour avoir prétexte à une répression exemplaire (les trois comtes et un de leurs complices furent exécutés, malgré l'intervention du nonce et du pape) et à de nouvelles entreprises contre la Constitution de la Hongrie. Léopold, à la nouvelle des arrestations, avait dit que bientôt on entendrait tomber des têtes. Deux jours avant la date de l'exécution, qu'il avait fixée lui-même, il quitta Vienne pour Laxenburg, laissant à son ministre Lobkowitz la charge de statuer sur le recours en grâce. Lobkowitz fit remise aux condamnés seulement du tranchement du poing. Nádasdy, qui dès le début du complot avait tout avoué à Léopold et obtenu son pardon, n'en fut pas moins arrêté, jugé et exécuté avec les autres. Il avait une immense fortune, et des ennemis acharnés. La cupidité des serviteurs de l'empereur, avides de biens confisqués, joua un très grand rôle dans la conspiration. — Acsády, *A magyar birodalom története*, II, 342-8.

2. Marczali, *Magyarország története*, 532.

de Karlovci et de celle de Szatmár, et, si l'on veut, la récompense accordée aux Habsbourg pour avoir rendu à la Hongrie son unité territoriale et la paix intérieure. Mais la Pragmatique-Sanction hongroise ne se confond pas avec la Pragmatique-Sanction autrichienne ; elle est un acte spécialement et exclusivement hongrois, non pas simple déclaration de la volonté du monarque, mais loi votée par la Diète et sanctionnée par lui, engagement bi-latéral. En même temps qu'elle reconnaît l'union indissoluble de la Hongrie avec la monarchie, elle en marque le caractère et les limites, elle affirme, dans la monarchie autrichienne, l'indépendance et la personnalité du royaume. Ce mélange d'unité et d'indépendance, c'est le principe du dualisme : et le Compromis de 1867 est dans la vérité historique et légale lorsqu'il prend pour point de départ la Pragmatique-Sanction¹.

A l'ère des luttes nationales et constitutionnelles pouvait succéder désormais une ère de développement pacifique. Marie-Thérèse et son fils Joseph II, cinquante années durant, s'attachèrent à élever la civilisation matérielle et intellectuelle de la Hongrie et à augmenter sa prospérité par des réformes administratives, financières et sociales, avec l'arrière-pensée de rapprocher ainsi sa condition de celle des autres Etats de la dynastie, pour la lier plus fortement à eux, et consolider l'unité de la monarchie. Ils firent la même politique, mais par des moyens divers, opposés, l'une ménageant jusqu'à l'extrême limite du possible les formes constitutionnelles et les traditions nationales, et, lorsqu'elle ne pouvait échapper à la nécessité d'y manquer, évitant du moins toute apparence de mépris et de violence, flattant les faiblesses et même les travers de la nation, s'adressant au sentiment, une vraie politique de femme ; l'autre rompant en visière à ce qu'il tenait pour préjugé et superstition, édictant avec rudesse, avec brutalité, les décrets de l'infailible et intransigeante raison, heurtant de front, comme à plaisir et par un dessein arrêté de provocation, les coutumes anciennes et les idées

1. Cf. Eisenmann, *Le Compromis austro-hongrois*, 17-22.

reçues, refusant de se soumettre à la cérémonie sept fois séculaire du couronnement, sans laquelle il n'y a pas de roi de Hongrie¹, faisant transporter à Vienne la couronne, comme l'« un des meubles du roi », substituant aux lois les patentes impériales, aux comitats ses districts tout battant neufs, aux « magistrats » élus ses fonctionnaires nommés, souvent étrangers, et partout au latin qui régnait dans la vie publique l'allemand. Longtemps le règne du roi non couronné a été en exécution à la Hongrie. Depuis qu'en 1867 elle a eu recouvré son indépendance, l'histoire magyare a commencé à se montrer plus juste pour le souverain aux intentions pures et nobles, qui a jeté sur le vieux sol de la Hongrie féodale les semences de tant de réformes salutaires, sans lesquelles peut-être ne serait pas née une Hongrie nouvelle. Réduit, sur son lit de mort, à renier l'œuvre de sa vie, il y eut deux d'entre elles qu'il se refusa à révoquer, les deux plus importantes, l'édit de tolérance religieuse et celui qui allégeait les charges des paysans. L'esprit féodal hongrois se vante d'avoir eu raison de l'empereur philosophe. En fait, ce sont les erreurs de sa politique extérieure et ses échecs militaires qui ont ruiné son entreprise. Reprenant le projet auquel Léopold I^{er} avait dû renoncer, il a essayé, pour la dernière fois, d'unir en un seul Etat tous les domaines de sa maison, Empire, Etats héréditaires, Hongrie. Mais qu'était donc encore l'Empire, à la fin du règne de Frédéric II? La chimère de Joseph est de n'avoir pas exclu l'Allemagne de ses desseins. De la seule Hongrie, il fût sans peine venu à bout.

Lui mort, une fureur de réaction s'empara des privilégiés hongrois, dont un grand nombre avaient été de son vivant moins hardis. Pour mettre la Constitution à l'abri d'une nouvelle menace de ce genre, la Diète de 1790 prétendit réduire les prérogatives du roi, créer une armée hongroise indépendante, et placer les droits du pays sous la garantie de la Prusse. La Pragmatique-Sanction, disait-on, avait été déchirée par les illégalités de Joseph, par

1. Aussi l'histoire hongroise appelle-t-elle Joseph le roi en chapeau, par opposition aux rois couronnés.

celles aussi de Marie-Thérèse, qui, à la fin de son règne, n'avait plus convoqué de Diète ; ainsi le « fil de la succession » était coupé, et au nouveau roi, qui serait élu, la nation pouvait faire ses conditions. Léopold II, plus semblable d'esprit à sa mère qu'à son frère, laissa dire jusqu'au moment où il eut débrouillé les embarras extérieurs que lui avait légués Joseph. Ensuite, il fit sentir à la Diète qu'il était bien le roi, et elle céda¹. Les lois de 1790-1791 consacrèrent sans doute le triomphe de la Hongrie historique : en même temps qu'elles confirmèrent les privilèges de la noblesse, elles affirmèrent, plus nettement et plus expressément qu'aucun texte antérieur, le droit de la Hongrie à être régie « selon ses propres lois et coutumes et non point à la mode des autres provinces ² ». Mais les paysans conservèrent le bénéfice des principales réformes de Marie-Thérèse et de Joseph ; les questions religieuses, que la Diète, irrémédiablement divisée par les passions confessionnelles, avait remises à la décision du roi, furent résolues par lui en faveur des protestants, et l'intérêt que la cour commença à montrer aux Slaves du Sud laissa voir qu'elle saurait rappeler efficacement aux Magyars que l'esprit des insurrections nationales avait fait son temps. Par malheur pour la Hongrie, Léopold, prince sagement libéral, mourut après à peine deux ans de règne, et après lui son fils François II occupa le trône pendant quarante-quatre ans.

Sans esprit et sans cœur, obstiné et étroit, François exagérait en disant qu'il aurait fait un bon conseiller aulique³ ; ses qualités étaient au plus celles d'un bon expéditionnaire. Sous son gouvernement, l'horreur des idées modernes devint celle de toute idée. L'innocente conspiration des « Jacobins magyars ⁴ », parmi lesquels étaient quelques-uns des plus nobles esprits de la Hongrie, affamés d'humanité

1. L'histoire de la Diète de 1790-1 a été racontée par Marczali, *A 1790-1, országgyűlés*.

2. 1790-1 : X.

3. Chef de bureau.

4. Aczady, *A magyar birodalom története*, II, 597-600. Il semble que la terreur des Jacobins ait été inspiré à la police de François II par la mauvaise plaisanterie d'une femme vexée, *Ibid.*, II, 596.

et de justice, fut étouffée dans le sang. Au sortir de la Diète de 1790, la vieille Hongrie féodale était faite pour s'entendre avec son souverain dans une commune terreur des innovations, et dans la défense de l'ordre établi et légitime. De 1792 à 1811, les levées autorisées par les Diètes fournirent aux armées que l'Autriche opposait à celles de la République et de Napoléon plus de 200 000 soldats¹. En 1809, quand les Français entrèrent sur le sol de la Hongrie, la noblesse elle-même, pour la dernière fois, s'acquitta du devoir d'ost ; mais sa levée en masse, l'« insurrection », finit sans gloire à la bataille de Győr (Raab). La proclamation où Napoléon appela les Magyars à reprendre l'exercice de leurs anciennes libertés, et à élire dans la plaine de Rákös un roi national resta sans écho. Après 1811, pour avoir protesté contre le sans-gêne de la banqueroute du Trésor, la Diète ne fut plus convoquée. Metternich eût voulu alors suspendre, c'est-à-dire abolir la Constitution hongroise : François s'y refusa, car c'eût été innover et agir, et il ne voulait que conserver passivement : mais il gouverna comme si la Constitution n'eût pas existé, selon la doctrine du pur absolutisme, « à la mode des autres provinces ». Le titre d'empereur d'Autriche, créé en 1804, rejetait dans l'ombre celui de roi de Hongrie, et, du seul fait de s'exprimer désormais dans un nom, l'unité de la monarchie était renforcée. Dans la lourde atmosphère de l'Europe de la Sainte-Alliance et de l'Autriche metternichienne, la Hongrie, elle aussi, semblait lentement s'endormir d'un sommeil mortel.

En 1825, le gouvernement de Vienne eut besoin de soldats et d'argent. Il craignit, à les lever hors des formes légales, de soulever les protestations des comitats et une opposition dangereuse pour son autorité en Europe, déjà ébranlée par les échecs de sa politique extérieure. La résistance presque toute verbale qu'il avait rencontrée dans une pareille tentative quelques années auparavant suffit à le décider à convoquer une Diète : tant masquait de faiblesse l'orgueilleuse façade de l'Autriche metterni-

1. Acsády, *A magyarbiroda lom története*, II, 615.

chienne. A cette Diète de 1825, il trouva en face de lui une Hongrie nouvelle, transformée et déjà bouleversée par le cheminement souterrain des idées françaises. Les défenseurs aveugles des anciens privilèges gardaient encore parmi les députés une grande majorité, et accueillaient de leurs clameurs les demandes pourtant modérées et timides des partisans des réformes ; mais le meilleur du pays déjà était avec ceux-ci, et leur influence, leur popularité, leur hardiesse aussi crurent de session en session. C'est la grande époque de la Hongrie, où, parmi les privilégiés, une phalange d'hommes de tête et de cœur réclament la destruction des barrières qui les isolent des classes sacrifiées, l'admission de tout le peuple aux bénéfices de la Constitution, jusque-là réservés aux nobles, et une transformation qui fondera sur la liberté et le bien-être de la nation tout entière la grandeur de la patrie. Pour défenseurs, l'ancienne Constitution n'a plus, avec une foule grossière et misérable de gentilshommes en guenilles, que le gouvernement et la poignée de conservateurs aveugles qui le soutiennent ou l'inspirent.

La Hongrie est alors au début du bref quart de siècle qui forme la grande moitié de la période moderne de son histoire. Pour accomplir tout ce qui a été ailleurs l'œuvre de la monarchie absolue et du despotisme éclairé, il lui resterait moins de vingt-cinq ans. Or, à ce moment décisif, la royauté est devenue une force de pure conservation, et, contre elle, c'est la société féodale elle-même qui devrait accomplir les réformes indispensables. Double contradiction historique : si généreuses que soient les intentions de la noblesse, si sincère son effort, comment pourrait-elle entièrement se dégager de ses idées, de ses traditions, de ses habitudes ? Et, si même elle le pouvait, aurait-elle contre l'opposition du pouvoir royal le moyen de faire triompher de si grands changements, une vraie révolution ?

Trois siècles de règne d'une maison étrangère et d'union dynastique avec des pays étrangers, qui sont d'ailleurs aussi trois siècles de fautes réciproques des rois et de la nation féodale, avaient singulièrement compliqué la posi-

tion des questions politiques dont la solution était d'une nécessité urgente.

Dans le « problème du roi étranger », les historiens magyars voient la clef de toute l'histoire de leur pays depuis Mohács : cette situation, à leurs yeux, explique les faiblesses et les tares de la Hongrie d'ancien régime. Peut-être est-ce un peu forcer la note : mais nul doute que le fait du roi étranger n'ait exercé sur les destinées de la Hongrie une influence capitale. Sous la Constitution féodale, la royauté possède une très large sphère d'action indépendante. Le pouvoir réel qui lui appartient en propre est infiniment plus vaste que celui qu'elle partage avec la Diète, mandataire théorique de la nation. Par définition, la politique extérieure est, de tout temps, son domaine. Dans l'armée, si, pour la levée des contingents et les prestations militaires, elle dépend de la Diète, elle est par contre souveraine en tout ce qui regarde l'organisation et le commandement : les troupes hongroises sont des régiments hongrois de l'armée impériale, et l'institution des Confins militaires, reprise et perfectionnée depuis le prince Eugène, aux dépens de l'intégrité territoriale de la Hongrie, met à sa disposition une vraie colonie militaire. Ses revenus propres, gérés par une administration purement royale, dépassent du double ou du triple la contribution votée par la Diète. Dans toutes les questions qui touchent aux plus hauts intérêts du pays, dans toutes celles qui affectent ses intérêts matériels, le roi a soit un pouvoir de décision exclusif, soit une influence prépondérante : il y peut faire sa volonté sans consulter la Diète, et il ne viole pas pour cela la loi¹. Or, ce roi, investi de tant d'autorité et de puissance, est un étranger : il réside dans une capitale étrangère, entouré de conseillers dont la plupart ne sont pas Hongrois, parmi lesquels il n'y a parfois aucun Hongrois : il ne fait point la politique d'un simple roi de Hongrie, mais la politique d'un empereur d'Autriche, souverain de toute la monarchie autrichienne. Et comment en pourrait-il faire une autre?

1. Marczáli, dans *A magyar nemzet története*, XIII, 62 ; *Magyarország története II József korában*, I, 322 ; Szekfű, *Der Staat Ungarn*, 134. 2-

Pour la Hongrie, le danger n'est pas d'être unie à l'Autriche : il est que les conditions de cette union ne sont pas fixées, que l'union est restée inorganique : il est aussi que l'Autriche est puissance germanique et germanisante. Jusqu'en 1806, le roi de Hongrie est empereur d'Allemagne : depuis 1815, empereur d'Autriche, il est président de la Confédération germanique : si l'on n'a pas constamment en mémoire ce double fait ou plutôt ce double aspect d'un fait permanent, on ne comprend pas plus l'histoire de la Hongrie jusqu'en 1867, et peut-être jusqu'en 1914 et 1918, que celle de l'Autriche elle-même, morte de n'avoir pas pu se faire une vie à elle, sans l'Allemagne et hors d'Allemagne. C'est la crainte de la germanisation qui, de longue date, a poussé la Hongrie à se replier sur elle-même, à s'isoler, à se confiner dans une défensive qui paraissait n'être qu'un égoïsme méfiant. Au fait, qui est sa subordination à l'Autriche, elle oppose le droit, qui est son indépendance ; à la réalité de l'histoire, le texte de ses lois ; à la vie, le *Corpus juris hungarici*. La Diète, qui fait valoir ces franchises, défend, sans nul doute, l'individualité politique, constitutionnelle et nationale du pays. Mais l'assemblée privilégiée, qui représente des privilèges, comment ne confondrait-elle pas les droits de la noblesse avec ceux du pays, et la lutte pour l'indépendance nationale avec la défense de l'ordre social établi ?

Peut-être une royauté nationale, purement hongroise, aurait-elle donné à la Hongrie un siècle d'absolutisme éclairé, par quoi le terrain eût été déblayé des ruines féodales, et la voie préparée à l'État démocratique qu'appelait le XIX^e siècle. Mais la royauté, précisément parce qu'elle était étrangère, ne représentait pas complètement et uniquement le progrès, non plus que la Diète, dans ses résistances, ne représentait complètement et uniquement la stagnation ou la réaction. En face de l'absolutisme, la Diète incarne l'idée de la liberté constitutionnelle ; mais contre l'esprit féodal des Diètes, la royauté, jusqu'au règne de François II, a été le champion de l'administration méthodique et ordonnée, du progrès économique, de l'extension des relations internationales, en un mot de l'esprit

moderne. Les plus clairvoyants et les plus sincères des historiens magyars le reconnaissent, et ils déplorent qu'entre ces deux forces, dont la collaboration était nécessaire, l'accord n'ait jamais pu s'établir. A leurs yeux, c'est sur la royauté surtout que pèse la responsabilité de cette situation. On peut juger à sa vraie valeur la maison d'Autriche, et pourtant ne pas la charger seule d'une faute partagée. La suite des événements a montré que la monarchie des Habsbourg n'avait le choix que de devenir une fédération de peuples ou de périr. L'idéal démocratique d'une fédération de peuples était-il compatible avec l'organisation politique et la structure sociale de la Hongrie, toutes fondées sur la domination d'une classe qui, quand elle n'a plus pu conserver son privilège à titre de classe, l'a revendiqué, avec plus d'âpreté encore, à titre de nationalité?

II

De la fin du xiv^e et du commencement du xv^e siècle jusqu'à 1848, la société hongroise, c'est un historien magyar qui le proclame, n'a pas subi de changement essentiel : de même que le costume national¹, l'esprit national date de cette époque. L'occupation turque, qui a exercé en tant d'autres points encore une influence capitale sur la Hongrie d'ancien régime, a eu aussi cette conséquence. De la stabilité de la société est résultée la permanence des institutions, ou plus exactement des formes politiques, et surtout l'esprit de conservation, de résistance, l'esprit de négation et de passivité, si l'on veut, qui, caractéristique de la vie publique de la Hongrie sous l'ancien régime, explique le retard de son évolution politique, sociale, économique, et l'état arriéré, inachevé dans lequel elle est arrivée à la Révolution.

Dans sa lutte contre la noblesse, la royauté, en Hongrie comme dans les autres pays de l'Europe, a cherché appui

1. Marczali, *Magyarország története*, 267.

dans le Tiers-Etat des villes et des campagnes, surtout chez les bourgeois, parfois aussi chez les paysans. Mais outre que le Tiers-Etat de Hongrie s'est montré moins ferme et moins sûr que celui de France, la royauté elle-même, dans sa lutte contre la noblesse, se condamnait à échouer du moment où elle cessait d'être en Hongrie l'agent de la civilisation et du progrès, de travailler à élever le pays au niveau des Etats plus avancés. Or, elle a vite cessé de l'être : ou du moins, par l'effet de cette dualité, de cette contradiction qui a frappé toute la vie publique de la Hongrie, elle ne l'a été qu'à certains moments, séparés par de longs intervalles d'oppression et de réaction. L'ère des réformes, méthodiques sous Marie-Thérèse, fiévreuses sous Joseph II, prend place entre le système farouche de Kollonics et la léthargie du règne de François II. Rodolphe, II, qui déclencha les insurrections nationales, Léopold I^{er}, qui lâcha sur la Hongrie ses jésuites bottés et ses dragons croisés, ont sans doute été les sauveurs de la noblesse hongroise, car ils l'ont mise en posture de défenseur du pays, ils ont fait de ses privilèges le symbole et le palladium de l'indépendance nationale, ils ont rompu l'association de la bourgeoisie avec la royauté et contraint les forces du progrès à faire alliance avec les forces conservatrices. C'est à cette faute, à cette désertion de la royauté devenue infidèle à sa mission historique, que l'Etat médiéval hongrois a dû, pour la plus large part, de survivre jusqu'en 1848, et de se prolonger, sous le nom et sous les formes d'un Etat moderne, jusqu'à la catastrophe de 1918. L'Evangile du droit constitutionnel hongrois a été, jusqu'à la Révolution, le fameux *Tripartitum*¹ de Verböczy. Ce n'est pas un code officiel. Verböczy, le meilleur légiste de la Hongrie d'alors, avait été chargé de faire un recueil du droit coutumier hongrois, qui devait être consacré par la Diète comme le livre des lois du royaume. La formalité de la consécration ne fut jamais remplie, mais l'autorité du recueil n'en souffrit pas : durant plus de trois siècles,

1: *Tripartitum opus juris consuetudinarii incliti regni Hungariae* Cf. Marczali. *Enchiridion fontium historiae. Hungarorum*, Budapest, 1902, 347-8, 358-9.

il fut, du consentement unanime, tenu pour la loi. Présenté aux Etats en 1514, l'année de la Jacquerie, douze ans avant Mohács, au moment du plus profond abaissement du pouvoir royal, il offre l'expression achevée de l'esprit de la Hongrie médiévale et féodale. Il n'en est que plus significatif de le voir rester le Code de la Hongrie du XVIII^e siècle et du début du XIX^e, et dominer encore de son esprit celle du commencement du XX^e. « Sous le nom et l'appellation du peuple, entendez uniquement », dit Verböczy, « les seigneurs prélats, barons et autres magnats, et tous les nobles, mais non les non nobles. Sous le nom de plèbe, on n'entend que les non nobles ». Quatre privilèges essentiels distinguent le noble du non noble : sa personne est inviolable, sauf jugement ou mandat légal ; il ne dépend de personne, sauf du roi couronné ; il ne paie pas d'impôts ; et si le roi attente à ces libertés constitutionnelles, il a le droit de résister par les armes. Ce dernier privilège fut aboli en 1687 ; les autres subsistèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime. *Primæ nonus*, le titre IX de la première partie du *Tripartitum* qui les définit, que de fois, dans les violents débats de l'ère des réformes, les défenseurs de la tradition l'ont-ils invoqué comme l'arche sainte de la liberté, le pilier de la Constitution, la base même de l'existence nationale de la Hongrie !

En droit et en théorie, tous les nobles sont égaux : riches à millions ou gueux, descendants authentiques des compagnons d'Arpád ou bourgeois et vilains sur les lettres de noblesse desquels l'encre de la signature du roi¹ n'a pas encore eu le temps de sécher, il n'y a pas de différence au regard de la loi : la noblesse est une seule et même, *una eademque nobilitas*. En fait pourtant elle se divise en deux grandes catégories : l'une est titrée, les magnats ; l'autre comprend les simples gentilshommes. Le nom de

1. Dans les premiers temps, l'anoblissement comportait une donation de terres royales, contrepartie de l'obligation du service militaire qui incombait au noble. A partir du commencement du XIV^e siècle, le gaspillage du domaine contraignit les rois à se départir de cette règle et à faire des nobles par simples lettres royales qui conféraient des armoiries ; d'où leur nom, *armalistæ*. Marczali, *Magyarország története*, 259.

magnat remonte au premier quart de xiii^e siècle, au règne d'André II, le souverain prodigue qui partagea le plus clair du domaine royal à des courtisans dont les plus favorisés s'élevèrent ainsi au-dessus du reste de la noblesse. Les titres, à l'imitation du Saint-Empire, se rencontrent à partir du début du xv^e siècle¹. Le droit public consacre la distinction des deux noblesses par la division de la Diète en deux Chambres, haute et basse, magnats et ablégats, à partir de 1608². C'est, juridiquement, la distinction des nobles qui ont droit d'être convoqués personnellement à la Diète, et de ceux qui ne sont appelés qu'à y être représentés par leurs députés (ablégats) ; historiquement et socialement, la différence de la très grande ou grande propriété foncière, donc de la très grande ou grande richesse, et de la propriété ou de la fortune plus modeste, parfois même de la misère blasonnée ; politiquement, à partir de la restauration du pouvoir monarchique au milieu du xvii^e siècle, le contraste de l'esprit aulique et catholique, tout dévoué à la dynastie et à sa politique, et de l'esprit d'opposition nationale et protestante. Les magnats, dans l'histoire de la Hongrie, du moins après Joseph II, c'est l'éclat, le lustre, la façade ; la simple noblesse, c'est la vraie puissance politique. Si, depuis 1867, l'influence des magnats a grandi, c'est qu'ils ont pris le rôle d'alliés et de chefs de la noblesse, et fait désormais cause commune avec elle.

Le nom de magnat a frappé l'imagination populaire. Elle se représente volontiers ceux qui ont droit à ce titre envié tout auréolés de richesse et de gloire, fiers paladins orientaux, descendants en droite ligne des conquérants d'Arpád. Les magnats, en réalité, sont une classe fort hétérogène, où se rencontrent, à côté de quelques rares aristocrates de vieille souche, dont la lignée remonte au ix^e siècle, une grande majorité de familles d'illustration beaucoup plus récente. L'opportune conversion d'un Esterházy, dans la première moitié du xvii^e siècle, a valu à

1. Marczali, *Magyarország története*, 139, 259.

2. *Ibid.*, 464.

sa famille, jusque-là de moyenne noblesse protestante, des titres de princes et de comtes du Saint-Empire¹, la plus grande fortune du pays, des domaines qui formaient un véritable royaume dans le royaume. Les comtes Hadik doivent à Marie-Thérèse leur rang et leur richesse. Le titre de nombre d'autres familles ne date que de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e. Usée dans les luttes civiles, la vieille aristocratie hongroise s'est deux ou trois fois renouvelée presque en entier : au XV^e siècle, sous Sigismond et Mathias, puis à la fin du XVI^e et au commencement du XVII^e, quand, par les suites de la conquête turque, nombre d'anciennes maisons disparurent ou déchurent. Dans sa structure actuelle, elle ne date guère que du temps de Marie-Thérèse. Ainsi s'explique qu'après avoir été, aux siècles précédents, féodale, turbulente, dangereuse à l'autorité royale, elle ait, au XVIII^e siècle, redevenue en majorité catholique pour plaire à une cour catholique et mériter ses faveurs, présenté le modèle achevé d'une aristocratie loyaliste et courtisane. En l'attirant à sa cour, et en multipliant par des mariages les liens qui la rattachaient à l'aristocratie autrichienne, Marie-Thérèse a travaillé et réussi à lui donner un sang et un esprit non plus purement hongrois, mais autrichien, c'est-à-dire aulique. Aux armées, dans la diplomatie, dans la politique, les grandes familles hongroises se confondent désormais avec les grandes familles autrichiennes, ou plus exactement « impériales » ; elles entrent dans cette aristocratie composite qu'attire dans l'orbite de la « sérénissime maison impériale » l'éclat de la couronne unique des empereurs et la grandeur d'une politique catholique universelle, la séduction mystique du Saint-Empire. Aux Diètes hongroises, la « Table » des Magnats, toujours d'accord avec le gouvernement de Vienne, arrête ou tout au moins retarde les motions trop nationales ou trop radicales de la « Table » basse. La plupart des magnats sont incapables de parler magyar, car l'allemand est leur vraie

1. Marczali, *Magyarország története*, 458, 578, 258-9, 427, 520, 534 (en 1687, 170 seigneurs étrangers reçurent d'un coup « l'indigénat » hongrois). Cf. Jászi, *op. cit.*, 279.

langue maternelle ; Széchenyi lui-même, le grand réformateur, n'a appris qu'assez tard à s'exprimer correctement et à écrire dans l'idiome de ses ancêtres ; son journal est tenu surtout en allemand. Par leur culture européenne, par leurs relations avec la société étrangère, par l'ouverture d'esprit que procuraient à beaucoup d'entre eux de grands voyages, les magnats auraient pu être un élément précieux de la vie publique de la Hongrie, corriger par leur vue du monde plus étendue, par leurs idées plus larges, par leur sens de la politique internationale, ce qu'il y avait dans l'horizon de la noblesse provinciale de trop étroit, de trop jalousement national ou cantonal. Mais leur loyalisme exclusif, leur docilité servile aux volontés de Vienne les rendent suspects à la Hongrie ; « l'absentéisme » les coupe de tout contact avec la nation : leur luxe et leur orgueil suscitent l'envie et la haine de la noblesse qui se tient pour leur égale en sachant qu'elle ne l'est pas. Ainsi leur résistance ne fait qu'exaspérer ses impatiences. Prédestinés à être médiateurs entre le roi étranger et la nation jalouse de ses droits et de son indépendance, entre la Hongrie, la monarchie et l'Europe, ils n'ont pas su prendre ou tenir ce rôle. Non seulement la force qu'ils pouvaient représenter est perdue pour le pays, mais à les trouver toujours dressés contre elle la noblesse s'exaspère, accentue ses prétentions à être seule le pays, corse son programme national, et exige plus impétueusement qu'il soit adopté et appliqué.

Dans la Chambre basse, elle est chez elle, et entre soi. Elle n'y est pas seule : à côté des juges de la cour royale, à côté des procureurs des magnats empêchés de prendre part aux sessions de leur Chambre, qui siègent sans voter, elle comprend les députés des chapitres épiscopaux, des districts privilégiés et des villes, un seul pour chacune de ces trois catégories. Le vrai corps délibérant et votant, c'est la réunion des députés de la noblesse¹. Elle est l'héritière de l'ancienne assemblée générale des hommes libres, plus tard des nobles, fondée sur le principe de la

1. Eötvös, *Die Reform in Ungarn*, 8.

comparution personnelle, qui, dès le commencement du XIII^e siècle, commença à céder du terrain au principe représentatif, pour disparaître complètement et définitivement devant lui au milieu du XVI^e¹. Chaque comitat députe à la Diète deux « ablégats » munis d'instructions impératives, sujettes à revision en cours de session au gré des mandants, et à complément sur l'initiative des mandataires dès que surgissent des questions ou des incidents imprévus. La Chambre basse ne représente donc que la noblesse provinciale. Elle en est d'ailleurs une image inexacte ou déformée; la population noble est inégalement répartie entre les comitats, la moitié concentrée dans 12, un sixième au contraire dispersé dans 27 ; c'est donc souvent la minorité des nobles qui forme la majorité des voix à la Diète². Mais elle reflète fidèlement l'esprit, les préjugés, les aspirations foncières de cette classe. Ce qui l'empêche de les faire triompher sans de longs combats et de grandes concessions, c'est le pouvoir de la Chambre des Magnats, qui balance le sien, c'est le pouvoir du roi, qui souvent manque à la règle constitutionnelle de la triennialité des Diètes, qui refuse sa sanction aux lois que lui présentent les Chambres, et même parfois, tant est grande la défiance réciproque des deux facteurs de la législation, à celles qu'il leur a proposées lui-même, si elles ont été accueillies avec trop d'empressement, c'est aussi les faiblesses des députés, c'est enfin l'incertitude du règlement qui laisse un large champ à l'arbitraire du président. Le principe de la majorité n'est pas admis formellement et sans réserves ; il se heurte à la maxime que les votes doivent être, « non comptés, mais pesés » et que l'opinion « la plus saine » doit l'emporter. Or le président de droit de la Chambre est un fonctionnaire à la dévotion du roi, le président de la Cour royale, qui, on l'a vu à plus d'un conflit dans les années troublées de la fin de l'ancien

1 Marczali, *Magyarország története*, 424.

2 Eötvös, *Die Reform in Ungarn*, 38. Trois comitats comptaient chacun plus de 30 000 nobles ; dans un autre, il ne s'en trouvait que 300. *Ibid.*, 20.

régime, a bien des moyens d'agir sur les résolutions de l'assemblée.

Mais dans le comitat, la noblesse est maîtresse absolue ; c'est sa forteresse, son rempart, la pierre angulaire de la Hongrie féodale. Sur une circonscription d'étendue variable, mais en moyenne égale à l'un de nos départements actuels, le comitat est l'ensemble, « l'université » de la noblesse du territoire, groupée en une sorte de syndicat pour y exercer toutes les attributions qui ailleurs ressortissent de l'administration d'Etat. Justice, finances (sauf les régales), recrutement, réquisitions et fournitures militaires, entretien des voies de communications, tout cela relève du comitat. A époques régulières, en dernier lieu chaque trimestre, toute la noblesse du comitat se réunit en assemblée générale, en « congrégation ». Tous les trois ans, la « congrégation » procède par l'élection au renouvellement, à la « restauration » du corps des fonctionnaires, du « magistrat ». Le premier de ces fonctionnaires, *l'alispán*¹ ou vicomte, jouit d'un très grand pouvoir : il est le roitelet de cette petite république noble indépendante, armée du droit de légiférer pour son territoire par ses « statuts », de correspondre par circulaires avec tous les autres comitats du pays sur les questions politiques, d'organiser dans la noblesse des mouvements d'opinion, initiative et surtout résistance, d'envoyer des adresses au roi, d'intervenir donc de toute façon dans la politique générale. Le chef nominal du comitat, qui y représente le roi, le comte suprême, *főispán*, est sans pouvoir réel en face de la noblesse organisée, réduit à un rôle presque purement décoratif et de figuration. C'est le plus souvent un magnat, grand propriétaire dans le comitat, fréquemment investi d'un autre haut emploi de cour ou d'Etat, et qui préfère la vie facile et brillante de Vienne à un travail monotone dans la solitude « scythe »² d'une province barbare et endormie. Ainsi par l'indifférence et l'absentéisme tombent en oubli

1. Il y a deux *alispánok*, le premier de beaucoup le plus influent.

2. Expression souvent employée dans la première moitié du XIX^e siècle, en souvenir des plaines de la mer Noire où les Magyars avaient séjourné avant d'entrer en Hongrie.

ou se rouillent les moyens d'action efficaces que la loi met aux mains du comte suprême, et dont le principal est le droit de dresser la liste des candidats pour les « restaurations » triennales. Quand le gouvernement se trouve dans la nécessité de déployer de l'énergie, par exemple pour briser une résistance trop opiniâtre à des mesures qu'il tient pour indispensables, ne pouvant faire fond sur ses comtes suprêmes, il envoie dans les comitats récalcitrants des commissaires royaux extraordinaires ou des « administrateurs ». Lorsqu'en 1845 il résolut d'intervenir à fond dans les élections à la Diète pour s'assurer une majorité, sur 52 comtes suprêmes, 32, trop mous ou incapables, durent être remplacés par des administrateurs¹. En pareil cas, les fonctionnaires de comitats s'entendaient à rendre par toute sorte de chicanes et de niches la vie dure, parfois impossible aux intrus, agents trop zélés du pouvoir royal. En 1823, les commissaires royaux chargés de procéder à une levée inconstitutionnelle d'impôts ne purent dans plusieurs comitats avoir raison de la résistance des fonctionnaires qu'en les faisant mettre en prison et en les y tenant parfois plusieurs semaines. Le comitat de Bars donna alors l'exemple, resté unique, mais qui fit sensation, d'une grève administrative : il invita tout son corps de fonctionnaires à démissionner, et le commissaire royal, ne trouvant à la limite du comitat aucune autorité capable même de lui procurer des chevaux, dut renoncer à remplir sa mission. Le gouvernement saisit avec empressement l'occasion de pactiser avec les rebelles ; il conclut avec eux un véritable compromis et leur accorda la convocation de la Diète². Tout est exceptionnel, sans doute, dans ce cas : le moment, l'occasion, l'audace, le succès. Mais ce n'est, en vérité, qu'affaire de proportions, et la vie quotidienne de ces petites républiques nobles, toujours en défiance du pouvoir et en lutte avec lui, est pleine de traits du même genre, où paraît le même esprit. C'est pour cette tenace et heureuse résis-

1. Dans la seule Hongrie, sans la Transylvanie et la Croatie. Acsády, *op. cit.*, 710.

2. Horváth, 25 Jahre, I, 105, 114-5.

tance aux empiètements de la royauté et de ses conseillers étrangers que l'histoire patriotique magyare a nommé les comitats les « boulevards de la Constitution ».

Ils ont été surtout les boulevards de la noblesse, d'abord contre l'oligarchie, plus tard contre la royauté. C'est le ^{xiii}^e siècle qui voit se former, à la place de l'ancien comitat royal, le comitat noble. Combinaison du comté carolingien et de la *župa* slave, le comitat royal était le groupement des hommes d'armes du roi, les *servientes*, sur des terres du domaine, autour d'une forteresse dont le commandant, l'*ispán*¹, était à la fois gouverneur du territoire et chef militaire des *servientes*. Institué par saint Etienne, ce comitat royal perdit de plus en plus de son importance à mesure que se marquaient les progrès de la féodalité, et il n'en resta plus rien quand le domaine royal eut été gaspillé par André II, dont le règne est un de ceux qui ont produit en Hongrie les plus grands changements sociaux. Enrichie et enhardie par ses prodigalités, l'aristocratie lui arracha en 1222 la célèbre Bulle d'or, que les Hongrois aiment à comparer à sa contemporaine, la Grande Charte anglaise, et qui est la source des privilèges cardinaux de la noblesse tels que Verböczy les a codifiés trois siècles plus tard. La grande féodalité triomphe ; ses membres commencent à se donner le nom de magnats et de barons, et les simples gentilshommes, humiliés d'être *servientes*, prennent désormais le titre de *nobiles*. En 1232, dix ans après la Bulle d'or, la noblesse d'un comitat demande au roi la permission de se défendre elle-même contre les empiètements des grands propriétaires, puisqu'il est, lui son protecteur naturel, trop loin pour la défendre efficacement. Il consent, et aussitôt elle s'empresse de citer les grands devant le tribunal qu'elle vient de constituer. Le nouveau comitat est donc un groupement de la noblesse en vue de suppléer à la défaillance du pouvoir royal, de défendre ses libertés et de s'assurer une administration ordonnée². Dès la fin du siècle, l'institution fonctionne dans tout le royaume :

1. Le *Župan* des Slaves.

2. Marczali, *Magyarország története*, 168 ; Szekfü, *Der Staat Ungarn*, 49.

l'ispán, représentant du roi, ne juge plus qu'assisté de quatre « juges des nobles »; et le palatin, grand juge royal, ne peut plus tenir ses assises itinérantes dans le comitat qu'entouré de ce collège de cinq membres. Du premier moment, aussi, apparaît l'esprit d'exclusivisme du comitat noble : à peine né, il demande et il obtient qu'aucun emploi public ne soit plus donné à un non noble¹. La justice est la première de ses attributions essentielles, et celle qui s'étend le plus vite. Du coup se précipite l'évolution qui, d'une noblesse à l'origine toute militaire, va faire une noblesse avant tout légiste : les innombrables procès de successions, dus au système de l'« aviticité », exigent un corps de juges toujours plus nombreux, et à côté de lui font naître une classe d'avocats, la plupart également nobles. Les risques du service militaire et l'insécurité publique, qui expose le propriétaire parti pour la guerre à trouver, à son retour, son bien dévasté ou volé, poussent de plus en plus les nobles à se dégager du devoir d'ost, qui était à l'origine le prix et la raison d'être de leurs privilèges, et à en rejeter le poids sur les troupes permanentes, entretenues par le roi, les féodaux et les villes. Ce qui subsistait d'autorité ou de tutelle royale sur les comitats disparaît à la fin du xv^e et au xvi^e siècle : les assemblées de comitats se réunissent désormais de leur plein droit, sans convocation royale. Mathias Corvin, nettement favorable à la noblesse sur laquelle il veut s'appuyer pour lutter contre l'aristocratie féodale, remet aux comitats, chacun pour son territoire, la fonction exécutive : ainsi, justice, administration, exécutif, leur autonomie est dès lors complète². Depuis 1550, *l'alispán*, suppléant de *l'ispán* royal, au lieu d'être nommé par lui, est élu par le comitat, et le droit de *l'ispán*, devenu *főispán*³ (*ispán* principal, comte suprême) se réduit à le présenter aux suffrages. Durant les troubles du premier siècle de la période turque,

1. Marczali, *Magyarország története*, 272.

2. *Ibid.*, 260-1, 288, 300, 352.

3. *Főispán* est resté, jusqu'à la fin de la Hongrie historique, le nom des chefs de comitats, devenus des sortes de préfets ou de présidents supérieurs prussiens.

pendant que s'affaiblit le pouvoir royal et que s'accélère la décadence des anciennes grandes familles aristocratiques, la noblesse, seule force organisée et cohérente qui subsiste, grandit en importance : le comitat devient alors pleinement la république noble autonome qu'il est resté, et qui à l'occasion ne craint pas de braver les ordres et les menaces du roi¹.

Par la restauration du pouvoir royal après la reconquête du pays, et par la formation de la nouvelle haute aristocratie, dynastique et catholique, le rapport des forces politiques du pays se modifie au détriment de la noblesse des comitats. Restée, sous le régime turc ou transylvain, protestante en grande partie et dans ses meilleurs éléments, elle se heurte partout au zèle recatholisateur des Habsbourg. Marie-Thérèse n'admet point de protestants aux emplois de l'Etat, sauf dans l'armée, et aux Diètes, par exemple en 1731, le parti catholique, les uns par conviction, les autres par intérêt, fait passer des lois qui, petit à petit, détruisent l'égalité et la liberté religieuses conquises par les insurrections, et réduisent le protestantisme à la condition d'une hérésie tolérée². La noblesse se réfugie donc de plus en plus dans la vie locale du comitat, et son penchant héréditaire à l'opposition s'y développe. Elle achève d'y prendre cet esprit juriste, fortement teinté de subtilité, de formalisme et de chicane, qui est si caractéristique de la mentalité politique magyare non pas seulement sous l'ancien régime, mais durant toute la vie de la Hongrie historique, et même après la catastrophe de 1918. Sous l'oppression habsbourgeoise comme jadis sous la menace turque, elle oppose au fait politique qui la blesse et la menace le texte des lois qui maintiennent ses droits et ceux du pays. Faute d'armes matérielles et de puissance réelle, elle fait appel aux armes spirituelles, à la puissance des idées et des mots ; elle subit le fait en le niant, elle affirme le droit au moment même où il semble le plus fragile et le plus compromis. Elle s'enferme dans

1. Marczali, *Magyarország története*, 352.

2. *Ibid.*, 574-579.

une illusion volontaire, dans un rêve obstiné. Elle paraît chimérique, et pourtant elle est politique. Sa tactique a réussi. Mais elle n'a réussi que pour un temps, et, après l'avoir sauvée, l'a perdue. Les traits les plus caractéristiques et les plus surprenants de l'esprit public hongrois ne s'expliquent que par cette longue période où la classe dirigeante a vécu dans l'irréel et l'idéal, contrainte, pour ne pas perdre courage et s'abandonner, d'opposer au fait hostile les textes auxquels elle se cramponnait de toute l'ardeur têtue d'une foi qui ne veut pas se laisser ébranler. Enfermée ainsi dans l'abstrait, la pensée concentrée sur le *Tripartitum*, fascinée par l'idéal de Verbcözy, comment eût-elle échappé aux dangers d'un horizon rétréci, confiné aux limites de la Hongrie? Si les magnats étaient trop peu hongrois et trop européens, elle, au contraire, était condamnée à être trop hongroise, trop peu européenne. Elle a pu défendre l'indépendance d'une Hongrie encore isolée, inconnue, lointaine, coloniale, asiatique ; elle a compromis et perdu l'existence même du pays du jour où, au xix^e siècle, les barrières tombées et les distances diminuées, la Hongrie s'est trouvée entraînée dans le tourbillon de la vie politique et économique de l'Europe.

On ne s'explique point la place que la noblesse a tenue dans l'histoire de la Hongrie si l'on ne tient compte de son nombre. Vers 1840, il y avait en Hongrie, chiffres ronds, sur 11 millions d'habitants, 550 000 nobles, donc presque exactement 5 p. 100 de la population. Ce rapport est d'une remarquable constance : on le rencontre dès l'époque de Marie-Thérèse, et lors du premier recensement sous Joseph II. Il n'a guère d'égal qu'en Pologne, où la noblesse forme aussi le vingtième de la population du pays. La France, à la veille de 1789, a dix fois moins de nobles que la Hongrie à la veille de 1848¹, une famille par 100 000 habitants, au lieu d'une par 10 000. En France, donc, 1 individu sur 175 est personnellement intéressé

1. Marczali, *Magyarország története*, 634, *Hungary in the XVIII th century*, 104 ; Taine, *Origines de la France contemporaine*, 28^e éd., I, 320-1 ; (voir cependant Lavissee, *Histoire de France*, IX¹, 184) ; Horváth, *25 Jahre*, I, 274 ; Eötvös, *Die Reform*, 2. Takács, *op. cit.*, 11, 17 ; Szekfü,

au maintien de l'ancien régime et des privilèges de la noblesse, en Hongrie 1 sur 20. C'est pourquoi la Hongrie féodale s'est si énergiquement, si tenacement défendue, et pourquoi, par dessus la Révolution de 1848, a réussi à se perpétuer dans la Hongrie contemporaine l'influence d'une classe qui joignait ainsi à la force de la tradition, de l'organisation et de la cohésion la puissance du nombre.

Du début de la conquête magyare jusque tout près de la fin de l'ancien régime, la noblesse a, d'un mouvement continu, comme aspiré à elle sans distinction d'origine, de race, de religion même, les meilleurs éléments de la population du pays. Aux classes inférieures, elle oppose un rigide exclusivisme. Les paysans, serfs ou corvéables, sont à ses yeux une espèce à peine supérieure de bêtes de labour. Pour la population des villes, elle a tout le mépris du guerrier pour le boutiquier. Mais aux individus elle s'est toujours montrée accueillante, ouvrant ses rangs à tous les mérites. En 1609, d'un seul coup, la loi anoblit 9 000 familles de soldats paysans, les haïdouques de Bocskay, qui, depuis lors et jusqu'en 1848, ont été constitués en un district noble privilégié¹. Semblable fournée est unique : mais la création de nouveaux nobles, par

Der Staat Ungarn 143. *Három nemzedék*, 70. A l'époque de Marie-Thérèse, on comptait 65 000 familles nobles, vers la fin de l'ancien régime 136 000 : entre ces deux moments, la population totale a doublé. — La statistique officieuse de Fényes, qui correspond à l'état de 1840, donne 544 372 nobles. A tabler sur 136 000 familles, en moyenne de 5 membres, ce qui n'a sûrement rien d'exagéré, on trouve 680 000. Le grand poète Kölcsey, dans un discours prononcé à la Diète de 1834, opposait la volonté de 700 000 nobles à celle de 500 magnats. Le chiffre de Fényes paraît donc le plus modéré. Quant aux magnats, celui que donne Kölcsey ne peut correspondre qu'au nombre des membres de la première Chambre, où étaient représentées dans leurs diverses branches 168 familles (Eötvös, *Die Reform*, 7). A tabler sur le chiffre de Kölcsey, et à supposer la famille moyenne de 5 personnes, la haute aristocratie aurait compté 2 500 membres, c'est-à-dire un peu moins de 1/2 p. 100 de la noblesse. Alors qu'en Hongrie il y avait 1 noble sur 20 habitants, il y en avait en Galicie 1 sur 68, en Lombardie et Vénétie 1 sur 300, dans les provinces allemandes d'Autriche 1 sur 350, en Bohême 1 sur 828. Szekfü, *Három nemzedék*, 70.

1. Marczali, *Magyarország története*, 465. Ces irréguliers se nommaient *hajdu*, *pluriei hajduk*.

donation royale ou par simple collation d'armoiries, est ininterrompue. Magyars, Slaves, Allemands, Roumains, étrangers, la variété de noms qui, de tout temps, se rencontre dans la noblesse hongroise montre combien, sur ce point, elle était exempte de préjugé national : l'origine des Hunyade est roumaine, celle de Kossuth slovaque. La seule vertu du privilège commun, la puissance de l'esprit de corps et de la tradition de caste suffit à amalgamer ces éléments si divers, à forger entre eux une indissoluble solidarité. Voilà la vraie force de l'élément magyar. S'il a pu prendre et surtout conserver la suprématie dans l'État et dans la société hongroise, c'est parce que, pendant longtemps — jusqu'à ce que les vagues du mouvement démocratique issu de la Révolution française atteignent la Hongrie — il a formé, dans sa noblesse, la seule élite du pays, et il y a vraiment formé une élite, il a, par sa noblesse, comme « écramé » les allogènes. De race, la noblesse a cessé très tôt d'être purement ou surtout magyar; d'esprit, de tradition, d'âme, elle l'est toujours restée, si mélangée de sang qu'elle fût. Il y a là un des plus curieux phénomènes de mimétisme qui se rencontrent dans l'histoire : celui de cette masse d'éléments disparates et hétérogènes, qui se magyarisent en quelque sorte par l'imagination dans une Hongrie dont toute la vie publique se déroule en latin, et alors que nombre d'entre eux ne parlent même pas magyar. C'est que leur nationalité, c'est leur privilège ; leur privilège se fonde sur la conquête, et la conquête a été magyare. D'ailleurs, Magyars de cœur, comment ne le deviendraient-ils pas un jour de langue ? A la fin de l'ancien régime, les six septièmes de la noblesse sont de race magyare, c'est-à-dire parlent magyar¹.

Aristocratie, et des plus fermées, au regard des classes non privilégiées, la noblesse n'est pas, dans son propre sein, une démocratie égalitaire. Non seulement les magnats se distinguent du commun des nobles et s'opposent à lui, mais, parmi les simples gentilshommes, la différence des

1. La Croatie bien entendu non comprise. Takács, *op. cit.*, 17 ; Szekfű, *Három nemzedék*, 74 : 464 000 Magyars, 58 000 Allemands, 21 000 Roumains.

fortunes crée trois catégories très nettement tranchées : l'une de grande ou d'assez grande propriété, l'autre de condition plus modeste, et la dernière enfin qui n'a pour tout bien, ou presque, que ses armoiries, et dont le niveau de vie est celui des paysans, parfois même des simples journaliers agricoles. 400 000 familles en chiffres ronds sur 136 000, donc les trois quarts de la classe noble, appartiennent à ces deux dernières catégories, et leur nombre ne peut qu'augmenter à mesure que par les partages successoraux s'accroît le morcellement de la propriété¹. Les autres, les 36 000 familles riches ou aisées, forment donc une élite dans l'élite. Elles occupent les emplois du comitat, ou en disposent en faveur de leur clientèle ; elles fournissent les ablégats que la congrégation du comitat délègue à la Diète. Tous les nobles ont les mêmes droits politiques : mais, comme le remarque Eötvös, les seuls qui puissent les exercer sont « ceux qui sont assez à leur aise pour pouvoir, souvent à l'époque des plus urgents travaux des champs, passer une semaine au chef-lieu du comitat » où se tient la congrégation ; « les pauvres ne peuvent vendre leur voix au plus offrant que si quelqu'un les y a fait conduire à ses frais² ». Les magnats, propriétaires le plus souvent dans plusieurs comitats, s'abstiennent, par dédain et indifférence, de prendre part à l'administration d'aucun. La grande propriété de main-morte, qui appartient aux Eglises, à des fondations, au domaine, est représentée par des fonctionnaires auxquels cette qualité même ôte toute autorité. Toute la machine des comitats est ainsi entre les mains des 11 000 *táblabírák*, assesseurs de justice du comitat, élus parmi les « bonnes familles » : ils sont, en fait, le pays légal. Les plus à leur aise d'entre eux se consacrent aux affaires publiques par tradition et sentiment du devoir : noblesse oblige ; le reste, parce qu'il en vit³. Derrière la façade où s'étalent

1. Takács, *op. cit.*, 11.

2. Eötvös, *Die Reform in Ungarn*, 54-5.

3. Takács, *op. cit.*, 15 (citation du comte Aurèle Dessewffy). Eötvös, *Die Reform*, 161. *Táblabíró*, au pluriel *táblabírák*, fonction créée par une loi de 1613, et réservée, dans l'esprit de la loi et par la coutume, aux

fièrement les grandes formules : « Tout noble, quelle que soit sa fortune, élit librement son juge. Tout noble a un droit égal de participer aux résolutions du comitat et peut, par le vote des instructions, exercer son influence sur la législation. Tout noble a un droit égal à revêtir les emplois publics », se cache une réalité toute différente : « La vie des comitats... ne représente le plus souvent qu'une oligarchie de familles prééminentes, qui, sous le couvert de l'égalité de droit des nobles, assurent leurs intérêts ¹. » C'est un système de clans ou de fiefs. Chaque comitat a sa dynastie ou ses dynasties, et la coalition des chefs de clans mène le pays. La plus remarquable de ces dynasties de roitelets de comitats a été celle des Tisza, maîtres non sans lutte — car une rivalité aiguë leur opposait celle des Beothy —, et cependant presque incontestés du comitat de Bihár jusqu'à la dernière heure de la Hongrie historique ².

La coutume, plus puissante que le droit écrit, réduisait donc la petite et très petite noblesse à jouer dans les comitats le rôle passif des figurants. Propriétaires de domaines si petits qu'ils n'en pouvaient tirer de quoi vivre, tenanciers — il y avait 4 000 familles nobles dans ce cas — de terres paysannes pour lesquelles ils payaient la contribution, journaliers agricoles même, ces nobles en sandales, comme on les nommait, n'avaient point voix au chapitre sous un régime où il était admis que l'opinion non la plus nombreuse, mais la plus saine devait l'emporter. Ils n'en étaient que plus passionnément attachés au privilège qui, à l'occasion, dans une restauration disputée, leur valait à titre d'électeurs bonne chère et même un peu d'argent ³, et en tout temps mettait entre eux et les vilains

bonnes familles de la noblesse; Marczali, *Magyarország története*, 464. De ce titre d'honneur les écrivains autrichiens, superficiels et ignorants, ont fait un terme de moquerie; un *táblabíró* est, pour eux, un hobereau lourd et borné.

1. Eötvös, *Die Reform*, 54-5. V. aussi Marczali, *Magyarország története*, 641.

2. Szekfü, *Három nemzedék*, 76, qui donne encore d'autres exemples semblables dans les comitats de Szepes (Spiš, Zips) et de Tolna.

3. Marczali, *Magyarország története*, 641-3; Horvath, *op. cit.*, II, 165-7; Halász, *Egy letűnt nemzedék*, 149-152; Acsády, *op. cit.*, II, 686-7.

une distance au maintien de laquelle ils veillaient d'autant plus jalousement que, pour le reste, leurs conditions étaient plus semblables. Aussi, lorsque le vent des réformes commença à souffler en Hongrie, après 1825, les conservateurs n'eurent-ils point de peine à les dresser contre les partisans des idées novatrices. Au nom de l'ordre établi et du respect des droits historiques, le nombre fut opposé à l'autorité traditionnelle, et les arguments combattus à coup de gourdin par des masses grossières fanatisées¹. Mais, une fois déchirée la fiction séculaire sur laquelle avait reposé jusque-là toute l'institution, c'était le système tout entier du gouvernement de la Hongrie féodale qui apparaissait intenable : le comitat livré à la foule des nobles en sandales, c'était la plus sanglante satire d'un régime qui, déjà suranné, reculait d'un coup de plusieurs siècles.

Dans une série d'articles politiques, réunis en un volume, *La réforme en Hongrie*, qui parut aussi en allemand, et dans un roman passionné et pathétique, *Le notaire de village*, Eötvös, le grand adversaire des comitats, a découvert toutes les tares, étalé tous les vices d'une institution que ses défenseurs exaltaient comme le palladium des libertés constitutionnelles et de l'existence nationale de la Hongrie. Pour en montrer la valeur, pour en caractériser l'esprit, quelques chiffres suffisent. Le budget des dépenses de l'administration qui incombait aux comitats se montait, en 1834, à 3 millions de florins en chiffres ronds, levés sous le nom de « contribution domestique », et naturellement sur les seuls non-nobles. Là-dessus, 400 000 florins passaient en non-valeurs ; 125 000 étaient consacrés aux routes et ponts, 116 000 aux prisons, 10 000 aux veuves et orphelins, 2 000 000 formaient les frais généraux d'administration. Ceux-ci comprenaient 570 000 florins de traitements pour les fonctionnaires, plus 382 000 de frais de voyage et 160 000 d'indemnités ; 400 000 de salaires et 127 000 d'habillement pour les haïdouques², les huissiers

1. On appelle ce régime « bunkocratie », de *bunkó*, massue, gourdin.

2. A la fois gendarmes et huissiers du comitat.

et le personnel de service ; 400 000 environ de dépense diverses, 54 000 de frais de bureau, 105 000 de bâtiments¹. On dépensait donc pour habiller les haïdouques trois fois plus que pour construire et entretenir les routes et ponts dans tout le pays : il est vrai que leur uniforme était éclatant, et qu'ils appliquaient magistralement la bastonnade dont la justice ne se montrait pas chiche envers les serfs.

Telle est, tout près du milieu du XIX^e siècle, à quelques années de la révolution, l'organisation de la Hongrie féodale. Elle réussit sans doute à gêner et à contenir le pouvoir royal, mais non point à donner au pays l'administration, moins encore le gouvernement à défaut desquels il lui est impossible de s'élever à des institutions plus modernes et mieux adaptées aux nécessités de son développement, capables d'assurer sa prospérité. Elle perpétue dans un monde transformé des idées surannées ; elle fige dans les cadres du Moyen âge toute la vie d'un peuple et d'un Etat de l'Europe moderne, elle en gaspille l'activité, elle en arrête le progrès, elle en fausse la direction. Seule la condition de noble est enviable en Hongrie, car seul le noble a des droits, seul — avec la bourgeoisie des villes, qui n'est pas plus nombreuse que la noblesse², — il est libre, seul il est non pas seulement un sujet, mais un citoyen. L'établissement du servage, après la Jacquerie de 1514, a brutalement interrompu l'évolution normale qui jusquelà, d'un mouvement continu, élevait les classes non privilégiées de leur esclavage originaire à la liberté, préparait à la Hongrie une classe moyenne de citoyens. Retrouver la liberté perdue est devenu désormais l'idéal du paysan, mais il ne peut la retrouver qu'en devenant noble : et la noblesse ne s'acquiert pas par le travail, mais par la chance et les aventures³. Non moins que la domination d'une dynastie étrangère, non moins que l'occupation turque et les guerres dont la Hongrie a été durant deux cents ans le théâtre, ce fait historique explique qu'elle soit restée

1. Takács, *op. cit.*, 15.

2. 575 000, mais dans ce chiffre est comprise la population des villes-villages de la plaine hongroise. Szekfű, *Három nemzedék*, 70.

3. Marczali, *Magyarország története*, 381.

féodale, arriérée, anachronique dans ses institutions jusqu'à la fin de l'ancien régime, et dans toute sa mentalité encore bien longtemps après qu'il eut disparu.

III

Economiquement et politiquement, la Hongrie d'ancien régime est sur tous les points, en retard sur l'Occident de deux siècles au moins, et souvent de trois. « Je n'exagère pas », disait en 1878 un écrivain saxon de Transylvanie, « en affirmant que de 1430 à 1830 il y a beaucoup moins loin que de 1830 à 1870 pour tout ce qui regarde l'état de la société, l'administration publique et les conditions économiques ¹. »

C'est qu'il n'y a sans doute pas de terre en Europe où plus souvent les hommes aient dû reprendre à pied d'œuvre tout le travail de la civilisation, où à tant de reprises les résultats de siècles d'efforts aient été anéantis en quelques années, parfois en quelques mois. Par sa position géographique au centre du continent et au point de contact de l'Occident et de l'Orient, la Hongrie était vouée à être un champ de bataille et une route de peuples. Prise pour base d'opérations par les nomades venus des steppes de l'Asie — Attila résida de préférence près de Szeged, et les Avars campèrent dans l'Alföld, qui leur rappelait les vastes étendues de la plaine scythe —; disputée au ix^e siècle, dans une âpre lutte, entre Germains et Slaves, et presque déserte lorsqu'y parurent les conquérants magyars; traversée par les croisés, submergée au xiii^e siècle par l'invasion mongole, dont le flot vint mourir à ses frontières occidentales, elle a encore, elle a surtout subi, durant plus de deux cents ans, à l'époque même où les grands États de l'Occident parvenaient à l'unité, à la puissance, à la richesse, les ravages des attaques et de l'occupation turque. Sur son sol ont été remportées, à partir du milieu du xvii^e siècle, les victoires par lesquelles la chrétienté a commencé à

1. Meltzl, cité dans Jászi, *op. cit.*, 313.

refouler la puissance ottomane. Au moment où s'achève la reconquête, près de la moitié du pays, la plus fertile et la plus riche, est déserte, et le reste pour être en moins fâcheuse condition, ne s'élève guère au-dessus du niveau que l'Occident avait atteint à l'issue du Moyen âge.

A la fin du ix^e siècle, quand les Magyars franchirent les Carpathes, la Hongrie était presque vide. Sur une superficie de 250 000 kilomètres carrés environ¹, les indigènes, tous slaves ou slavisés, Moraves au Nord, Slovènes à l'Ouest et au Sud, étaient-ils un million, ou un demi-million seulement? Ce que disent les textes de la rareté des établissements humains, ce que l'on sait de l'étendue des forêts et des marécages, plaide pour le chiffre le plus bas². Les conquérants n'étaient pas plus de 100 000, dont 20 à 25 000 guerriers³. Leur civilisation était plus primitive encore que celle des indigènes, mais de bien peu. Ce fut par les razzias du x^e siècle que commencèrent en même temps à s'augmenter la population et à s'élever la culture du pays. Les premiers immigrés furent les captifs de toute nationalité et de tout état, surtout Italiens et, en moins grand nombre, Allemands, qui, avec la main-d'œuvre agricole dont elle manquait, fournirent à la Hongrie ses premiers artisans. Une immigration libre commença d'ailleurs presque aussitôt : peu après le milieu du x^e siècle, on voit des mineurs, appelés de Bohême, organiser le travail dans les mines hongroises. La fertilité du pays était légendaire ; la première croisade s'extasia de voir les champs couverts de meules de blé, et la quatrième d'être, à sa sortie du royaume, comblée par le roi Colo-

1. La superficie du royaume de saint Étienne, avant octobre 1918 était de 325 411 kilomètres carrés, dont 57 804 pour la Transylvanie et 42 562 pour la Croatie-Slavonie et Fiume. La Transylvanie ne fut occupée que quelques dizaines d'années après la Hongrie, et la Croatie rattachée au royaume qu'au xi^e siècle.

2. Un siècle plus tôt, la France, pour un territoire deux fois plus grand, comptait, semble-t-il, de 8 à 10 millions d'habitants. Il est vrai que M. Lévassieur, qui donne ce chiffre, d'après sa *Population française*, dans la *Grande Encyclopédie*, XVII, p. 997, en indique le caractère d'hypothèse sans preuve.

3. Acsády, *A magyar birodalom története*, I, 35.

man de provisions qui remplissaient des maisons entières¹. Sur leur immense domaine, les rois faisaient volontiers largesse de terres aux chevaliers venus d'Occident ou d'Allemagne pour se mettre à leur service, ou assignaient des champs, dans les régions encore incultes, aux paysans étrangers qu'ils dotaient de larges franchises. Telle est, entre autres, l'origine des privilèges des Saxons de Transylvanie, paysans des vallées rhénane et mosellane qui s'établirent vers le milieu du xii^e siècle dans la région où leurs descendants se sont, presque sans mélange, maintenus jusqu'aujourd'hui. Chacune des reines que la maison d'Arpád demandait aux cours étrangères amenait avec elle un cortège de ses compatriotes. Après l'affreuse dévastation des Mongols, qui, rejetant d'un coup le pays de deux siècles en arrière, le ramena à l'état où il se trouvait à l'avènement de saint Étienne, Béla IV chercha en Allemagne les colons qu'il lui fallait pour relever son royaume : le caractère allemand de la plupart des villes de l'ancienne Hongrie, leur droit municipal allemand date de là. Mais ces villes étaient étrangement bigarrées : dans les métiers, où l'on ne comptait guère de Magyars, se coudoyaient les étrangers les plus divers : à Pest, on trouvait établis des Bulgares, des Allemands du Sud, des Français, des Italiens (qui, à certains moments y donnèrent le ton), des Turcs, des Tziganes ; à Buda, des Allemands du Nord (qu'on appelait Saxons, pour les distinguer des Allemands du Sud, désignés sous le simple nom d'Allemands), des Magyars, des Italiens et des Juifs². Quand les Turcs avancèrent vers le Danube, des colonies de Serbes, fuyant devant l'invasion, passèrent en Hongrie. La plus importante fut celle de 50 000 immigrants qu'en 1481 Paul Kinizsy, le victorieux général de Mathias Corvin, installa dans la région de Temesvar ; chargée de défendre ce pays contre les Turcs, elle constitua, comme on l'a dit³ justement, « l'embryon des futurs Confins militaires ».

La misère de la Hongrie dans la période turque a été

1. Marczali, *Magyarország története*, 128.

2. Jászai, *op. cit.*, 241 (d'après Czoernig).

3. Auerbach, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 2^e éd., 425.

immense. Populations emmenées en esclavage — on vendit sur les marchés d'Asie Mineure, après Mohács et la prise de Buda, plusieurs centaines de mille de Hongrois, — villes et villages du territoire royal pillés et incendiés en pleine paix — en quinze ans, de 1627 à 1642, les Turcs, dans la Hongrie royale, tuèrent au moins 1 200 hommes, enlevèrent 4 500 esclaves, extorquèrent 239 000 florins de rançons, qui feraient 25 à 30 millions d'aujourd'hui, emmenèrent 15 000 têtes de bétail¹ —, villes et villages, villages surtout du territoire turc, ruinés par l'incessante augmentation des impôts, au point que souvent les paysans en arrivaient à vendre leur famille pour payer et à prendre ensuite la campagne comme haïdouques², guerres et disettes qui fauchaient encore les hommes par centaines de mille, c'est la même dévastation que l'invasion mongole, mais qui dure un siècle et demi. Quiconque, noble ou bourgeois, pouvait fuir le pays turc, se retirait dans la Haute-Hongrie, royale ou transylvaine, pour échapper au véritable esclavage qu'était la vie sous le régime turc. Les paysans, pour être plus en sécurité, abandonnaient leurs anciens villages dispersés, et se groupaient en grandes agglomérations, qui sont l'origine des villes-villages de l'Alföld : Hódmezővásárhely, par exemple, est la réunion de 31 anciens villages. Alors reparaît, comme après l'invasion tartare, la *puszta*, lande ou pâturage, énorme espace vide d'hommes, et l'élevage reprend la place que la culture avait commencé à lui enlever³. Un chiffre mesure les ravages de ces cent cinquante années : à la fin du xvii^e siècle, la population est retombée au nombre où elle était à la fin du xiii^e siècle au sortir de l'invasion mongole, et peut-être un peu plus bas : elle est, vers 1700, de 2 300 000 âmes⁴.

Le soudain essor que prend la Hongrie au sortir de cette

1. Salamon, *Ungarn im Zeitalter der Türkenherrschaft*, 221-2, 339-407.

2. *Hajdu*, sorte de soldat bandit; v. plus haut, p. 92.

3. Marczali, *Magyarország története*, 525; Cholnoky dans *Ungarn, Land t Volk*, 22, 47-8.

4. Acsády, *A magyar birodalom története*, I, 386; Jászi *A nemzeti államok, kialakulása*, 363.

longue épreuve rappelle, toutes proportions gardées, l'essor des Etats-Unis au xix^e siècle sous l'afflux de l'immigration européenne. Un pays devenu presque désert est, en moins d'un siècle, repeuplé et fécondé par des colons venus ou appelés de toutes parts. Quand le flot s'arrête ou du moins se ralentit, ces colons et leurs descendants suffisent, avec la population indigène, à prolonger, sur un rythme légèrement modéré, un mouvement qui, au cours du siècle suivant, a encore plus que doublé la population de la Hongrie, et décuplé au moins ses ressources, ses richesses, sa valeur économique, et par là son importance politique.

A peine les Turcs rejetés outre Danube, cette Hongrie fertile et déserte, comme par un gigantesque appel d'air, attire, aspire, pompe les immigrants. De 1720 à 1787, date du premier recensement à peu près méthodique, leur nombre approche de 2 millions : la population du pays passe de 2 600 000 à 8 millions ; en 1787, les immigrants et leurs descendants sont 2 800 000, donc plus que la population totale de 1720, et les Magyars, de 45 p. 100 de la population totale, sont tombés à 29 p. 100¹. Le plus gros contingent vient de l'Allemagne du Sud catholique, est « Souabe » : une chaîne ininterrompue de villages allemands couvre le pays jusqu'aux Carpathes de Slovaquie et aux confins de la Transylvanie, et, plus que jamais, les villes, peuplées d'artisans allemands, sont allemandes². Mais d'autres éléments étrangers contribuent à cette colonisation, Italiens, Espagnols, Français même : les villages lorrains du Banat ont gardé longtemps leur caractère français, et on reconnaît aujourd'hui encore facilement sous leurs noms magyars les anciennes formes françaises. Aux 200 à 300 000 Serbes qui, en 1690, à l'appel de Léopold I^{er}, avaient passé de la Vieille-Serbie sur le territoire hongrois, s'en ajoutèrent, au cours du xvii^e siècle, à peu près 400 000, et des Roumains aussi, par centaines de mille, vinrent rendre la vie à la terre hongroise³. A

1. Jász, *A nemzeti államok kialakulása*, 367, 377.

2. Marczali, *Hungary in the XVIII th century*, Cambridge, 1910, 207-8.

3. Jász, *op. cit.*, 368-70.

cette puissante immigration s'ajoute une vaste migration intérieure : de la Haute-Hongrie refluant sur l'Alföld les éléments magyars qui, un siècle plus tôt, avaient fui l'esclavage turc ; des Slovaques les suivent, que les propriétaires attirent pour leurs qualités réputées de bons travailleurs ; des Croates viennent au contact du Danube du côté de Presbourg, des Serbes pénètrent en Haute-Hongrie. C'est un afflux et un tourbillon de peuples. La population du pays triple en trois quarts de siècle ; mais dans certaines régions, en particulier l'Alföld, ou certaines villes, elle fait bien plus que de tripler : dans la Hongrie méridionale, entre le Danube et le Máros, la Tisza et la frontière de Transylvanie, elle décuple en moins d'un demi-siècle¹ ; dans les trois comitats de Krassó, Temes et Torontál, elle est, en 1787, dix-neuf fois ce qu'elle était en 1720². Le centre de gravité du pays se déplace ainsi, du Nord-Ouest et du Nord vers le Sud, vers l'Alföld. C'est donc une véritable révolution qui suit la retraite des Turcs. Avec les conditions de peuplement, elle bouleverse la texture ethnique de la population. C'est d'elle que date la bigarrure de la carte ethnographique de la Hongrie moderne, et c'est elle qui a posé, dans ses termes du xix^e siècle, le problème des nationalités en Hongrie. Elle n'a pas eu de moindres conséquences économiques. Par elle, la Hongrie est redevenue un pays vivant et un pays riche, ou du moins capable de remettre en valeur ses richesses naturelles. Mais un retard de plus de deux siècles ne se rattrape pas en peu d'années, lorsque surtout des institutions vieilles, qui répondent à d'autres conditions économiques et sociales, un système de gouvernement suranné accumulent les obstacles sur la voie du progrès. Chaotique, heurtée, disparate, contradictoire, la Hongrie, cent cinquante ans après le début de cette révolution économique, est encore, à la veille de sa révolution politique, comme si elle sortait à peine du Moyen âge.

Sa population totale, vers 1848, est, en chiffre rond, de

1. Jászi, *op. cit.*, 369.

2. *Ibid.*, 363.

11 millions et demi d'habitants¹. Elle a donc, en cent cinquante ans à peine, plus que quadruplé; mais elle ne donne encore qu'une densité kilométrique moyenne de 40 au kilomètre carré. Elle reste essentiellement rurale. Pour s'être accrue de moitié depuis le début du XVIII^e siècle, la population urbaine ne forme encore que le dixième de l'ensemble, alors qu'en Angleterre elle en est déjà la moitié, et en France le tiers². Il n'y a qu'une seule grande ville, Budapest, encore divisée d'ailleurs en deux communes distinctes, Buda et Pest : elles viennent d'atteindre ensemble le chiffre de 150 000 habitants, ayant, en cinq quarts de siècle, plus que décuplé leur population. Depuis la grande inondation de 1838, dont les terribles ravages n'ont pour ainsi dire pas épargné une maison, Pest, reconstruite en entier, a perdu son aspect de grand village de l'Alföld, aux maisons d'argile, et pris celui d'une ville moderne³. Cinq autres villes dépassent le chiffre de 30 000 habitants ; mais deux sont de ces énormes villes-villages, du type caractéristique des agglomérations de l'Alföld, et une autre, Debreczen, la seconde du pays, qui approche de 50 000 habitants, l'est aussi à moitié. Dans toutes les villes d'ailleurs, à trois ou quatre exceptions près sur cinquante, une grande partie des habitants, souvent même la plus grande, vit de l'agriculture, est rurale d'occupations et souvent d'esprit⁴.

Ces villes ne sont point des foyers de culture urbaine : leur niveau s'élève à peine au-dessus de celui de la campagne : le train de vie y est tout villageois, l'instruction

1. Ce chiffre correspond à l'année 1850, mais il est certain que celui de 1848 n'en diffère pour ainsi dire pas. *A geographical... survey of Hungary*, 32; Jászi, *op. cit.* 377. — La statistique hongroise distingue entre « l'État hongrois » ou « l'Empire hongrois » et « la Hongrie »; le premier comprend la Croatie-Slavonie, l'autre la laisse de côté. Fiume est, suivant les occasions, compté ou non dans la Hongrie. Tous les chiffres, donnés ici et par la suite, ne s'appliquent qu'à la Hongrie; la Croatie-Slavonie a toujours été ethniquement yougoslave, avant de le devenir politiquement.

2. Takács, *Társadalmi állapotok és törekvések Magyarországon*, 1830-1847, Budapest, 1909, 32; Thirring, dans *Ungar, Rundschau*, 1912, 816.

3. Acsády, *op. cit.*, II, 702-3.

4. Takács, *op. cit.*, 32.

à peine plus développée que dans les villages : en 1844, une loi d'organisation communale veut enlever aux illettrés l'éligibilité aux conseils communaux ; le parti libéral avancé proteste : ce serait favoriser la formation de cliques, car il ne resterait plus assez d'éligibles¹. Leur vie intellectuelle est donc très faible, leur rayonnement presque nul, surtout parce qu'elles sont en majorité allogènes, allemandes ou slaves : à Budapest même, l'élément magyar, qui en 1720 ne dépassait pas 8 p. 100, n'est encore, à la Révolution, que de 37 p. 100². D'ailleurs, dans tout le pays, la classe des intellectuels, en y comprenant, avec toutes les professions libérales, le clergé et les instituteurs, ne monte qu'à 60 000 hommes³. Le rôle économique des villes n'est pas moins modeste. Toute la population industrielle du pays, travailleurs des métiers et leurs familles, s'élève en 1847 à 335 000 individus, dont 80 000 au moins sont des artisans de villages, pour qui le métier n'est d'ailleurs qu'occupation accessoire et l'agriculture la principale profession. Il y faut ajouter les 23 000 ouvriers, répartis entre 528 usines, qui représentent la grande industrie : la population proprement ouvrière n'entre donc que pour 2 p. 100 dans le total des habitants de la Hongrie ; tandis qu'en Lombardie 1 habitant sur 8 est occupé dans l'industrie ou les métiers, dans l'Autriche allemande-slave 1 sur 14 ou 15, en Galicie même 1 sur 80, c'est ici 1 sur 89⁴. Singulièrement primitives, d'ailleurs, ces usines, et bien petites : on tient pour immenses celles qui occupent 100 ouvriers⁵. Encore cette classe ouvrière était-elle, dix ans auparavant, vers 1838, deux fois et demie moins nombreuse, et le chiffre des fabriques inférieur d'un sixième ; l'essor industriel de ces dix années est l'effet d'une propagande systématique, menée surtout par Kossuth. Le commerce a moins d'importance encore que l'industrie et les métiers — 21 000 personnes en vivent

1. Takács, *op. cit.*, 33.

2. Ungarn, *Land und Volk*, 116. Thirring, *loc. cit.*, 344.

3. Marczali, *Magyarország története*, 634.

4. Szekfű, *Három nemzedék*, 72.

5. Takács, *op. cit.*, 31.

vers 1840¹ — et est peut-être encore plus primitif. Sauf quatre ou cinq maisons à Pest, il n'y a pas de grand commerce national : la centaine et demie d'autres maisons de gros qui se trouvent à Pest, la dizaine de Presbourg, ne sont que des dépositaires et des agents de maisons de Vienne. Pour le crédit aussi, la Hongrie est entièrement dépendante de Vienne : la première banque hongroise, fondée seulement en 1841, n'est, en fait qu'une succursale de banque viennoise². Le commerce intérieur n'est presque que du colportage³. Comment un vrai commerce pourrait-il d'ailleurs se développer sans voies de communications? Le réseau ferré se réduit à deux tronçons, ensemble d'environ 150 kilomètres, ouverts en 1846 et 1847, qui marquent la double amorce des lignes de Pest à Vienne et de Pest à Szeged. Sur tout le territoire du royaume de saint Etienne, 325 000 kilomètres carrés, il y a juste 2.000 kilomètres de routes ; dans le plus grand et le principal comitat du royaume, celui de Pest, il y en a 33 ; 26 des 61 comitats d'alors n'en ont pas un⁴. Commerçants et artisans déclarent que le mauvais état des routes est le grand obstacle au commerce, et renchérit les marchandises du cinquième au tiers⁵. Sur certaines routes, et non des moins fréquentées, on n'avance pas de 10 kilomètres par jour, dans la boue, avec les lits de rivières qu'il faut franchir sans ponts, et les haltes d'un ou de plusieurs jours auxquelles on doit souvent se résigner pour attendre un temps qui permette de marcher. D'Osijek⁶ à Zagreb, pour une distance à vol d'oiseau, de 200 kilomètres, l'itinéraire normal passe par Budapest, Vienne et Gratz, triplant et plus la longueur du trajet : car le chemin direct n'est praticable que par grande sécheresse⁷. Sur tout le territoire hongrois, Croatie comprise,

1. Marczali, *Magyarország története*, 634.

2. Takács, *op. cit.*, 30.

3. *Ibid.*, 1.

4. Acsády, *op. cit.*, II, 703-4.

5. Takács, *op. cit.*, 30.

6. Essegg, Eszék.

7. Jüsü, *op. cit.*, 303-4.

il y a, pour plus de 12 millions et demi d'habitants, 477 bureaux de poste. Du comitat d'Ugoesa à Pest, sur un parcours direct de 300 kilomètres, que les détours des routes peuvent porter à 450 ou 500, une lettre met couramment vingt-trois jours¹.

L'enseignement à tous ses degrés avait commencé à attirer l'attention de l'Etat à l'époque de Marie-Thérèse. Les réformes de la grande reine donnèrent au pays un petit groupe d'hommes instruits, de l'école desquels sortirent plus tard les réformateurs. Dans l'ensemble, elles restèrent des promesses plus qu'elles ne devinrent des réalités ; et si l'élite en était, vers 1830, au point que l'on sait, on imagine en quel état demeurait la masse. Ici encore, d'ailleurs, comment un vrai progrès eût-il été possible dans une Hongrie médiévale et féodale ? En 1842, pour tout le pays, il y avait 7 030 instituteurs, tous confessionnels, car l'instruction était sous la surveillance des Eglises. Bon nombre d'entre eux ne savaient que lire et écrire, et n'avaient pour toute bibliothèque qu'un *Parfait secrétaire* et un livre de chants. Beaucoup étaient passés tout droit des bancs à la chaire, dès qu'ils avaient su exactement le peu qu'ils devaient à leur tour inculquer à leurs élèves². Dans l'enseignement secondaire, qu'il fût catholique ou protestant, dominait l'esprit jésuite. Les écoles supérieures protestantes passaient pour plus nationales : cependant, à la fin du XVIII^e siècle, les élèves sortaient des fameux collèges réformés de Sarospatak ou de Debreczen sans y avoir entendu parler ni de la langue ni de l'histoire de leur pays³. L'université, transférée par Marie-Thérèse de Trnava⁴ à Pest, et dotée à ce moment d'une chaire de magyar, était du seul niveau que tolérât l'Autriche, les professeurs n'ayant le droit que de commenter et d'amplifier des manuels imposés. Une censure rigoureuse et puérile empêchait l'introduction de livres et de journaux étrangers, et veillait anxieusement à l'inno-

1. Jászi, *op. cit.*, 304.

2. Takács, *op. cit.*, 27-8.

3. Jászi, *op. cit.*, 305-6.

4. Tyrnau, Nagyszombat.

cuité des produits de l'imprimerie indigène. Les études à l'étranger étaient strictement interdites. Sous la tutelle du régime patriarcal policier de l'Autriche gérontocratique, la vie intellectuelle de la Hongrie végétait. Mais est-il bien sûr que, laissée maîtresse d'elle-même, la Hongrie féodale eût été plus libérale et meilleure?

« En Hongrie, tout le peuple, pour ainsi dire est agriculteur : le souverain, les grands, les prêtres, les artisans, les Juifs et même les soldats. » Cette phrase d'une brochure anonyme parue en 1841¹ est exacte. La Hongrie est, en effet, encore un pays exclusivement agricole, et, à bien prendre, toute sa population vit de l'agriculture. Mais la vraie classe agricole, les paysans corvéables, qui forment les neuf dixièmes de la population, mènent l'existence la plus misérable et la plus précaire. Marie-Thérèse, en dépit des résistances de la noblesse, et sans avoir pris l'assentiment de la Diète, a, par un acte de pouvoir absolu, amélioré leur condition. Depuis son règlement de 1765, ils ont cessé d'être attachés à la glèbe ; la plus dure des servitudes que leur avait imposées la noblesse à la suite de la révolte de 1514 est donc enfin abolie ; ils ont le droit, leurs charges acquittées, de quitter la terre, le droit d'élever et d'établir leurs enfants comme ils l'entendent. D'autre part, leurs redevances diverses sont fixées. Outre un fouage d'un florin, et diverses prestations, par exemple trois jours comme rabatteurs à la chasse, elles comprennent la corvée, du sixième ou du tiers de l'année, selon qu'elle est faite avec attelage ou à main, et la dîme seigneuriale, qui est du neuvième des produits. Mais en cas de doute ou de contestations, c'est au tribunal du seigneur ou au comitat qu'ils doivent demander justice : de telle sorte que le propriétaire est ici, juge et partie. L'administration des communautés paysannes est sous sa dépendance, car il confirme, et en fait nomme, le syndic et le secrétaire, qui souvent s'entendent avec son intendant aux dépens des paysans. Aussi les dispositions protectrices de la légis-

1. Citée dans Takács, *op. cit.*, 31. Les soldats étaient agriculteurs dans les Confins militaires.

lation de Marie-Thérèse sont souvent restées lettre morte¹. Quand, après 1825, la Chambre basse entreprend d'étendre les droits des paysans, de leur assurer des garanties de liberté individuelle, d'améliorer leurs conditions de travail et de vie, elle se heurte à la coalition des magnats et du gouvernement. En 1840, une loi permit aux paysans de se dégager de leurs redevances par un forfait annuel ou de les racheter une fois pour toutes, sans préjudice d'ailleurs des droits de juridiction du seigneur. Mesure destinée à rester aussi inefficace que toutes celles du même esprit qui l'avaient précédée, tant que subsistaient l'ancien droit civil, fait par les nobles et à leur profit, l'ancienne justice et l'ancienne administration, monopole des nobles. Non seulement les conflits de classes n'en furent point aplanis, mais ils en devinrent plus aigus : car, si les obscurités et les imprécisions des textes encourageaient la noblesse à de graves abus, les paysans, devenus malgré tout plus indépendants de leurs seigneurs, se montraient moins d'humeur à les supporter. En dépit des intentions de la loi, l'étendue de leurs tenures ne fut pas augmentée, ni les conditions auxquelles ils les possédaient améliorées : au contraire, la quantité de terre dont ils disposaient se trouva « notablement » diminuée². Au commencement du siècle, la noblesse formait le cinquième de la population, mais les quatre cinquièmes du sol étaient terres nobles. En 1840, sur les deux septièmes du sol utilisable qu'exploitaient les paysans corvéables, vivaient 610 900 familles qui cultivaient la terre à cens, et 198 000 qui n'en avaient même pas un lopin à travailler pour elles. Entre 1805 et 1840, le nombre des familles tenant terre à ferme avait diminué de 25 000, celui des familles sans terre augmenté de 135 000 : résultat de la combinaison du régime féodal, qui faisait de la propriété foncière un monopole de la noblesse, avec une évolution économique qui, augmentant les avantages du faire-valoir direct, déterminait les propriétaires à ne plus consentir de nouveaux baux à cens, et à

1. Marczali, *Magyarország története*, 573 ; Takács, *op. cit.*, 20, 26.

2. Takács, *op. cit.*, 109-12. Le mot « notablement » est d'Eötvös.

reprendre le plus possible des terres qu'ils avaient autrefois concédées¹.

Ce cinquième du sol qui n'était pas noble supportait le poids total des charges mises sur la terre. La somme d'impôts payée par la Hongrie n'était pas élevée, en elle-même : mais elle ne pesait que sur les plus pauvres, et les écrasait. Entre les comitats, répartition capricieuse ; entre les contribuables, répartition arbitraire, selon la faveur des seigneurs ou des syndics et des secrétaires ; en fait, système d'impôts progressifs à rebours². Aux impôts d'Etat et aux charges féodales dont étaient grevés les paysans s'ajoutaient les prestations pour le comitat, la commune et l'Eglise, les charrois militaires, le logement des gens de guerre, le casuel ecclésiastique. Gagnant peu, ayant beaucoup à payer, il ne leur restait que le recours aux usuriers, qui les exploitaient, et la vie la plus misérable³. Dans cinq des comitats les plus fertiles du pays, une disette, en 1816-1817, fit mourir de faim 55 000 hommes. Plus mal logés que les animaux, à peine vêtus, traités d'ailleurs en bétail, livrés à la seule justice de leur seigneur, exposés à la moindre occasion à des châtimens corporels, dont l'abondance et la rigueur étonnaient les étrangers, ils se vengeaient par la paresse : pourquoi travailler, puisque le profit n'en était pas pour eux⁴?

Ces conditions sociales expliquent que, d'un sol aussi favorisé par la nature que celui de la Hongrie, ses maîtres n'aient tiré qu'un infime rendement. Ramenée par le régime turc à l'état d'un pays de pâturages, dont l'élevage était presque l'unique ressource, la Hongrie avait, depuis la fin du xix^e siècle, en partie reconquis son rang de terre productrice de grains, et spécialement de blé ; mais l'élevage restait une de ses grandes ressources, et c'était surtout la grande propriété qui en profitait : les moutons du seigneur étaient redoutés du laboureur paysan. Dans les dernières années avant 1848, l'ensemble du com-

1. Acsády, *op. cit.*, II, 631 ; Takács, *op. cit.*, 18-19.

2. Takács, *op. cit.*, 23.

3. *Ibid.*, 20-3.

4. Takács, *op. cit.*, 24.

merce extérieur de la Hongrie s'élevait, en moyenne annuelle à 116 ou 117 millions de florins, à peu près également partagés entre l'importation et l'exportation. De celle-ci, 55 p. 100 allaient vers l'Autriche, grains, bétail, laine, quelques minerais aussi, 2 p. 100 seulement de produits ouvrés. A l'importation, au contraire, l'Autriche fournissait les quatre cinquièmes, dont 80 p. 100 de produits fabriqués¹. L'exportation des denrées agricoles de la Hongrie elles-mêmes était en stagnation ou en recul : sauf pour la laine, qui maintient son chiffre, on voit, de 1830 à 1845, diminuer la quantité de tous les produits agricoles ou semi-agricoles qui sortent de Hongrie. Signe certain, et d'ailleurs confirmé par d'autres indices, d'un recul de la production, trop explicable par les conditions sociales, fiscales et économiques du pays². Des paysans de plus en plus misérables, une noblesse qui, habituée à vivre noblement et à dépenser beaucoup pour la vie publique, s'endette, une aristocratie absentéiste, qui gaspille ses revenus hors du pays, point de vraie bourgeoisie, point d'industrie, point de capital — en 1846, les sept plus grandes caisses d'épargne du pays avaient en tout 4 millions et demi de florins de dépôts, dont près de 2 pour la seule caisse de Pest — pas de crédit, comment un pays soumis à ce régime pourrait-il prospérer, pourrait-il ne pas dépérir?³

Outre ces causes générales, outre le lourd héritage de la période turque, deux causes spéciales, d'ordre proprement économique, font sentir ici leur action : la Hongrie est traitée par l'Autriche en colonie, et le régime de propriété qu'établit son droit civil exclut toute possibilité de progrès.

Bien qu'on ait essayé récemment de soutenir le con-

1. Sieghart, *Zolltrennung und Zolleinheit*, 380; Marczali, *Magyarország története*, 634. Le florin valait 2 couronnes de la monnaie de 1892, et la valeur de l'argent vers 1848 peut être admise du quadruple de ce qu'elle était vers 1914. En 1912, l'ensemble du commerce extérieur de la Hongrie s'élevait à 4 milliards de couronnes, dont 3 avec l'Autriche. Il aurait donc quadruplé depuis la Révolution.

2. Sieghart, *op. cit.*, 205-6.

3. *Ibid.*, 206; Marczali, *Magyarország története*, 634-5.

traire¹, il est incontestable que, depuis Marie-Thérèse, les gouvernements autrichiens ont tenu pour un principe que le marché hongrois devait être dans la plus large mesure réservé à l'Autriche, pour la vente de ses produits industriels et pour l'achat des matières premières et des denrées alimentaires dont elle avait besoin. Du point de vue de la monarchie prise comme un ensemble, ce principe était logique et parfaitement admissible, aussi longtemps que le système d'impôts en vigueur en Hongrie rejetait sur l'Autriche le plus gros des dépenses communes, et qu'il eût permis, en particulier, aux produits des domaines nobles, exempts de la contribution, de faire aux produits de l'Autriche, où la noblesse était soumise à l'impôt, une concurrence trop inégale. Il n'était pas, sans doute, expressément formulé dans les lois et les règlements. Mais il était admis à Vienne, comme une règle de simple bon sens, et d'évidence même : et le taux des droits — les « trentièmes » — perçus à la frontière hongroise sur l'importation et sur l'exportation était calculé de manière à compenser l'État de la faiblesse des ressources qu'il retirait des contributions ordinaires en Hongrie, spécialement de l'impôt foncier, et à contrebalancer l'absence des taxes de consommation et des monopoles où, en Autriche, il trouvait le plus gros de ses revenus. A cette raison avouée, déclarée, d'une politique qu'on entendait suivre « aussi longtemps que la Hongrie ne contribuerait pas aux charges communes de l'État dans la même mesure que les États héréditaires allemands² » s'ajoutaient sans

1. Sieghart, *op. cit.*, 141, 202. — M. Sieghart, ancien gouverneur du Crédit foncier autrichien, et qui a joué un grand rôle sur la scène et dans les coulisses de la politique autrichienne depuis 1900, a écrit cet ouvrage, en pleine guerre, pour démontrer aux Hongrois les avantages que présentait pour eux l'union douanière, objet de vives et fréquentes attaques de la part des Magyars. Il y apporte beaucoup de documents et de faits nouveaux, et dans l'ensemble, il a certainement raison : mais son livre prend parfois les allures d'un plaidoyer, et son argumentation ne dédaigne pas de recourir à des procédés d'avocat.

2. Sieghart, *op. cit.*, 11, citation du chef du département du commerce en 1774, et les textes cités en note, *ibid.*, p. 14, 15, 31, 231-3. — Toute la noblesse hongroise jouissait, en vertu de son exemption constitution-

doute quelques arrière-pensées : celle de garantir à l'Autriche allemande et à Vienne une substance à bon compte, en leur réservant ce que la Hongrie pouvait exporter de denrées alimentaires, celles de favoriser l'industrie autrichienne en lui assurant un marché réservé. Mais, si juste et légitime que fût l'idée directrice de cette politique, elle aboutissait fatalement à faire poser sur toute l'économie nationale de la Hongrie la rançon des privilèges dont jouissait la noblesse seule¹. C'est parce qu'elle était le domaine de la noblesse que la Hongrie était la colonie de l'Autriche ; et c'est parce qu'elle était les deux qu'elle restait dans un état d'extrême faiblesse économique, confinée dans sa production purement agricole, ne produisant pas, en un an, le quart de ce qui, dans le même temps, sortait des usines de la seule ville de Reichenberg, pas le trentième de sa propre consommation en étoffes de laines et en toile, pas le centième de ses besoins en cotonnades et soieries, pas le tiers du fer qu'elle employait, pas le vingtième du sucre qu'il lui fallait, et pourtant, il ne lui en fallait guère : cinq onces par tête et par an, moins de la moitié de ce qu'en usait l'Autriche, Galicie comprise².

Ce qui était indispensable à la Hongrie pour sortir de sa stagnation économique et pour s'élever peu à peu au niveau d'un pays moderne par la mise en valeur de ses immenses richesses, c'était des capitaux, et, dans les conditions où elle se trouvait, ces capitaux ne pouvaient être qu'étrangers. Mais la vieille organisation féodale et le droit

nelle d'impôts, du privilège d'importer en franchise les marchandises nécessaires à sa consommation personnelle. Ce privilège avait été étendu par des usurpations et des tolérances abusives à tous les ecclésiastiques et religieux, à tous les propriétaires de domaines en Hongrie et aux villes royales. Le contrôle était primitif, et la vente par les nobles de leur permis de libre importation à des commerçants était courante. Sieghart, *op. cit.*, 185. Monopoliser au profit du commerce autrichien l'importation en Hongrie était donc pour le gouvernement un moyen de percevoir indirectement, par la taxe que ces produits acquittaient en Autriche avant leur sortie et par le droit de sortie lui-même, l'impôt qui lui échappait par la voie directe.

1. Sieghart, *op. cit.*, 24.

2. *Ibid.*, 202, 99.

civil où elle s'exprimait dressaient ici encore devant le progrès nécessaire un obstacle insurmontable. C'est en 1830 seulement que fut établi un droit commercial à peu près moderne, et réglée la matière de la lettre de change, de manière que tout crédit ne fût plus empêché par le privilège qui, jusque-là, permettait au débiteur noble de se soustraire au paiement de sa dette. Ce privilège résultait du régime de succession à la propriété noble, de l'« aviticité » qui mettait pratiquement hors du commerce toute la terre noble, donc les quatre cinquièmes du sol. Établie ou mise en système au milieu du ^{iv}^e siècle, l'aviticité¹ est fondée sur le principe de la conquête : la terre de Hongrie est tenue pour propriété commune de toutes les familles nobles, astreintes au service de guerre pour assurer la défense du pays : quand donc un noble meurt sans héritier mâle, la propriété des biens qui sont dans sa famille par donation royale² passe à ses agnats les plus proches, et, à défaut d'agnat, fait retour au roi, qui en dispose de nouveau par donation³. De cette conception, qui, avec certaines modifications de détail, s'est maintenue dans l'essentiel jusqu'en 1848, résultent une extrême incertitude des titres de propriété, et une masse innombrable de procès, que les habitudes de la justice hongroise, toute aux mains de la noblesse, contribuent à rendre interminables, et qui font vivre des générations d'avocats, eux-mêmes pour la plupart de petite noblesse. A la fin de l'ancien régime, on estime que le procès le plus court en matière de crédit hypothécaire dure entre vingt et vingt-cinq ans. Aussi les meilleurs placements hypothécaires comportent-ils, à côté d'un intérêt de 6 p. 100, une commission du dixième au cinquième du capital, et même une première hypothèque est tenue pour risquée. Il n'y a point de Crédit foncier : quand, à la fin de l'ancien régime,

1. Les complications sont exposées en détail dans Zlinsky-Reiner, *A magyar magánjog mai érvényében*, 8^e éd., Budapest, 1902, p. 1031-1053.

2. Ces biens sont ainsi en fait regardés comme terres de l'État.

3. Marczali, *Magyarország története*, 210. Il est à remarquer, *ib.* 211, que l'impôt du neuvième sur les récoltes des paysans a été institué en même temps que l'aviticité et a duré autant qu'elle, jusqu'en 1848.

on songea à en créer un, l'accord ne put se faire entre le gouvernement et la Diète. Les rapports officiels énumèrent les obstacles qui interdisent aux particuliers le crédit hypothécaire : aviticité, absence de livres fonciers, défauts d'un cadastre sérieux, lenteur de la justice. Quant à prêter sur les terres des paysans, leur titre de possession est trop incertain et précaire pour que nul se risque à semblable folie¹. Pour procurer à la Hongrie un crédit foncier moderne, condition préalable de son essor agricole par le recours aux formes de production et aux procédés des pays plus avancés, pour la soustraire à l'usure, il fallait une réforme radicale : droit pour toutes les classes d'accéder à la propriété du sol, et égalité devant l'impôt, ou du moins devant certains impôts². C'était, en fait, l'intérêt même de la noblesse. En dépit de l'immensité de leurs domaines, constitués en fidéi-commis et en majorats dont l'existence aggravait encore les inconvénients de ce régime de propriété féodale, les plus fiers magnats eux-mêmes étaient gênés. 700 000 personnes vivaient en 1839 sur les terres du prince Esterházy, qui y entretenait une armée de 3 000 employés et gens de service. C'est à lui sans doute que Széchenyi faisait allusion en parlant de propriétaires dont les domaines couvrent une superficie du millième de l'Europe tout entière, de plus du centième de la monarchie autrichienne, et de plus du trentième de la Hongrie³. Mais le prince Esterházy lui-même, faute de pouvoir, lié par le régime du fidéi-commis, donner des garanties hypothécaires à ses prêteurs, était, par un étrange paradoxe, obligé d'accepter les taux les plus usuraires. Au dire de Széchenyi, la grande propriété est dans une situation déplorable : le travail de la corvée et le manque de crédit empêchent tout progrès de la culture, et le poids des dettes écrase le propriétaire ; sur un revenu de 128 000 florins, considérable pour l'époque, 110 000 sont absorbés par les intérêts ; le propriétaire est dans la main de ses créanciers³.

Le régime féodal qui pesait sur la Hongrie et la ruinait,

1. Sieghart, *op. cit.*, 168-70 ; Marczali, *Magyarország története*, 615.

2. Takács, *op. cit.*, 41.

3. Takács, *op. cit.*, 6. *Ibid.*, 6-7.

ruinait donc aussi la féodalité et la noblesse elles-mêmes. Certains adoucissements y furent apportés malgré l'inertie et la mauvaise volonté du gouvernement, malgré la résistance obstinée des traditionalistes aveugles, par les Diètes de 1832 à 1847 : cette dernière, à quelques semaines de la Révolution, votait la participation de la noblesse à plusieurs impôts, le rachat avec indemnité des servitudes féodales, et l'abolition de l'aviticité. Combien se serait-il encore écoulé d'années pour que ces principes fussent vraiment appliqués, combien pour que naquissent les institutions nécessaires à la vie économique d'une société transformée, si le contre-coup des journées de Février n'avait d'un coup jeté bas la vieille Hongrie féodale ?

Dans ce corps gauche et lourd, enserré, étouffé dans son armure médiévale, le sang ne circulait pas, la vie était ralentie et comme figée. Impatiente de son infériorité économique, la Hongrie affranchie et ambitieuse d'après 1867 en a souvent rendu responsable l'égoïsme de l'Autriche. Elle eût pu en trouver la véritable cause plus près d'elle, dans sa tradition, dans les défauts de sa structure politique et sociale héréditaire, dans l'égoïsme et les erreurs de sa « classe historique »¹.

IV

Sur les 11 millions $1/2$ d'habitants que comptait la Hongrie de 1848, 5 étaient des Magyars, et 6 $1/2$ des allo-gènes, eux-mêmes de cinq races² : Allemands, Roumains, Slovaques, Ruthènes et Serbo-Croates. Si près de l'Orient encore en grande partie turc, et dans un pays tout imprégné de moyen âge, la religion est un facteur de la nationalité aussi important que la langue. En 1848, la population de la Hongrie appartient, comme encore en 1914, à quatre religions et à sept rites ou confessions : catholiques, romains

1. C'est, comme on sait, le nom que se donne la noblesse.

2. Le mot race est pris ici partout dans son sens non point anthropologique, mais politique.

ou grecs ; protestants, luthériens, calvinistes ou unitariens ; orthodoxes réunis alors en une seule Eglise, qui est serbe, mais parmi lesquels les Roumains ont déjà posé leur revendication d'une Eglise nationale ; Juifs, enfin, dispersés dans tout le pays. Ethnographique ou religieuse, la carte de la Hongrie est la plus bigarrée des mosaïques.

La question des nationalités, legs de l'ancien régime, est l'écueil sur lequel s'est brisée la Hongrie moderne et contemporaine, tout comme d'ailleurs s'y sont brisés et l'Etat autrichien et la monarchie des Habsbourg. Près de dix siècles de vie commune en 1848 non seulement n'avaient point confondu les nationalités de la Hongrie en une seule nation, mais même les avaient à peine rapprochées ; dix siècles de suprématie magyare laissaient les Magyars, dans cet Etat né de la conquête de leurs ancêtres et dont ils se proclamaient les fondateurs et les maîtres, en sensible minorité en face des allogènes. Discerner les raisons de ce fait, c'est découvrir la plus profonde, la plus puissante des causes qui ont condamné à l'échec le rêve magyar d'un Etat national hongrois et mené la Hongrie historique à sa ruine.

Dans les conditions données en Hongrie, la fusion des divers éléments ethniques de la population en une unité nationale, si elle avait dû avoir lieu, n'aurait pu se faire qu'au profit des Magyars. A civilisation égale, ou, pour être plus exact, également primitive, la suprématie politique et sociale et la prépondérance numérique du peuple conquérant étaient les facteurs naturels d'assimilation. Des divers groupes ethniques compacts en présence desquels se trouvaient les Magyars, un seul possédait une culture supérieure à la leur et à celle des autres, l'allemand. Mais les Allemands étaient trop peu nombreux, trop dispersés, de condition trop diverse et surtout en général trop médiocre, et aussi politiquement trop indifférents pour tirer un avantage national de cette primauté de leur civilisation. Même à leurs yeux, les Magyars avaient le prestige de la liberté, de l'indépendance. Bien peu de Magyars se sont germanisés au cours des siècles, alors qu'un très grand nombre d'Allemands se sont magyarisés ; c'est qu'ils

avaient le sentiment de s'élever en devenant Magyars. On le comprend pour ceux qui entraient dans la noblesse : c'est la vertu du privilège, de l'idéal, de la liberté magyare. Mais les colons allemands eux-mêmes, les paysans saxons des Carpathes ou souabes de la Hongrie méridionale, qui gardaient fidèlement et jalousement leur nationalité allemande et leur langue, ont toujours été parmi les plus loyaux sujets de l'État hongrois, comme si, devant la fierté d'appartenir, même comme sujets, à un pays libre, s'effaçait l'action politique de la nationalité d'origine et de la langue maternelle.

Toujours obsédés par la pensée du présent, les historiens magyars se persuadent que la magyarisation volontaire et forcée date des débuts mêmes de l'État hongrois : les indigènes soumis et les esclaves auraient, tout naturellement, été conduits à apprendre la langue de leurs maîtres, puisque, bien entendu, l'inverse était impossible¹. Ce mouvement d'assimilation naturelle, plein de promesses, aurait été arrêté et ses résultats déjà acquis anéantis, simplement parce que la Hongrie a joué le rôle de défenseur de l'Europe contre la barbarie orientale. Les dévastations auxquelles elle s'est exposée ainsi l'auraient contrainte à recourir à l'immigration pour combler les vides faits par les Mongols et les Turcs. Elle serait donc créancière de l'Europe pour n'avoir pas pu, elle aussi, devenir à temps, un État national homogène, et les Magyars fondés à se prévaloir d'un droit que leur seul dévouement à l'intérêt de l'humanité aurait empêché de se traduire à temps en un fait.

Qu'il y eût, dès la conquête et au cours des siècles, rapprochements, mélanges, assimilation, cela était inévitable entre populations voisines, peu nombreuses, vivant de la même vie presque également primitive. Non seulement les Magyars prirent femmes parmi les indigènes, mais ils renforcèrent leurs rangs éclaircis en y admettant un certain nombre des Slaves qu'ils venaient de soumettre. Plus tard, ce fut surtout par le recrutement de

1. Acsády, *op. cit.*, I, 59.

la noblesse, qu'ils s'augmentèrent et par la fusion de peuples de même race qu'eux qui entrèrent en Hongrie, en particulier les Cumans. Les transformations géographiques et économiques entraînèrent à leur profit un déplacement d'équilibre national : toutes les fois que l'Alföld, magyar par prédestination naturelle, si l'on peut dire, est, après des éclipses passagères, remonté à son rôle de centre naturel du pays, le profit en a été pour eux. C'est ainsi surtout, par le développement de l'Alföld et l'augmentation naturelle de sa population, comme par le ralliement plus ou moins volontaire d'une élite des allogènes, que de 1787 à 1848 la part des Magyars dans la population a passé de 29 à 44 p. 100¹. Durant près de dix siècles tous les éléments indigènes ou immigrés ont contribué ainsi au progrès de la race magyare. Vambéry, dont l'autorité est reconnue, tient les Magyars d'aujourd'hui pour une des races les plus mélangées du monde, dans les veines de laquelle ne coule plus une seule goutte de sang des Magyars primitifs². Bien qu'on la nomme encore magyare, elle est donc devenue, en fait, la race hongroise formée en Hongrie. Mais elle a gardé la langue des Magyars, et la moitié au moins de la population est restée en dehors d'elle. Le problème n'est donc que déplacé ou restreint. A pousser plus loin la recherche, il apparaît que la supériorité des Magyars était trop réduite et trop faible pour leur permettre une assimilation complète, surtout des

1. Ce sont les chiffres de 1850, voir plus haut p. 102, et 116. Bien que les éléments précis manquent pour en contester la valeur, on ne peut pas ne pas être frappé d'un fait. De 1850 à 1869, période du régime autrichien centraliste, cette proportion reste la même, 44,4 p. 100 en 1869. Ensuite à chaque recensement elle augmente de façon presque régulière : 46,6 en 1880, 48,5 en 1890, 51,4 en 1900, 53,1 en 1910. Si l'on songe que la période de 1840 à 1848 a été une période de magyarisation énergique et si l'on remarque qu'à partir de 1869 les recensements, faits sous un gouvernement magyar, ont donné une proportion croissante de Magyars (à noter surtout celle du recensement de 1900, qui suit la période de magyarisation la plus violente), on est tenté de croire que le chiffre admis pour 1850 est un peu trop favorable aux Magyars, quoique les autorités qui procédaient au recensement ne soient pas suspectes, bien au contraire, de partialité pour eux.

2. Cité dans Jászi, *op. cit.*, 312.

masses d'immigrants qui, aux diverses époques, ont parfois comme submergé le pays et que, d'ailleurs, ils n'ont conçu que très tard, trop tard pour eux, l'idée même d'une semblable assimilation, de la magyarisation.

La conquête d'un désert par une troupe de nomades, telle a été en fait, l'occupation de la Hongrie, par les tribus d'Arpád. Elles descendaient d'un peuple ougro-finnois¹, venu du centre de l'Asie, quelques siècles auparavant, prendre ses quartiers entre Oural et Volga, dans la région où se sont maintenus jusqu'aujourd'hui ses parents lointains, Mordves et Tcheremisses. Il fut subjugué par une tribu turque, établie sur le fleuve Oural, dont il prit son organisation politique et militaire, en lui donnant sa langue². Dans le perpétuel mouvement des peuples des steppes, les Magyars se trouvèrent, au ix^e siècle, poussés entre le Don et le Dnjepr³, et un demi-siècle plus tard entre Dnjepr et Sereth⁴. C'est là qu'au cours d'un séjour de dix ans ils consolidèrent leur organisation politique, et, parmi leurs sept chefs de tribus, jusqu'alors égaux, instituèrent une sorte de roi, qui fut Arpád. Belliqueux, disciplinés et endurants, ils aidèrent Arnulf de Bavière à abattre la Grande-Moravie de Svatopluk, puis l'empereur de Constantinople à combattre Siméon de Bulgarie. Contraints par une invasion des Petchénègues à s'établir dans une nouvelle patrie plus sûre, ils la cherchèrent

1. Le problème de l'origine des Magyars est encore ouvert, et sans doute ne sera-t-il jamais résolu. Il m'a paru superflu de le discuter ici, et je me suis borné à indiquer l'opinion la plus vraisemblable. Voir Auerbach, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 2^e éd., 319-23. Le livre posthume de Vámbéry, *A magyarság bolcsőjénél, A magyar-török rokonság kezdete és fejlődése*, 1914, apporte de nouveaux arguments, d'ordre surtout linguistique, en faveur de l'hypothèse des Magyars tribu turque.

2. Au moment de la conquête de la Hongrie, l'idiome magyar est un mélange de turc et de finnois.

3. Le pays « des deux fleuves », que les chroniques appellent *Lebedia*.

4. Le « pays des cinq fleuves », *Etelköz*. — A ce moment une partie d'entre eux, plutôt que d'avancer vers l'Occident, retourna vers la patrie de ses pères. Pendant longtemps des relations subsistèrent entre les frères séparés, et, au xiii^e siècle, des religieux venus de la Hongrie retrouvèrent dans la région d'Ufa ces anciens Magyars, dont la trace s'est depuis perdue.

d'abord vers Kiev ; y trouvant la place prise, ils franchirent les cols des Carpathes, en plusieurs troupes, dont la principale, celle d'Arpád, passa par le col de Vereczke¹, et occupèrent le bassin de Hongrie.

Cavaliers nés, archers hors de pair, ils étaient de redoutables adversaires, dont la tactique, pourtant toujours la même, surprenait chaque fois l'adversaire. La frayeur et la fureur de l'Occident, désolé durant un demi-siècle par leurs invasions, s'expriment dans la légende qui les a campés en archétype de la plus hideuse laideur physique et morale, la légende de l'« ogre » hongrois² ; et, à certaines fables accréditées, celle notamment de la viande crue dont ils se seraient nourris, on voit que l'Europe terrifiée a fait d'eux les successeurs des Huns et des Avars, et l'on reconnaît déjà l'image qu'avec plus de raison le XIII^e et le XIV^e siècles se feront des Tatars et des Mongols. Dans les récits des Byzantins, qui avaient occasion de les observer de plus près, plus à loisir et avec plus de calme, ils se présentent comme un peuple certes barbare, et encore très primitif, mais non point sauvage ; ils ont figure d'hommes, et non point de diables échappés de l'enfer. C'est leur visage surtout qui a fait peur à l'Occident : ils ressemblaient aux Baškirs actuels d'Orenbourg, qui sont certainement leurs proches parents³. Mais pour la civilisation, ils n'étaient pas de beaucoup inférieurs aux habitants de la Hongrie auxquels ils venaient imposer leur joug. Dans Lebedia et Etelköz, ils avaient commencé à évoluer du type de pasteurs nomades à celui d'agriculteurs sédentaires. En Hongrie, leur troupe principale, celle d'Arpád, s'établit dans l'ancienne Pannonie, à l'ouest du Danube, entre la Drave et Presbourg. Si peu qu'il y subsistât des traces de la civilisation romaine, il en restait

1. Qui par la vallée de la Latorcza, dont Munkács tient le débouché en plaine, conduit à la haute Tisza.

2. Longtemps on a cru qu'« ogre » venait de « hongrois ».

3. Quand, au cours de la révolution de 1848, les troupes russes, pénétrant en Transylvanie, y rencontrèrent les Sicules (*Székelyek*, les Székler des Allemands), ceux des Magyars qui ont le mieux conservé leur type original, elles crurent retrouver des Baškirs, et les appelèrent de ce nom : Marczali, *Magyarország története*. 28.

pourtant quelques-unes. A s'établir ainsi dans la partie la plus européenne de tout le territoire, par son histoire comme par son caractère géographique, plaines et collines alternées, rivières encore alpines, et la large surface lacustre du Balaton, les conquérants venus de la steppe s'offraient à l'influence de l'esprit occidental, préparaient la voie à la fusion avec les indigènes et les immigrants.

La formation politique de la Hongrie diffère essentiellement de celle des États de l'Occident, où le noyau des conquérants germaniques a été rapidement absorbé dans une masse de population indigène infiniment plus nombreuse, de civilisation beaucoup plus avancée, et en possession d'une langue qui était la première langue de culture du monde. Ici les indigènes étaient trop dispersés pour que leur prépondérance numérique pût agir sur leurs nouveaux maîtres. La langue des conquérants, par contre, était bien l'instrument le moins propre à tourner en force d'assimilation leur supériorité politique et sociale. Qu'il vint d'Asie ou que, suivant l'ingénieuse hypothèse de Vambéry, il fût l'ancienne langue des Avars, race parente des Magyars, qui, dans la population indigène en trouvaient une partie slavisée, dont ils auraient substitué la langue au parler turc qu'ils avaient apporté des steppes¹, ce magyar primitif était certainement aussi rudimentaire et primitif que les langues de sa famille encore aujourd'hui parlées en Europe, toutes, sauf le finnois, restées au

1. Voir Meillet, *Les langues dans l'Europe nouvelle*, 55-58, 235-6. — La langue magyare se place dans la subdivision ougrienne du rameau ougro-finnois de la branche ouralienne de l'ancienne langue commune ouralo-altaïque. L'existence de celle-ci, il est vrai, n'est qu'une hypothèse, mais qui a pour elle toutes les vraisemblances. La branche altaïque a donné les rameaux mongol, turco-tartare et mandchou; la branche ouralienne le samoiède et le rameau ougro-finnois. Celui-ci se subdivise lui-même en finnois, avec six langues apparentées deux à deux (finnois proprement dit et lapon, mordve et tchérimisse, syriène et votyak) et ougrien (vogoul-ostyak et magyar). Le groupe finnois est parlé par environ 6 millions 1/2 d'hommes parsemés de la Baltique à l'énisei, et dont la limite méridionale est le 56^e parallèle; le groupe ougrien, en dehors de 8 à 9 millions de Magyars, ne comprend qu'environ 30 000 Vogouls et Ostyaks, quelques milliers de Vogouls entre la haute Petchora et de l'Ob, les Otyasks huit ou dix fois plus nombreux, des monts Oural à l'énisei.

niveau le plus bas. Les cavaliers Magyars, disent les chroniqueurs du x^e siècle, ne parlent pas comme des hommes, ils s'expriment par des cris, comme les animaux. La sonorité souvent gutturale de leur idiome, sa structure agglutinante, qui l'isolait parmi les langues de l'Europe centrale et occidentale, son accent un peu chanté, sans doute une monotonie de son qui résultait de la pauvreté du vocabulaire, peuvent expliquer ce jugement d'imaginations déjà prévenues. A ce vocabulaire, extrêmement restreint, le mongol avait fourni quelques éléments, témoins de l'antique parenté des peuples. Les termes tures, qui y prédominent, témoignent en faveur de l'hypothèse de Vambéry, et, se rapportant pour la plupart, à l'agriculture, à l'élevage et à la vie domestique, attestent l'influence sur les premiers Magyars de leurs relations avec les Turcs. Dans son développement, que l'on peut suivre comme une évolution géologique, on voit s'inscrire, en couches régulières, les apports linguistiques qui marquent les progrès de la civilisation et de l'européanisation des Magyars. Termes d'agriculture et d'élevage, de la vie domestique, des métiers, de la religion et de la vie publique, pris en grand nombre, dès le début aux Slaves indigènes ; mots relatifs encore à l'agriculture, aux métiers et à la vie sociale et politique, puis vocabulaire militaire et termes abstraits, reçus de l'allemand dans les contacts guerriers du x^e siècle ou par la double vague de colonisation du moyen âge et du xviii^e siècle, et la domination autrichienne qui s'exerça sur la Hongrie jusqu'en 1867 ; expressions de civilisation plus raffinée, chevalerie, commerce, et luxe, empruntées à l'italien, témoignent de l'élargissement successif des besoins, de la curiosité, des intérêts des Magyars. Leurs emprunts à d'autres langues vivantes, par exemple au français, n'ont été que sporadiques ; mais le latin, langue de l'Eglise et de la science internationale, langue pour ainsi dire exclusive du droit, de la législation, et de toute la vie publique jusque vers 1840, a marqué le magyar d'une empreinte extrêmement profonde, et l'a tout parsemé d'expressions et de tournures latinisées ou purement latines.

Mais on ne voit point que le magyar ait agi sur les langues voisines et sur les dialectes allogènes de Hongrie pour leur fournir soit des tournures, soit des mots. Il a beaucoup reçu, sans rien donner ou presque rien. Peut-être ce fait digne de remarque a-t-il des causes linguistiques, la différence de nature entre le magyar et toutes les langues avec lesquelles il entraînait en contact en Europe. Sûrement il en a de politiques et de sociales, et il s'explique par toute l'histoire de la Hongrie, toute la structure de sa société féodale. Jusqu'au milieu du ^{xv}^e siècle, il n'y a pas de littérature magyare : on ne peut donner ce nom ni au fragment de sermon naïf et rudé, écrit en 1228, que l'on prononçait comme une prière aux enterrements, ni à un ou deux serments du ^{xiv}^e siècle, aux quelques gloses et aux glossaires latins-magyars du commencement et du milieu du ^{xv}^e siècle. Les soixante-quinze années suivantes y ajoutent des légendes, des vies de saints, des traductions de la Bible, bref une littérature artificielle, plus de quatre cents ans après *La Chanson de Roland*, près de trois cents ans après le poème des *Nibelungen*, et deux siècles et demi ou trois siècles après qu'avec les *Renard* et les fabliaux, la littérature, en Allemagne et en France, a commencé à être populaire, et ainsi vraiment nationale. En magyar, cette double veine, épique et satirique, n'apparaît guère que vers la fin du règne de Mathias Corvin. La littérature religieuse règne sur le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècles, sèche, gauche et monotone dans le premier, plus vivante déjà et plus riche dans le second, qui forme une période préclassique. Les premières œuvres originales et vraiment nationales seraient les chants populaires des insurgés de Rákóczi, si leur authenticité n'était pas aujourd'hui sérieusement contestée. Quand la littérature hongroise commence à s'épanouir, vers la fin du règne de Marie-Thérèse, elle a, comme la société d'alors, un caractère tout aristocratique. L'élément populaire y est rare, l'imitation fréquente et systématique : école française, école latine, école allemande, c'est par ces noms révélateurs qu'on en distingue les courants. Lorsque la tentative de Joseph II réveille dans la littérature le sens national, il faut, avant de s'ex-

primer, que la pensée magyare se donne une langue, un vocabulaire pour traduire les idées nouvelles, qui font si tardivement leur entrée en Hongrie. Kazinczy, qui a accompli cette œuvre de création, a été pour sa fécondité d'invention verbale appelé le Ronsard hongrois, bien que son talent, au reste, soit plutôt d'un Malherbe moins étroit ou d'un Boileau moins gourmé. Mais où sont, dans ces débuts d'une littérature moderne, les idées neuves, originales, la spontanéité, l'élan? Et, vingt-cinq ans avant la révolution, une langue difficile et une littérature qui cherchait à naître pouvaient-elles prétendre, pouvaient-elles servir à faire d'une mosaïque de peuples une nation au sens moderne?—

Jusqu'au début du ^{xix}^e siècle, le magyar n'a jamais été langue de culture en Hongrie, n'a jamais cherché à l'être. Il a laissé la vie publique au latin, la vie économique à l'allemand, la vie de société et la vie intellectuelle au français, puis à l'allemand, et la vie du peuple aux langues ou aux patois slaves et roumains. La réforme scolaire de Marie-Thérèse, qui visait à faire de l'allemand la seule langue de tout l'enseignement et de toute la vie publique et intellectuelle en Hongrie, eut pour résultat de commencer à ébranler l'empire jusqu'alors exclusif du latin et d'ouvrir la brèche par où pourrait passer le magyar quand il aurait acquis les qualités requises d'une langue d'Etat et d'une langue de culture¹. L'aristocratie et la bonne société le dédaignaient encore, le savaient mal, parfois l'ignoraient : elles usaient du français d'abord, puis, vers la fin du ^{xviii}^e siècle, surtout de l'allemand ; le théâtre allemand, la presse allemande, le livre allemand attiraient cinq à dix fois plus de public que le théâtre ou la presse magyars². Au commencement du ^{xix}^e siècle

1. Marie-Thérèse alla jusqu'à essayer d'introduire dans les écoles des livres de classe purement allemands, et ce fut l'impossibilité pratique qui la conduisit à admettre le livre bilingue, allemand et langue maternelle, donc, suivant les régions, magyar ou slovaque.

2. Marczali, *Magyarország története*, 608, note cette avance de l'allemand aux dépens du français et que, vers 1800, la société cultivée noble des villes de province parlait allemand. Cependant Szekfű, *Három nemzedék*, 89, présente l'influence française comme encore prédominante au

encore les grands seigneurs magyars se ruinaient à entretenir des théâtres allemands et à Kolozsvár, qui a été, dans l'ère du dualisme, la capitale magyare de la Transylvanie, les gens de qualité allaient au théâtre allemand et envoyaient leurs domestiques au théâtre magyar¹. *Le Notaire de village* d'Eötvös, se vendit dix fois moins qu'un roman allemand insignifiant paru au même moment que lui, et qui coûtait plus cher². A la même époque, il paraissait en Hongrie sept revues allemandes et une seule magyare ; les trois revues allemandes de Pest avaient ensemble 3 000 abonnés, l'unique revue hongroise, 2 000. De même, il paraissait deux quotidiens allemands et point de magyar³. *L'Augsburger allgemeine Zeitung*, le grand journal allemand d'alors, avait plusieurs milliers d'abonnés en Hongrie⁴. Jamais la Chambre des magnats ne manifesta d'intérêt pour la langue hongroise jusqu'à la fameuse séance de 1825 où Széchenyi offrit une année de ses revenus pour la fondation d'une Académie hongroise. En 1830, l'immense majorité de ses membres l'ignoraient encore tout à fait ou l'écorchaient ridiculement ; à la Chambre basse, un député se plaignait que le meilleur livre magyar ne pût pas compter sur 200 acheteurs, et, aux orateurs qui réclamaient qu'on aidât le théâtre hongrois, le palatin pouvait répondre qu'ils devraient commencer par y aller. Toute la vie économique se déroulait en allemand. Les villes, le grand facteur d'assimilation nationale dans l'ère moderne, en immense majorité n'étaient pas magyares : à Budapest, en 1845, les quatre cinquièmes du commerce et des métiers étaient allemands, et la moitié du reste slave ; le dernier dixième, qui était magyar,

commencement du xix^e siècle, et note que dans les familles riches de moyenne noblesse, les jeunes gens avaient pour apprendre le français, au moins une raison, qui était de pouvoir entretenir des relations avec les magnats dont ils étaient les voisins. Cf. aussi Baranyai, *A francia műveltség Magyarországon* (La culture française en Hongrie au xviii^e siècle), et Kont, *Histoire de l'influence française en Hongrie*.

1. Acsády, *op. cit.*, II, 629-30.

2. Szinnyi, dans *Irod. tört. közlemények*, 1902, p. 179.

3. Horvath, *25 Jahre aus der Geschichte Ungarns*, I, 205.

4. Szekfü, *Három nemzedék*, 91.

se confinait presque exclusivement dans les professions semi-agricoles ou apparentées à l'agriculture, et abandonnait aux allogènes les métiers ou les commerces qui confinaient à l'industrie et à l'art¹.

Où ils représentaient la culture supérieure, c'est-à-dire dans leur classe noble, les Magyars ont assimilé. S'il est vrai que les magnats, en grand nombre, ignoraient ou avaient oublié le magyar, c'est qu'ils subissaient eux-mêmes l'assimilation par une culture supérieure, celle du milieu viennois. La magyarisation des allogènes hongrois démontre au contraire cette action de la culture supérieure. La seule unité nationale que pût concevoir la Hongrie féodale s'est réalisée : la noblesse était une, et la noblesse, c'était la nation². Son unité, fondée sur la communauté du privilège, impliquait unité de sentiment, non unité de langue. L'idée de faire de la langue le symbole de la nationalité n'est apparue que fort tard, après 1790, et surtout à partir de 1825. Jusque-là, quand les Diètes revendiquaient, parfois, les droits de la langue du pays, c'était surtout pour mettre obstacle à l'emploi de ministres et de fonctionnaires étrangers, pour défendre plus efficacement l'indépendance féodale du pays. L'idée de la nationalité linguistique est de nature démocratique et révolutionnaire. Dans toute l'Europe centrale, elle n'apparaît qu'au moment où les masses entrent dans la vie publique, où, pour agir en politique, il devient nécessaire de les atteindre, de les remuer, de les mettre en mouvement. Dans la Hongrie féodale, le noble magyar et le noble allogène, même s'il a gardé sa langue, sont de même nation ; le noble et le paysan magyar, qui sont de même langue, ne sont pas d'une nation ; il y a autant de distance entre eux qu'entre noble magyar et paysan slovaque ou serbe. Se magyariser ou affecter de se magyariser, c'est pour le noble allogène, se distinguer des paysans corvéables de sa race. Aussi est-ce un énorme anachronisme, et qui, comme tant d'autres, ne s'explique que par la hantise du

1. Sieghart, *op. cit.*, 131.

2. Marczali, *A 1790-1 I országgyűlés*, I, 366-7.

présent, d'attribuer à la politique soit des Diètes de l'ancien régime soit des dynasties qui ont précédé les Habsbourg des mobiles d'ordre national. Les Diètes n'ont que le souci d'écarter les étrangers ; les rois, que le désir de faire appel à des étrangers pour lutter contre la noblesse indigène féodale et rebelle¹. De Mathias Corvin, le roi national par excellence, on n'a pas une charte en magyar, mais on en a beaucoup en tchèque, et plus encore en allemand ; sa cour était pleine d'étrangers, et dans sa célèbre bibliothèque, — dont la renommée même prouve combien était bas le niveau de la culture de la Hongrie d'alors, car il ne s'y trouvait que très peu de manuscrits et sans grande valeur, — il n'y avait pas d'ouvrages magyars². Joseph II, par contre, passe pour le type du roi étranger, et sa politique a amené une crise grave dans les rapports des Habsbourg avec la Hongrie. Mais voici le témoignage contemporain d'un Magyar qui ne se payait pas de mots : « Ce n'est pas une vraie inclination pour notre langue, mais l'inquiétude de perdre notre liberté de nobles qui a provoqué le bouillonnement, et aussitôt que nous aurons pu établir celle-ci sur un fondement solide, nous oublierons notre langue³. » A une Hongrie où la haute aristocratie était devenue allemande, où la masse de la noblesse, pour pouvoir s'entendre avec ses paysans, parlait leurs langues ou leurs dialectes, où Diète, comitats, justice fonctionnaient en latin, où l'emploi du magyar, même dans les livres conver-

1. Vámbéry, cité dans Jászi, *op. cit.*, 261. Jászi, *op. cit.*, 243, dit des premiers siècles de l'histoire de la Hongrie que la tendance est toujours la même ; le roi se défend à l'aide d'éléments étrangers contre les grands vassaux indigènes. Cela est exact au moins jusqu'à Mathias Corvin, et naturellement, le redevient sous une autre forme depuis l'avènement des Habsbourg. Vámbéry, cité dans Jászi, *op. cit.*, 250, remarque que la question de langue ne jouait aucun rôle dans les luttes politiques d'alors, car l'afflux constant de grands seigneurs ecclésiastiques et laïques étrangers ne permettait pas de songer à leur magyarisation. Il faut ajouter que, naturellement, celle-ci se faisait par générations, mais toujours de nouveaux arrivants refaisaient une brèche dans l'unité magyare. Il en a été ainsi jusqu'au xvi^e siècle au moins, et de nouveau, sous une autre forme, jusqu'au xviii^e.

2. Jászi, *op. cit.*, 261-2 ; Marczali, *Magyarország története*.

3. Marczali, *A 1790-1 országgyűlés*, I, 362-3.

sations entre élèves, était interdit dans les établissements d'enseignement, non seulement catholiques, mais protestants¹, peut-on vraiment prêter l'idée de la nationalité linguistique et une politique de magyarisation?

Durant neuf siècles, la texture ethnique de la Hongrie s'est pour ainsi dire chaque jour modifiée, et l'afflux ininterrompu de masses étrangères a retardé, compliqué, empêché la formation d'une unité nationale. Si les Magyars avaient conquis le pays par les armes, ni leur culture, ni leur langue n'ont jamais pu être des instruments de conquête pacifique et d'assimilation volontaire des allogènes. D'assimiler par force la « plèbe » était bien la dernière idée qui pût venir à la Hongrie féodale : la plèbe, à ses yeux, n'est qu'un cheptel humana. Qnud, après 1825, entraînée à son tour dans le courant des idées démocratiques et nationales issu de la Révolution française, la vieille Hongrie féodale voulut, elle aussi, se transformer en un Etat national, elle se heurta à la conscience de race qui avait commencé à s'éveiller dans cette plèbe. Elle n'avait pas même songé à magyariser par force, au temps où peut-être elle y aurait pu réussir; quand elle tenta de le faire, son entreprise était nécessairement vouée à un échec. Le rêve à la fois anachronique et chimérique de faire de la Hongrie un Etat magyar homogène a conduit en 1848 et 1849 le royaume de saint Etienne au bord de l'abîme, et en 1918 anéanti à jamais l'œuvre millénaire de la conquête magyare.

V

La Révolution française de juillet 1830 enhardit à l'attaque de la vieille Hongrie féodale les partisans de réformes modernes, qui, depuis la Diète de 1825, avaient commencé à s'y préparer. Jusqu'en 1840, les idées conservatrices-libérales de Széchenyi dominèrent le mouvement.

1. Jászi, *op. cit.*, 293-4 et les textes qu'il cite. Marczali, *A 1790-1 orszaggyűlés*, I, 369.

Ensuite, la faveur publique se tourna vers le programme plus radical de Kossuth. Autour de 1845 apparut, avec l'école centraliste d'Eötvös, une doctrine plus nettement politique, inspirée des modèles de l'Occident. Ainsi s'affrontent, dès ce prélude de la Hongrie contemporaine, les forces qui auraient pu la sauver et celles qui l'ont conduite à sa perte : le réalisme de Széchenyi, la haute culture européenne d'Eötvös, le fougueux nationalisme de Kossuth.

Le comte Etienne Széchenyi, qui garde le nom du « plus grand des Magyars¹ » a été vraiment l'éveilleur de la Hongrie moderne. Jeune capitaine de hussards et simple auditeur à la Diète de 1825, un geste, d'un coup le rend célèbre, l'offre d'une année de ses revenus pour assurer la création d'une Académie hongroise. Fils d'une des plus illustres familles de la haute aristocratie, disciple de l'Angleterre, qu'il a bien étudiée au cours de plusieurs séjours, mais où il a peut-être cherché, plutôt qu'un modèle à imiter, des leçons dont il puisse s'inspirer, il fait scandale parmi ses pairs par les livres retentissants où il dénonce dans les vieilles institutions la source du malaise et de la stagnation du pays, et proclame que le salut de la Hongrie ne peut venir que d'une rénovation économique. En 1830, il ose, à la face d'une société féodale, toute fondée sur le privilège de naissance, affirmer la valeur des « cerveaux cultivés » et lancer à sa patrie, qui n'a jusque-là vécu que de traditions, l'apostrophe fameuse « La Hongrie n'a pas été, elle sera ». Mais il est l'homme du progrès raisonnable, méthodique, par étapes ; il redoute les formules politiques, et surtout il se défie des élans aveugles de sa nation. Pessimiste, timide, point affranchi de ses préjugés de classe, peut-être est-il tout cela, dont on l'accuse². Le plus profond, le plus parfait, le plus clairvoyant des

1. Kossuth avait écrit, au cours d'une polémique avec lui, qu'il était « le plus grand des Magyars vivants ». Après 1860, quand la Hongrie, au sortir de la réaction absolutiste, recouvra son existence nationale, et que, réfléchissant sur le passé, elle vit mieux ce qu'elle devait à Széchenyi et ce que Kossuth (dans sa première manière) aurait pu lui coûter, l'opinion magyare reprit cette formule, en la généralisant encore. Voir Halász, *op. cit.*, 258, qui d'ailleurs est plutôt pour Kossuth.

2. Halász, *op. cit.*, 43.

Magyars, attaché en apparence aux réformes purement pratiques, en réalité n'y voyant que les signes extérieurs de la réforme morale profonde, toute pleine d'esprit chrétien, dont l'idée remplit son âme, peut-être aussi est-il tout cela, dont on veut lui faire gloire¹. Quels qu'aient été ses mobiles, le résultat du moins a montré qu'il avait surtout été clairvoyant. Par tradition de magnat et par réflexion politique, parce qu'il tient que, dans l'Europe du XIX^e siècle, une Hongrie indépendante ne pourrait plus vivre, parce qu'il mesure la puissance de la maison d'Autriche, il est attaché à l'idée de la monarchie autrichienne : mais que la Hongrie s'enrichisse en développant son industrie, son crédit, ses voies de communication, qu'elle transforme sa vie publique en abaissant les barrières qui isolent les comitats les uns des autres et en créant dans la capitale un ardent foyer de culture nationale, et, sans bouleversements, presque sans innovations constitutionnelles, par une évolution naturelle, elle acquerra dans une monarchie fortifiée par ses progrès mêmes plus de libertés, et, en fait, la suprématie². De ce programme, qu'il exposa dans des livres impétueux, passionnés, incorrects, bizarres, terriblement polémiques, mais persuasifs et entraînants, il réalisa une partie lui-même ; il créa à Budapest un casino, qui devait être un foyer de vie sociale et intellectuelle pour la noblesse magyare ; il prit l'initiative, ou, comme commissaire du gouvernement, surveilla l'exécution de grands travaux, surtout la correction du cours de la Tisza et celle des Portes de Fer ; il ouvrit la brèche dans les privilèges de la noblesse lorsqu'en 1835, par une nouveauté inouïe et après une lutte acharnée, il fit décider que les nobles ne seraient pas exempts du péage sur le nouveau pont suspendu entre Buda et Pest. Mais il n'avait pas de parti. Metternich et les conservateurs purs le tenaient pour un fou dangereux, et bientôt il parut réac-

1. C'est la thèse de Szekfű, *Három nemzedék*, livre I, surtout, p. 40-1. Voir plus haut, p. 44-45.

2. Halász, *op. cit.*, 45. Entre cet idéal et celui que Szekfű prête à Széchenyi, *Három nemzedék*, 32, 42-5, 50, il n'y a contradiction qu'en apparence ; toute la différence est dans le temps qu'exigera la transformation.

tionnaire aux novateurs radicaux. Idole de la Hongrie pensante vers 1830, c'est tout juste si, vers 1845, il ne passa pas pour un traître. Dans un discours prononcé en 1842 devant l'Académie à qui sa magnifique donation avait permis de naître, il opposait à l'idée d'une suprématie magyare artificielle, établie par la violence, celle d'une suprématie naturelle, reconnue par les allogènes parce qu'elle se fonderait sur la seule supériorité de la culture intellectuelle et morale, et il exhortait ses compatriotes à acquérir cette supériorité qui donnerait à la nation magyare une irrésistible puissance d'assimilation. Ce programme humain et d'esprit, vraiment européen sera aussi, avec une nuance plus magyare, celui d'Eötvös. Il en a coûté cher aux Magyars en 1848 et soixante-dix ans plus tard de lui avoir préféré le chauvinisme violent et fanatique auquel les avait conquis l'éloquence ardente et passionnée de Louis Kossuth.

Kossuth est l'homme de la Révolution. C'est en 1848 et en 1849 que sa figure se dresse en plein relief, c'est alors qu'il a vraiment été le destin de sa patrie. Lorsqu'à la Diète de 1832, date capitale dans l'histoire du libéralisme hongrois, qui alors s'écarte de la voie où l'avait engagé Széchenyi pour se rallier à des réformes plus politiques et plus théoriques¹, Kossuth, représentant silencieux d'un magnat absent, débute par cette nouveauté révolutionnaire d'une correspondance lithographiée qui reproduit les débats parlementaires — la lithographie parut suspecte au gouvernement, qui n'admit que les copies à la main, — lorsque peu d'années plus tard, grandi par la persécution que lui fait subir Vienne, la nation salue en lui son plus grand orateur, il est par excellence l'homme du comitat, mais du comitat sous sa forme nouvelle, le champion de la moyenne et de la petite noblesse, peu fortunée ou pauvre, noblesse de fonctionnaires et d'avocats, jalouse de la richesse et de l'influence de l'aristocratie, et engagée contre elle dans une lutte haineuse. Ni membre ni client d'une dynastie de comitat, c'est sa pauvreté et

1. Szekfű, *Három nemzedék*, 99-100.

son ambition qui lui ont fait préférer à la lente filière des emplois la brusque et bruyante célébrité du journaliste. Ses idées et ses emportements oratoires inquiètent les esprits réfléchis : mais qui oserait lutter contre sa popularité, soudaine, éblouissante, irrésistible ? Széchenyi seul s'y risque, et mal lui en prend : sa clairvoyante angoisse passe pour la jalousie du magnat riche et puissant contre l'homme de talent pauvre. La grande force de Kossuth — est-ce à son origine slave qu'il la doit ? — c'est d'être, sur un point, mais capital, tout différent de la plupart des Magyars. Széchenyi et Deák sont des pessimistes, qui obéissent non à l'espoir en le succès, mais au sentiment du devoir. Kossuth est optimiste à fond¹ : dans chacune de ses entreprises, il voit, dans son ardente imagination, la victoire certaine et prochaine. De son élan enflammé, il entraîne la foule, la jeunesse surtout. Des admirateurs ardents, des disciples passionnés lui naissent dans cette génération nouvelle qui, vers 1840, arrive à la vie politique si différente de celle qui l'a précédée qu'un fossé les sépare, remplie de dédain pour l'étroitesse du globe hongrois, d'un libéralisme volontiers avancé et d'un cosmopolitisme² à la fois sincère et faux qui n'aura pas de peine à tourner au chauvinisme. Le journal de Kossuth, qui succombe au bout de quelques mois, ruiné par les intrigues du gouvernement, groupe le nombre inouï de 6 000 abonnés³. Radical dans ses idées, mais surtout dans ses méthodes, il fonce toujours sur l'obstacle. Comme les magnats, puissance à la Diète, sont, dans les comitats sans action, il dresse les comitats contre la Diète, il les pousse à substituer leurs statuts aux lois novatrices qu'elle rejette ou qu'elle amende, à faire les réformes par voie municipale⁴. Au programme économique de Széchenyi, conçu pour la Hongrie agricole, il oppose un programme de développement industriel, tout inspiré du système national d'économie politique de Frédéric List. Il ne croit

1. Szekfű, *Három nemzedék*, 126.

2. *Ibid.*, 92.

3. Halász, *op. cit.*, 229.

4. Takács, *op. cit.*, 73-4.

pas, sans doute, que son mouvement de protectionnisme national puisse réussir : mais l'essentiel à ses yeux est de se remuer, de stimuler l'esprit national, d'entretenir l'agitation des esprits. Son idéal est l'indépendance constitutionnelle et économique de la Hongrie¹. Non qu'il soit séparatiste et cherche délibérément le conflit avec l'Autriche : jusqu'à la crise de l'été de 1848, il est au contraire loyaliste, mais d'un loyalisme purement hongrois, de ce loyalisme étroit des lois et des comitats, qui croit avec des protestations sentimentales résoudre ou éluder le problème européen de la monarchie autrichienne. En cela encore, en cela surtout peut-être, il est l'homme de la noblesse de province, il incarne l'esprit des comitats.

Ceux-ci se sentent tenus et menacés par un gouvernement étranger : la politique de Kossuth exprime leur résistance, leur désir de secouer ce joug. L'insuccès des Diètes qui se succèdent presque sans résultats le convainc que la noblesse elle-même n'est pas de force à se sauver toute seule et qu'il est nécessaire de prendre appui sur les masses populaires. Après l'insurrection de Galicie de 1846, il n'hésite plus : le gouvernement autrichien a eu raison de la noblesse polonaise insurgée en lançant sur elle ses paysans fanatisés par la promesse du rachat de leurs charges féodales ; le même danger menace la noblesse hongroise. Mais sa nouvelle tactique ne procède point d'une vraie conversion à la démocratie — celle-ci ne se fera que plus tard ; — ce qu'il veut, c'est que la noblesse ne se laisse pas surprendre par une initiative du gouvernement, écraser entre la royauté et les masses coalisées. Fort éloigné d'un programme de réformes radical, il se contente de demander, avec l'égalité devant l'impôt, une modeste représentation des communautés paysannes dans le comitat, dont pour le reste l'organisation ne serait pas changée. « Si la noblesse », dit-il, « rend au peuple la liberté de sa terre et de son bras, si elle partage ses charges et si elle l'introduit dans l'exercice des droits politiques, elle aura fait ce à quoi elle était tenue. Elle ne

1. Takács, *op. cit.*, 91-5.

peut faire moins sans risquer sa perte. Elle n'est pas tenue de faire plus¹. » Vaincre dans la défense de sa Constitution et de sa nationalité, voilà ce que veut la noblesse. Elle ne le peut plus, au jugement de Kossuth, sans l'appui des masses paysannes, et c'est dans son intérêt, non dans celui du peuple, qu'il veut l'entraîner aux réformes².

Dans l'ardeur véhémement et souvent brutale de sa campagne en faveur de la langue magyare, il convient sans doute de voir, pour partie, l'influence de ce que l'on nomme « l'illusion libérale ». Si, dès 1842, il réclame qu'à tous les degrés de la vie publique le magyar soit langue officielle exclusive de l'Etat, du comitat, de la commune, langue exclusive aussi de tout l'enseignement, sauf dans les écoles de village, où il devra d'ailleurs, à côté de la langue des habitants, être soigneusement enseigné, c'est certes, pour partie, au nom du droit de la culture supérieure dont, à juste titre alors, il voit dans les Magyars, c'est-à-dire dans leur élite, les seuls représentants ; c'est aussi du droit de la raison et de la liberté, dont la vertu mystique, séduisant et conquérant peu à peu les allogènes, les rapprochera du peuple qui en est en Hongrie le défenseur, et qui leur en apporte les bienfaits et finira par les fondre en lui³. Pareille méconnaissance de la nature intime de la nationalité s'est rencontrée ailleurs dans la seconde moitié du XIX^e siècle, par exemple chez les Allemands d'Autriche à l'égard des Slaves. Mais, en même temps, Kossuth invoque le droit historique, c'est-à-dire, au fond, le droit de la conquête, les revendications ou les lois des Diètes féodales⁴. Ici, malgré lui, inconsciemment, c'est le privilégié qui parle ; et très vite, pour assurer le triomphe de la liberté et de la raison, il fait appel à la force. Entraînée par la puissance des idées nouvelles, la noblesse consent à admettre progressivement tout le peuple dans la nation, que seule jusqu'alors elle formait ; mais, toute magyare, il ne lui vient pas à l'idée que le peuple puisse exercer

1. Lettre à Wesselényi, 17 mai 1846, citée dans Takács, *op. cit.*, 119.

2. *Ibid.*, 119-120.

3. Szekfü, *Három nemzedék*, 105-7, d'après les articles de Kossuth.

4. *Ibid.*, 104-5.

des droits politiques sans être ou devenir magyar. Ce mépris instinctif de la conscience nationale de la majorité, n'est-ce pas le vieil orgueil féodal, qui du paysan corvéable à la bête de somme, n'aperçoit pas de sensible différence? Et le constant appel, sur ce terrain, aux décrets des assemblées privilégiées, cette intransigeance legaliste qui brave tous les faits, qui se met au-dessus de toutes les réalités, n'est-ce pas l'esprit même du comitat, étroit et obstiné, l'esprit juriste, formé dans les longues luttes pour la Constitution, l'esprit de ce monde fermé de l'ancienne Hongrie? C'est cette contradiction intime d'un programme qui veut « fondre les traditions constitutionnelles nobles et les droits populaires modernes ¹ » qui a vicié dès l'abord toute la politique de Kossuth, qui l'a condamnée à l'échec et conduite à une catastrophe.

Les vrais radicaux, qui s'en prennent à la racine du mal, sont alors les « centralistes » de l'école d'Eötvös, « doctrinaires » qui font campagne contre le principe même de la Constitution, c'est-à-dire le comitat, pour le gouvernement parlementaire. Tout imbu de culture occidentale, formé par de vastes études et de longs voyages en Allemagne, en France et en Angleterre, romancier et écrivain politique d'un haut mérite, d'esprit très large et de conscience très noble, le baron Joseph Eötvös a consacré sa vie à élever le niveau intellectuel et moral de son pays. Il a été vraiment l'introducteur de la culture occidentale en Hongrie. Sous la forme du roman, dans son *Notaire de Village* qui est *La Case de l'Oncle Tom* de la Hongrie féodale, sous celle de l'analyse politique dans sa *Réforme en Hongrie*, il a mis à nu toutes les faiblesses, toutes les injustices, tous les vices du système des comitats. Sous ce régime, tout entier fondé sur le privilège de la noblesse, et inconcevable sans lui, la Hongrie, démontrent les centralistes, ne pourra accomplir aucun véritable progrès définitif. Seuls ils comprennent et disent que la conception de la liberté dans la Constitution hongroise est purement féodale, imaginée par et pour des privilégiés, incompatible

1. Júsz, *op. cit.*, 318.

avec l'idée moderne d'une nation libre. Il n'y a en Hongrie, écrit Eötvös à la fin de la *Réforme*, ni nation, puisque seule la noblesse est la nation, en vertu de titres qui correspondent non plus à son état actuel, mais à des services passés, ni gouvernement, puisqu'il n'y a pas d'administration unie et centralisée à laquelle il commande, ni pouvoir législatif doté de ses droits naturels. Si un ordre privilégié ne peut chercher la garantie de ses privilèges que dans la faiblesse du gouvernement, une nation peut concentrer l'administration aux mains d'un gouvernement fort, dont elle se sent maîtresse de corriger ou de punir les fautes et les usurpations. La Hongrie a un gouvernement irresponsable, mais dénué de l'autorité nécessaire, et des juridictions indépendantes, mais toujours obligées de lutter pour défendre leurs droits. Elle ressemble à la Turquie, où le mélange de la culture européenne et des usages turcs a si bien fait qu'il n'y a plus dans l'empire ture ni culture orientale, ni pouvoir musulman. Elle est la patrie d'un peuple oriental, mais fixé en Occident, et qui ne peut pas rejeter les institutions de l'Occident; elle arrivera à la centralisation, par sa propre action, si elle comprend sa situation, sinon malgré elle, par la force des choses, qui, si puissants que semblent les obstacles à vaincre, ne souffrira pas que la réforme tarde encore longtemps¹. Toute cette philosophie politique détonait dans la Hongrie d'alors, qui ne la comprenait guère. Mais Eötvös et son groupe ont été des précurseurs : c'est une génération suivante qui a eu à faire l'épreuve de leurs principes, les seuls sur lesquels pût se construire une Hongrie moderne. Intermédiaires entre Széchenyi et Kossuth, mais dans le fond plus proche du premier, semblables à lui par leur conception de la suprématie magyare, qui ne peut être, à leurs yeux, que celle de la culture intellectuelle et morale vraiment supérieure, c'est eux qui, vraiment ont posé le problème hongrois en termes clairs et sur le terrain franchement politique.

Si l'opposition, divisée entre ces trois nuances, n'avait

1. Eötvös, *Die Reform in Ungarn*, Leipzig, 1846, 265-6, 272-4.

pas de chef commun, elle avait en François Deák comme un arbitre et comme un guide moral. L'autorité de Deák, était celle d'une intelligence claire et lucide, d'un esprit de juriste ferme sans étroitesse, d'un désintéressement et d'une absence d'ambition absolues, et surtout d'une conscience intransigeante. Il est l'homme de la vieille Hongrie, mais de ce qu'elle avait de meilleur. Si Széchenyi est le plus grand des Magyars, il en est, lui, le plus magyar, dans ses qualités comme dans ses défauts. Ceux-ci même, une certaine apathie, un scepticisme un peu désabusé, une sorte de crainte de l'action, qui s'exprimaient volontiers sous la forme de ripostes malignes et d'anecdotes caustiques, étaient précieux à une nation trop portée aux élans passionnés et aux enthousiasmes aventureux. Il y avait de la part de Széchenyi un peu d'injustice à prétendre que Deák ne voyait le monde que de la fenêtre de l'hôtel du comitat. Certes Deák s'entendait peu aux choses de la grande politique européenne, mais la clarté de sa vue et la droiture de son âme assuraient, même dans cet horizon un peu borné, la largeur de son jugement. Les vastes réformes, les grandes constructions n'étaient pas son fait. Par les empiètements du pouvoir, la vieille Hongrie avait été habituée à une politique critique, défensive, un peu négative, la politique des *gravamina*, des « griefs » contre les violations de la Constitution, dont la discussion tenait la plus grande place dans les débats des Diètes. Mais dans les programmes ambitieux et touffus conçus par d'autres, le sens aigu et l'infailible conscience de Deák savaient toujours dégager le possible et le juste, sur quoi la nation pouvait s'unir. C'est le plus grand service que, dans les moments critiques, il ait rendu à la Hongrie ¹.

En face d'un pays en effervescence, il n'y avait pas de gouvernement. Depuis la mort de François II, en 1835, c'était, sous le nom d'un simple d'esprit, son fils Ferdinand I^{er} ², trois vieillards, l'archiduc Louis, borné et

1. Halász, *op. cit.*, 137-8, 147-165.

2. En Hongrie, Ferdinand V.

têtu, le comte Kolovrat, intrigant et léger, et Metternich, plus infatué que jamais, sur qui pesait la charge de diriger la monarchie la plus complexe, où s'amassaient les forces de transformation et de dissolution. Cette « conférence d'Etat » accusait encore aux yeux de la Hongrie les contradictions et le mensonge de sa condition : l'indépendance d'un Etat constitutionnel lui était garantie par des lois solennellement jurées, et elle était en fait une province menée par des maîtres étrangers. Dans la personne de François, la royauté hongroise indépendante avait encore pris corps et fait figure ; mais sous son successeur, dont la faiblesse physique et la débilité intellectuelle apparaissaient dans les rares occasions où on pouvait le montrer, le mensonge de cette fiction constitutionnelle éclatait. Sans cesse tiraillée et ballottée entre ses vellétés de rigoureux autoritarisme et la crainte des résistances, la gérontocratie, symbole exact de la décrépitude de la monarchie autrichienne, achevait de ruiner en Hongrie l'autorité qu'elle prétendait défendre et maintenir, et le spectacle de son désarroi et de son impuissance encourageait les prétentions et exaspérait l'impatience des novateurs.

De la Diète de 1832 à celle de 1847, le gouvernement, sur toute la ligne, cède à leur assaut : mais il cède en lésinant, à contre-temps, il lâche les positions essentielles et se cramponne aux moins utiles, il a tout l'odieux de ses refus sans le mérite de ses concessions, tardives et grognonnes. Contre les revendications politiques et nationales de la noblesse, où il voit une menace pour l'intégrité de la monarchie, sa meilleure arme serait un programme de réformes économiques et sociales, qui resserreraient les liens d'intérêts entre une Hongrie enrichie et prospère et la monarchie. Mais, dans sa terreur de toute nouveauté, il s'obstine à empêcher le rachat des charges féodales, et laisse la noblesse se poser dans cette question en champion de la justice et du progrès. Par contre, il ne fait qu'une faible résistance avant d'accepter les lois qui substituent le magyar au latin dans la vie publique ; et pourtant, l'esprit de particularisme national dont elles témoignent dans la noblesse magyare est bien la vraie,

la dangereuse menace pour la monarchie. Peut-être ne déplaissait-il pas à Metternich, dans l'un et l'autre cas, de suivre une fois de plus la traditionnelle maxime habsbourgeoise de diviser pour régner¹.

La loi sur la langue provoqua immédiatement de violents conflits avec les ablégats croates. Le rapport constitutionnel de la Croatie et de la Hongrie n'avait jamais été fixé d'une manière tout à fait nette. Les Croates y voyaient une libre union sur la base de l'égalité, les Magyars une vassalité. Lorsque la Diète de 1843-1844 prétendit imposer aux députés croates l'usage du magyar à la Diète de Budapest, qu'ils tenaient pour une assemblée commune des deux pays, l'inconciliable opposition de ces deux thèses éclata. La prétention des Magyars d'imposer par la loi aux autorités croates de correspondre en magyar avec la Hongrie et aux écoles croates d'enseigner obligatoirement le magyar se fondait sur la nouvelle doctrine d'unité nationale que présentaient dans toute sa rigueur logique et son erreur historique les discours de Kossuth. Mais les Croates pouvaient à bon droit invoquer leur droit de nobles, égal au droit des nobles hongrois. La lutte une fois ouverte, il était impossible aux Magyars de reculer : mais l'embarras d'un homme comme Horváth, qui, témoin de ces faits et mêlé à ces combats, en écrit l'histoire vingt ans plus tard, et après la leçon de la Révolution, sa gêne quand il s'agit de juger la conduite de ses compatriotes, son visible désir d'excuser les Croates sans donner tort aux Magyars sont extrêmement significatifs² et par eux-mêmes des aveux.

Dans l'ordre économique, c'était la fougueuse campagne en faveur de la création d'une industrie nationale³, qui, évidemment, recélait une menace pour la monarchie.

1. Encore Metternich paraît-il, sur la fin de sa carrière, avoir été partisan d'une réforme comme celle de Széchenyi, bien que plus timide. L'ouverture des archives de Vienne a modifié l'idée qu'on se faisait traditionnellement de lui. M. Szekfű le nomme presque un politique de juste milieu, à la Guizot, *Három nemzedék*, 116.

2. Horváth, *op. cit.*, II, 166, 177, 186-200.

3. Sieghart, *op. cit.*, 137; Halász, *op. cit.*, 148.

Depuis le début du siècle, la noblesse hongroise, auparavant très attachée au maintien de la ligne de douanes intérieures, parce qu'elle y voyait pour la Hongrie et la Constitution hongroise une garantie contre un rapprochement dangereux avec l'Autriche, en réclamait du gouvernement de Vienne la suppression, pour pouvoir développer librement le commerce entre les deux pays. Par contre le gouvernement, qui, sous Marie-Thérèse et Joseph II, avait eu le dessein de réaliser cette union douanière, était, sous le régime de stabilité figée de François II, hostile à cette nouveauté comme à toutes les autres. Sa résistance fit contre lui l'union de tous les intérêts. La noblesse se jeta dans le mouvement protectionniste par esprit d'indépendance et orgueil national, la bourgeoisie des villes en vue des profits matériels qu'elle trouverait dans une industrie hongroise. Ainsi les éléments allemands des villes, qui étaient jusqu'alors le plus ferme appui du gouvernement de Vienne, contraints par son aveuglement de se rapprocher de la noblesse, jusque-là leur grand adversaire, commencèrent à se magyariser¹. Si la société de protection de l'industrie hongroise, création de Kossuth, combattue par Széchenyi, mais approuvée par Deák, n'a guère obtenu de résultats économiques, elle a eu un très grand effet politique : elle a, contre Vienne, rallié des éléments jusque-là dispersés ou opposés, et détourné la faveur publique du programme de Széchenyi, plus modéré, conservateur, habsbourgeois, compromis plus que soutenu par l'adhésion de principe d'un gouvernement trop faible et trop hésitant pour songer même à en faciliter la réalisation.

Une méfiance réciproque, et, de la part des Magyars au moins, fort justifiée vouait à l'échec l'essai d'une méthode nouvelle qu'à partir de 1845 entreprit, avec l'approbation de Metternich et du gouvernement de Vienne, le groupe de conservateurs qui prenait le nom de « progressistes modérés », et dont le chef était le comte Georges Apponyi². Développer par des réformes économiques la prospérité du

1. Sieghart, *op. cit.*, 120, 141-3.

2. Le père du comte Albert Apponyi.

pays, et, en donnant satisfaction aux intérêts matériels, détourner l'attention des buts politiques, tel était, au fond, leur objet. Ils prétendaient rétablir le gouvernement dans le rôle d'initiateur du progrès auquel il avait renoncé depuis Marie-Thérèse et Joseph II, et lui rendre ainsi la force et le prestige perdus par une politique de stérile négation. Pour obtenir la majorité de la Diète, sans laquelle ce programme ne pouvait être appliqué, les administrateurs qu'ils nommèrent dans les comitats soulevèrent la plèbe noble contre la moyenne noblesse indépendante, pilier de l'opposition : ce furent donc des conservateurs qui démontrèrent les abus et les dangers de l'ancien régime au moment même où ils faisaient une dernière tentative pour le maintenir. Faute de franchise ou de clarté de vue, leur politique était d'ailleurs contradictoire : obligés de ménager la toute petite noblesse farouchement attachée à la défense de ses privilèges, comment pouvaient-ils même songer à des réformes économiques efficaces, dont la condition indispensable était que les nobles prissent leur part des charges publiques? Malgré une campagne électorale d'une énergie sans scrupule, la tentative d'Apponyi échoua : à la Diète de 1847, l'opposition eut une majorité de quatre voix.

Le gouvernement avait fait cette campagne sur le programme de Széchenyi, moins la hardiesse des conceptions et la franchise de la volonté de réforme : il avait plus songé à son propre succès qu'au bien du pays. Dans son manifeste, où Deák s'était appliqué à rapprocher et à combiner les tendances de ses divers groupes, l'opposition avait mis au premier plan l'introduction en Hongrie de la responsabilité du gouvernement, c'est-à-dire du système parlementaire. Seule à ses yeux, cette réforme pouvait garantir au pays la solution selon ses désirs et selon ses lois des trois questions essentielles : intégrité territoriale, indépendance constitutionnelle, droits de la langue nationale. L'unité de la monarchie, disait Deák, ne signifie pas et ne peut pas signifier l'unité dans l'absolutisme. Elle ne peut être mieux assurée que par une libre entente entre la Hongrie et les Etats héréditaires : et, du jour où

ceux-ci redeviendraient des pays constitutionnels, elle serait plus solide que jamais. Le manifeste est beaucoup moins précis sur des questions pourtant au moins aussi importantes, l'égalité devant la loi, l'égalité devant l'impôt, les réformes économiques ; il les pose, mais souvent en termes vagues, timides, et susceptibles d'interprétation restrictive. C'est qu'il s'adresse à la nation noble, aux privilégiés, et qu'à leur permettre de mesurer trop exactement les sacrifices qui leur seront demandés on risque de les rebuter. C'est aussi qu'unis dans les revendications purement nationales les divers groupes de l'opposition se divisent sur le terrain des réformes sociales. C'est enfin qu'une grande partie de l'opposition, et Deák avec elle, doute du succès, doute au moins qu'il puisse être obtenu autrement que par de lentes étapes. Comme Széchenyi, elle admet qu'avant que la réforme complète ne soit réalisée il s'écoulera plusieurs dizaines d'années ¹.

Réunie le 12 novembre, la Diète, après quatre mois de session, était arrivée à un point mort. L'influence de Kossuth diminuait au profit de celle de Széchenyi ; le gouvernement gagnait donc un peu de terrain. Mais il se refusait à toute concession, comme l'opposition à l'abandon d'aucun point de son programme. La dissolution était en l'air, lorsque, le 1^{er} mars parvint à Presbourg la nouvelle de la Révolution de février. Le 3, en dépit des avertissements de Széchenyi, qui redoutait les conséquences révolutionnaires d'une semblable manifestation ², Kossuth, dans un discours resté célèbre, réclama l'introduction du parlementarisme en Hongrie et du constitutionnalisme en Autriche. C'était, sous une forme légale, le programme d'une vraie et complète révolution. La vieille Hongrie a cessé d'exister ce jour-là. Les lois sanctionnées le 11 avril, les fameuses lois de 1848, n'ont fait qu'enregistrer et codi-

1. Halász, *op. cit.*, 163 ; Szekfü, *Három nemzedék*, 14 ; Horváth, *op. cit.*, II, 388-435. La manière dont Horváth, qui écrit en 1864, expose le programme des conservateurs de gouvernement et celui de l'opposition et cherche à justifier la défiance de celle-ci par une argumentation parfois bien subtile et gênée est très symptomatique, notamment II, 401-6.

2. Horváth, *op. cit.*, II, 510-1, 515-6.

fier les conséquences nécessaires de la résolution arrachée par Kossuth à une assemblée qu'emportaient le souffle de ce printemps des peuples et la force d'un courant révolutionnaire rendu irrésistible par une trop longue et trop obstinée résistance.

PLAN DE LA SUITE DE L'OUVRAGE

CHAPITRE II

DE LA RÉVOLUTION AU COMPROMIS (1848-1867)

Les années critiques de la monarchie autrichienne. Elles ont décidé du sort de l'empire des Habsbourg et de l'avenir de l'Europe.

Cinq phases : I. Révolution (mars 1848-avril 1849). — II. Réaction centraliste-absolutiste (août 1849-juin 1859). — III. Réorganisation de la monarchie à la hongroise (juillet 1859-février 1861). — IV. Reconstruction à l'allemande (février 1861-juin 1865). — V. Paix de la dynastie avec la noblesse magyare. Compromis austro-hongrois (juillet 1865-juin 1867).

I

La Révolution lutte entre l'idéal historique de la noblesse hongroise et celui de la dynastie, entre l'idée de la Hongrie indépendante et celle de l'unité autrichienne.

Kossuth figure dominante de la Révolution. Son caractère ; les contrastes de sa nature. Orateur et imaginaire, il entraîne une Diète qui n'ose pas lui résister, mais qui ne le suit que malgré elle.

Les lois de 1848. Elles n'ont rien de vraiment démocratique. Elles font une Hongrie assez semblable à la France

de Louis-Philippe. Elles ne contiennent aucune disposition précise pour assurer l'existence de la monarchie.

La cour de Vienne, qui s'est ressaisie après le premier effroi des journées de mars, demande que cette lacune soit comblée. Défiance réciproque ; résistance de Kossuth.

L'insurrection des nationalités. La cour s'en sert contre les Magyars, mais à contre-cœur : elle préférerait s'entendre avec eux, s'ils faisaient des concessions à l'unité de la monarchie.

Les journées critiques, août-octobre. Le memorandum autrichien sur la Pragmatique-Sanction. Les modérés hongrois essaient d'écarter Kossuth. La cour démasque son dessein et remet en question les lois de 1848.

L'assassinat de Lamberg. La guerre contre la Hongrie.

Découragement et pessimisme des Magyars. Kossuth et ses amis seuls ardents à la lutte. Le reste de la nation ne la continue que parce que la Constitution et l'existence même de la Hongrie semblent être en jeu.

Le programme de la centralisation autrichienne : Schwarzenberg. La Constitution du 4 mars 1849.

La déclaration d'indépendance du 14 avril. L'intervention russe. Fin de la lutte, écrasement de la Révolution et de la Hongrie.

II

Caractère militaire du nouveau régime. La Hongrie pays conquis, pays ennemi.

Le démembrement administratif. L'égalité des nationalités devant la centralisation germanisante. Le mécontentement général : la résistance passive.

La transformation sociale : unité douanière, réforme de l'administration de la justice, des impôts, rachat des charges féodales. Appauvrissement de la noblesse, relèvement de la classe paysanne, ascension de la bourgeoisie. Formation d'une Hongrie nouvelle.

Comment la politique d'absolutisme centraliste et germanisateur a tourné contre l'idée autrichienne ces transformations qui auraient dû lui profiter. Comment elle a fait

l'union des Magyars et des allogènes contre Vienne, des classes contre la bureaucratie. Comment, en comprimant toute vie publique, elle a préparé, pour le jour où s'écroulerait le « système », la reprise de la direction politique de la nation par la classe qui l'avait exercée jusqu'en 1848, c'est-à-dire la noblesse.

III

L'épisode des magnats. Les doctrines des conservateurs hongrois. La théorie des individualités historico-politiques.

La résistance de François-Joseph. Absolutisme foncier de ses idées et de son caractère. Il ne cède que pas à pas, sous la pression des événements, surtout des embarras financiers et de l'agitation de la Hongrie.

Le Reichsrat renforcé et le Diplôme d'octobre.

La Hongrie refuse d'accepter cette Constitution hongroise de la monarchie. Le mouvement pour les lois de 1848. Les conservateurs hongrois désavoués par leur pays.

L'appel à Schmerling. Condamnation du Diplôme.

IV

La Patente de février. Le centralisme constitutionnel. Joseph II, Bach et Schmerling.

La Diète hongroise de 1861. Adresse et résolution. L'autorité de Deák.

La dissolution de la Diète. La seconde résistance passive.

Les échecs de Schmerling en Autriche et en Allemagne. Les conservateurs hongrois minent sa position : Maurice Esterházy. Ils frayent la voie à Deák.

Par l'article de Pâques de 1865, Deák prend l'initiative d'une entente avec Vienne. Joie de François-Joseph. Abandon du système de Schmerling.

V

Les négociations du Compromis. Influence dominante des événements internationaux : unité allemande et pro-

blème autrichien. Sadowa est le tournant. Ainsi s'explique le contresens du Compromis, qui institue le dualisme au moment où la rupture du dernier lien entre l'Autriche et l'Allemagne fait disparaître le plus fort obstacle à une véritable unité de la monarchie.

La fatigue de la Hongrie, le fléchissement de sa résistance créaient des conditions favorables à l'établissement de cette unité ; mais le mirage allemand, l'idée de la revanche pour Sadowa, met François-Joseph à la discrétion de l'oligarchie magyare. Le rôle de Beust.

Le Compromis : sens et dispositions.

LIVRE II

CHAPITRE I^{er}

LA SOCIÉTÉ HONGROISE DE 1867

Les survivances d'avant 1848 et les transformations des vingt années suivantes. La Hongrie en pleine évolution. Forces du passé et forces de l'avenir. Enchevêtrement des problèmes : nationaux, religieux, sociaux, intellectuels, politiques.

I

La noblesse. Division de classe : magnats et moyenne noblesse. Division régionale : Magyars du Danube et Magyars de la Tisza, les uns plus conservateurs, les autres plus radicaux, et chauvins.

Contrastes de la psychologie des Magyars : d'une part, bon sens, sérieux, gravité, dignité, bonté, vivacité, de l'autre, légèreté, besoin de paraître, emportements

passionnés, lenteur d'esprit. Insuffisance de culture intellectuelle, étroitesse d'horizon. L'atmosphère du comitat.

Affaiblissement de la situation économique de la noblesse : les conséquences de l'abolition des charges féodales. Nécessité pour un nombre de nobles sans cesse plus grand de trouver leur subsistance dans les fonctions publiques.

Contraste de la situation des magnats et de celle de la moyenne noblesse. La propriété : les fidéicommiss et les *latifundia*, bases de la puissance de l'aristocratie et des grandes familles, forteresses de l'esprit de conservation réactionnaire.

II

Les paysans. Caractère du paysan magyar : le culte de Kossuth. Les paysans allogènes : leur faiblesse et leur misère. Influence des siècles d'oppression féodale.

III

La bourgeoisie. Faible proportion de l'élément magyar ; magyarisation volontaire d'éléments allogènes, surtout allemands.

Le « Tiers Etat » hongrois est un mélange de nobles (moyenne et petite noblesse) et de roturiers ; l'élément noble y domine tout d'abord. Les professions libérales restent pour la plus grande partie l'apanage des nobles. Ils se tiennent à l'écart de l'industrie, du commerce, de la finance.

Le rôle des Juifs. La question juive en Hongrie depuis le début de l'ère moderne. Eléments indigènes assimilés et éléments immigrés. Le courant d'immigration venu de l'Est. Nationalisme magyar des Juifs de Hongrie, mais opposition de leur esprit à l'esprit traditionaliste de la société magyare. Propriété foncière et capitalisme.

IV

Les forces spirituelles. Les Eglises : puissance et richesse de l'Eglise catholique. Rôle intellectuel supérieur des éléments protestants.

Importance capitale du facteur religieux : puissance des clergés nationaux sur les populations orthodoxes ; certaines nationalités se présentent surtout comme des communautés religieuses.

L'instruction publique. Retard de la Hongrie dans ce domaine.

Les intellectuels. Difficultés à surmonter pour créer une culture magyare : indifférence aux choses intellectuelles dans la classe moyenne et la classe supérieure ; état arriéré de la civilisation matérielle. Lutte d'influences étrangères. Importance de l'élément juif : ses raisons. La science, la littérature et la presse.

V

L'état économique. La Hongrie agricole, colonie de l'Autriche industrielle. Son désir de s'émanciper de cette dépendance, pour des raisons surtout politiques, sera l'une des causes principales de la décomposition du dualisme.

L'agriculture, l'industrie, les communications, les finances de la Hongrie en 1867.

CHAPITRE II

L'ESPRIT PUBLIC

Vivacité des luttes politiques. Leur apparence de luttes pour des principes. Elles ne sont, au fond, que des combats entre coteries. Le parlementarisme hongrois n'est qu'un jeu de privilégiés, le peuple n'y a aucune part.

I

Le Parlement. La Chambre des Magnats, assemblée trop nombreuse, fondée sur le seul principe de la naissance. La réforme de 1885. La Chambre des Députés,

issue d'un corps électoral privilégié ; lois de 1848 et de 1874, projet de réforme de 1908, réforme de 1913, projet de 1917 : jamais de large extension du droit de suffrage. La pratique électorale : corruption et violence. Composition sociale du Parlement.

La vie publique locale. Les comitats, forteresses de l'influence de la noblesse. Les villes : caractère rural de la plus grande partie d'entre elles.

II

La question des rapports avec l'Autriche domine toute la vie publique. L'esprit légiste et la puissance des traditions.

Impopularité foncière du Compromis. Deák n'a eu une majorité que parce que ses adversaires n'ont pas osé prendre la responsabilité de faire échouer le Compromis. Insincérité de la vie publique dans ces conditions.

Politique de François-Joseph en Hongrie : il ne s'inquiète que d'assurer la marche des affaires communes et la force de l'armée ; pour tout le reste, il abandonne la Hongrie à l'oligarchie magyare.

Le sens de la politique « nationale » de l'oligarchie : accentuer le caractère magyar de l'Etat hongrois, et la parité entre la Hongrie et l'Autriche dans la monarchie. Politique de formules et d'apparences : l'armée principal objet du débat.

III

Les partis.

Tentatives répétées de créer un parti conservateur. Elles échouent parce que la royauté n'est pas nationale, et parce que le parti libéral est conservateur.

Le parti libéral : sa formation par la fusion de 1875 ; l'esprit de Tisza l'emporte sur celui de Deák. Tisza, type de la moyenne noblesse magyare, gouverne non pour des idées, mais pour garder le pouvoir, en s'appuyant sur les passions et les intérêts. Il organise le système des prébendes en faveur de la noblesse appauvrie. Pour cela, il

fait appel à la nouvelle classe industrielle et financière. La richesse foncière en déclin et la richesse mobilière en ascension unies contre le progrès démocratique. « Comto-cratie et bancocratie ».

Le parti kossuthiste : sa force dans le pays magyar, ses divisions. Il travestit la pensée de Kossuth, et se rattache au Kossuth d'avant 1848 bien plus qu'à celui d'après la Révolution.

Les fractions isolées et les indépendants. Rôle du comte Apponyi.

Les partis de nationalités.

IV

La question des nationalités.

La loi de 1868, d'inspiration juste et généreuse, n'a jamais été appliquée. Son esprit est inconciliable avec celui d'un régime tel que le pratiquait Tisza.

Les circonscriptions allogènes nécessaires au gouvernement pour se créer une majorité fidèle au dualisme. Paradoxe et immoralité d'un système qui gouverne au nom de la Hongrie magyare contre la majorité des électeurs magyars.

La politique de magyarisation, politique de formules et de trompe-l'œil. Le parti de Tisza n'a jamais voulu vraiment magyariser les masses allogènes; il n'a voulu que les empêcher de s'élever économiquement, socialement et intellectuellement. Il leur refuse les moyens de se donner dans leur langue nationale une culture nationale, et s'abstient systématiquement de leur offrir la possibilité de recevoir une culture magyare. Nouveau mensonge foncier du système.

V

Abaissement du niveau intellectuel et moral de la vie publique.

Corruption matérielle et morale. Domestication des intellectuels. Déchaînement des appétits matériels.

La culture magyare reste toute superficielle, tout vernis, sur un fond que des Magyars mêmes nomment « asiatique ».

Tous les vices du régime s'expliquent par les défauts ou les faiblesses de la classe qui seule a une influence sur les affaires publiques. C'est elle qui met obstacle à la naissance d'une Hongrie moderne.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Le sens général de l'évolution politique : accentuation de la souveraineté et de l'indépendance de la Hongrie, et du caractère magyar de l'État hongrois; l'idéal de « l'État national hongrois » associé à l'Autriche sur la base de la plus stricte parité légale et exerçant en fait l'influence dominante dans la monarchie. Aucun progrès politique ni social. Vide des programmes des partis : importance exclusive des questions de droit public.

La succession des régimes : I. 1867-1875. domination et déclin du parti deákiste. — II. 1876-1891. régime de Koloman Tisza. — III. 1891-1905. décomposition du parti libéral et du parlementarisme dualiste. — IV. 1905-1910. la « coalition ». — V. 1910-14. retour au pouvoir du parti libéral, devenu le parti du travail national, et régime d'Étienne Tisza.

I

Les hommes de 1867 : Andrassy, Eötvös, Lónyay. Rôle de Deák, patriarche dont l'autorité décline.

Le règlement des rapports avec la Croatie.

La réorganisation politique.

La crise de 1870. Andrassy aux Affaires étrangères. La majorité et le gouvernement s'effritent. Difficultés financières et crise morale.

L'idée de la fusion. Le parti de Deák s'unit au centre gauche de Tisza. Fin de la période deákiste.

II

Koloman Tisza. L'esprit du comitat de Bihár; Gouvernement de volonté et d'autorité, sans programme et sans idées. La « gentry » désormais seule maîtresse du pouvoir.

Le revirement qui, en Autriche, met fin à l'ère libérale allemande au profit du système Taaffe renforce la position de la Hongrie.

Le pacte tacite de Tisza avec Vienne. Il n'y a pas eu de plus strict dualiste, de ministre plus docile aux volontés de François-Joseph en toute matière diplomatique et militaire, que l'ancien chef de l'opposition au Compromis. La crise orientale. Le traité de Berlin voté, l'occupation de la Bosnie-Herzégovine acceptée contre le sentiment magyar, grâce à Tisza.

L'autre face : la politique de magyarisation avouée et proclamée.

Développement de la corruption parlementaire.

Action desséchante, stérilisante de ce régime sans âme et sans vie. Recul de l'esprit occidental en Hongrie.

Le régime tombe d'usure, s'étant épuisé à se maintenir.

Le mal qu'il a fait à la Hongrie.

III

Contraste de cette nouvelle période avec la précédente : dans le même espace de temps l'une a compté, en fait, un seul gouvernement, et l'autre sept.

Elle se divise elle-même en deux phases : celle des réformes libérales dans la législation religieuse, jusqu'en 1895, puis celle des luttes sur la question militaire.

La formation du parti populaire, en 1894, marque la première tentative sérieuse d'organiser les forces conservatrices sur le terrain religieux, contre les forces libérales et radicales. Mais elle reste stérile, et le parti se laisse entraîner à imiter les autres dans le choix de ses armes, chicanes du droit public, obstruction, et s'allie aux radicaux contre les libéraux. Décadence du parlementarisme hongrois.

L'agitation sociale : questions paysannes, questions ouvrières. Autoritarisme et répression.

Les prétentions des Hongrois à la parité dans l'armée mettent en question le Compromis lui-même. Irritation de François-Joseph. Etienne Tisza entreprend de dompter l'opposition : ses mérites et ses défauts. Les élections de 1905 : écrasement du parti libéral, défaite du dualisme.

IV

L'incapacité des adversaires du parti libéral et du dualisme réhabilite en peu d'années l'ancien système.

François Kossuth. Le comte Jules Andrássy.

Le ministère Fejérváry. Le Parlement dissous par la force armée. Le pays ne bouge pas. Le ministère lance l'idée de la réforme électorale et du suffrage universel à l'instigation de Vienne, et pour faire pièce à l'oligarchie.

L'opposition cède devant cette menace. Sa capitulation : formation du ministère de coalition.

Sa stérilité. Toute sa politique est un désaveu du passé et du programme de ses chefs.

Le projet de réforme électorale du comte Andrássy. Le conflit avec les Croates.

Fin de la coalition, ruinée par sa faiblesse et ses divisions. Elections de 1910. Le retour du parti libéral au pouvoir.

V

Les trois ministères : Khuen-Hederváry, Lukács, Tisza. La volonté de Tisza dominante depuis 1910.

Régime d'autorité croissante. Le caractère de Tisza, ses convictions politiques : ressemblances et différences avec son père. Sa politique envers les nationalités, mélange de rigueurs et d'avances.

La crise des guerres balkaniques. L'approche de la guerre prévue explique sans doute la politique de Tisza.

La réforme électorale de 1913 : sa timidité.

Les mouvements d'opposition. L'agitation du comte Károlyi. L'école radicale. Le parti socialiste.

LIVRE III

CHAPITRE I^{er}LA POLITIQUE EXTÉRIEURE
DE 1867 A 1914

L'influence de la Hongrie sur la politique extérieure de la monarchie. Sa prééminence dans le dualisme.

L'Autriche en cette matière ne compte pas. La politique extérieure se fait par entente ou transaction entre l'empereur et roi et le gouvernement hongrois. Le rôle du souverain.

Comment s'exerce l'influence de la Hongrie sur les affaires extérieures : le ministre commun des Affaires étrangères et le président du Conseil hongrois; les Délégations et le Parlement hongrois; l'opinion hongroise.

I

Les facteurs de la politique extérieure hongroise : intérêts politiques et intérêts économiques.

A. Les intérêts politiques :

1. Le souci de l'intégrité territoriale. Précautions contre l'irrégentisme roumain et serbe. Volonté de dominer la Roumanie et la Serbie ou de les rendre impuissantes. La peur du panslavisme : la politique anti-russe.

La sympathie pour l'Allemagne résulte de cette crainte commune.

La sympathie pour la Turquie et la Bulgarie s'explique par les mêmes raisons, que renforce l'idée d'une parenté ethnique.

2. L'autorité de la Hongrie dans la monarchie.

Politique destinée à assurer son indépendance, à la défendre contre un excès d'influence autrichienne ou allemande, et à rehausser son prestige : attitude de puissance

libérale, recherche d'intimité intellectuelle avec les puissances occidentales ; sympathies italiennes.

B. Les intérêts économiques :

1. Le désir de faire de la Hongrie une puissance industrielle la pousse à rechercher des relations avec les pays riches de l'Occident.

2. Les agrariens hongrois se défendent contre la concurrence de l'agriculture balkanique. Importance de ce facteur : la puissance des agrariens résulte de toute la structure sociale et politique de l'Etat hongrois. Ses conséquences défavorables sur les relations de la monarchie avec la Roumanie et surtout la Serbie. Responsabilité des grands propriétaires hongrois dans ces fautes.

Contradictions et lacunes de cette politique. Inexpérience et ignorance générale de l'opinion hongroise en matière internationale, effet de siècles d'isolement remplis par les luttes intérieures.

II

La politique extérieure d'Andrássy.

Le duel Andrásy-Beust. Andrásy emporte la neutralité de la monarchie en 1870, et son rapprochement avec l'Allemagne.

Avances à l'Angleterre.

L'alliance des trois Empereurs.

Les débuts de la crise orientale.

La guerre russo-turque. Le Congrès de Berlin.

L'occupation de la Bosnie-Herzégovine.

L'alliance austro-allemande.

III

La politique extérieure après Andrásy.

La pratique de la Triple-Alliance.

L'opposition du parti de l'indépendance : les déclarations et les manifestations francophiles.

Les avances de Guillaume II à la Hongrie.

Kálnoky et Goluchowski.

La conférence d'Algésiras.

Aehrenthal. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine. L'ultimatum de 1909 à la Serbie.

Les guerres balkaniques.

CHAPITRE II

LA HONGRIE ET LA DÉCLARATION DE LA GUERRE

La Hongrie n'a pas cherché la guerre, et elle n'a point travaillé à la rendre inévitable. Mais elle y a acculé la monarchie et l'Europe par sa politique intérieure et les répercussions extérieures qui en résultaient.

Si donc elle ne porte pas la responsabilité immédiate de la guerre, elle en porte, tout aussi directe, la responsabilité lointaine.

I

La politique de magyarisation : ses dangers.

Les progrès intellectuels et économiques des allogènes.
La formation de classes moyennes allogènes.

Les premières manifestations de l'opinion européenne contre cette politique.

II

L'épuisement financier par suite des armements et des mobilisations.

Tentatives faites pour obtenir des emprunts en France. La Hongrie mise en avant pour obtenir ce qui serait plus sûrement refusé à l'Autriche trop germanique. Echec de ces tentatives : l'irritation qui en résulte.

III

L'attentat de Sarajevo.

François-Ferdinand et les Magyars.

Les vues de la Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine et la menace yougoslave. L'inquiétude créée par le résultat des guerres balkaniques.

IV

Le gouvernement hongrois et la politique européenne, de l'attentat à la déclaration de guerre.

Le comte Tisza hostile à la guerre, non pour des raisons de justice ou d'humanité européenne, mais parce qu'il la juge inutile aux intérêts de la Hongrie.

Son revirement au milieu de juillet, sous l'influence sans doute d'avis reçus de Berlin.

Discussion des documents récemment publiés sur ce sujet,

CHAPITRE III

LA HONGRIE DURANT LA GUERRE

Toute l'attitude des Magyars durant la guerre trahit leur inquiétude en présence du redoutable dilemme où ils se trouvent pris : la victoire des Alliés mettrait en question l'existence ou en tout cas l'intégrité de l'État hongrois, celle des puissances centrales son indépendance. La paix dont la Hongrie a besoin est la paix du *statu quo*.

D'autre part, la Hongrie se rive à l'Allemagne et, si une partie de l'opinion hésite et oscille, le gouvernement engage à fond les ressources du pays dans la guerre.

Mais cet effort, en se prolongeant, énerve l'opinion et surtout épuise le pays. qu'ébranlent aussi d'abord l'invasion, ensuite la Révolution russe. Le régime politique est rapidement miné, et la Révolution se prépare.

I

Enthousiasme pour la guerre et réserves. Manifestations du gouvernement et de l'opinion. Sentiments à l'égard des alliés.

Les premiers succès des Allemands et les premiers revers austro-hongrois.

La mainmise de l'Allemagne sur la monarchie : les

inquiétudes de la Hongrie. Désirs de paix. Les réquisitions.

Le Parlement continue de siéger. La censure.

Tisza et l'Allemagne : Tisza pratique à fond l'alliance la plus complète avec l'Allemagne, tout en défendant énergiquement les droits et surtout les intérêts de la Hongrie.

II

Mittleuropa. Les campagnes d'opinion en Hongrie : enthousiasme factice, recouvrant de l'inquiétude.

Le mouvement touranien, contrepoids au mouvement moyen-européen. Ce qu'il a d'artificiel et de théorique. Son insignifiance réelle.

III

L'entrée en guerre de l'Italie et de la Roumanie. La Hongrie pousse aux concessions à l'Italie, à la raideur envers la Roumanie.

La Hongrie et la politique polonaise de la monarchie et de l'Allemagne.

La mort de François-Joseph. Charles IV et la Hongrie.

IV

La révolution russe. Orientation vers une nouvelle politique, plus démocratique : le ministère Esterházy et l'idée de la réforme électorale.

Les progrès faits dans les pays alliés par l'idée de l'affranchissement des peuples opprimés inquiètent très vivement la Hongrie. Violence des polémiques à ce sujet.

Le désir et le besoin de paix. Les tentatives de paix.

L'échec de la nouvelle politique intérieure. Faiblesse du souverain et de ses conseillers. Le ministère Wekerle.

La paix annexionniste avec la Roumanie.

V

La décomposition du régime. La misère et le mécontentement public. Les déserteurs : les cadres verts.

La paix de Brest-Litowsk.

La Hongrie et les tentatives de paix séparée avec la France.

L'agitation intérieure : mouvements dans la jeunesse intellectuelle et parmi les ouvriers. La campagne politique du comte Karolyi et de ses amis. La crainte croissante de la défaite.

Le désastre militaire et la Révolution.

CONCLUSION

L'erreur de 1867 — conclusion avec la maison d'Autriche d'une alliance contre la démocratie et la justice nationale — a tué la Hongrie historique.

Les deux grandes fautes de l'oligarchie magyare : sa politique sociale contre les paysans, sa politique nationale contre les allogènes.

Trop longue complaisance de l'opinion étrangère envers la Hongrie : ses raisons ; le masque de la Hongrie libérale.

L'excès de sévérité qu'on lui marque aujourd'hui est moins injustifié peut-être, mais n'est pas beaucoup plus juste. Les fautes de la Hongrie, qui sont très grandes, sont d'ignorance plus que de mauvaise intention. En tout cas, le peuple magyar a le droit d'être mis à l'épreuve. La Hongrie démocratique a besoin d'appui moral au moins autant que d'aide économique.

Le mal fait par l'épisode du bolchevisme et par la réaction qui l'ont suivi : la Hongrie apparaît tantôt comme le plus rouge, tantôt comme le plus noir des pays de l'Europe.

Elle n'est ni l'un ni l'autre. Elle est un pays qui, brusquement, a passé d'un rêve éclatant à une dure réalité, et à qui il faut travailler rudement pour s'adapter à ses nouvelles conditions de vie.

Le manque de personnel formé et de tradition politique est une des plus grandes difficultés de cette adaptation. L'histoire pèse sur la Hongrie nouvelle : elle a besoin d'être aidée à s'en dégager.

BIBLIOGRAPHIE

De n'être ni complète ni suffisamment critique, la présente bibliographie trouve son excuse dans les difficultés des circonstances présentes, notamment la lenteur et l'incertitude des communications, qui ont rendu souvent impossibles des vérifications nécessaires, par exemple en ce qui concerne les dates de publication, et aussi les ouvrages parus depuis la guerre. Elle a donc dû se borner à essayer d'être à la fois sommaire et utile, c'est-à-dire capable de donner l'essentiel des indications nécessaires aussi bien pour contrôler les assertions du texte que pour reprendre tel ou tel point du travail, si la tentation en venait à quelqu'un, comme je le souhaite.

J'ai évité autant que possible de faire figurer dans ce catalogue des ouvrages déjà cités dans la bibliographie de mon *Compromis austro-hongrois*, à laquelle il sera donc bon de se reporter.

On peut se tenir au courant de la bibliographie de l'histoire de la Hongrie, en recourant aux revues spéciales : *Századok* (*Les siècles*), *Történelmi szemle* (*Revue historique*), *Ungarische Rundschau*. Toutes donnent des comptes rendus critiques, et l'annonce des ouvrages parus. Voir aussi KONT, *Bibliographie française de la Hongrie*, 1913, et les suppléments de LEVAL, Budapest, 1914.

SOURCES

Le recueil des lois le plus facile à manier est celui de DÁRDAY, *Közigazgatási törvénytar* (droit public) et *Igazságügyi törvénytar* (droit privé). Budapest, 23 volumes. La troisième édition, à laquelle se réfèrent mes renvois, est de 1903.

Les débats parlementaires sont en général copicusement et assez consciencieusement analysés dans les grands journaux. C'est

le *Pester Lloyd* que l'on consultera le plus fréquemment, parce qu'il est écrit en allemand. Les comptes rendus officiels sont difficilement accessibles en France.

Les discours des parlementaires les plus renommés ont été réunis en volumes. Le plus précieux de ces recueils est celui qu'EMMANUEL KÓNYI a donné des discours de DEÁK, DEÁKF. beszédei, 6 vol. : première édition, Budapest, 1886-1898. KÓNYI, ancien chef des secrétaires-rédacteurs de la Chambre avait voué un culte à la mémoire de DEÁK et d'ANDRÁSSY. La confiance générale qu'il inspirait lui a valu communication de quantité d'inédits, journaux intimes et correspondances, et son travail, absolument impersonnel, est la plus précieuse collection de documents sur toute l'histoire de la Hongrie entre 1825 et 1876. LEDERER a édité, avec de bons commentaires, les discours du premier comte JULES ANDRÁSSY, mais sa mort prématurée a laissé son travail inachevé : ANDRÁSSY GYULA gróf beszédei, 2 vol., Budapest, 1891-3. Les discours du comte ALBERT APPONYI ont été aussi publiés, APPONYI ALBERT gróf beszédei, 2 vol., Budapest, 1911 (?)

Les renseignements statistiques nécessaires se trouvent dans l'*Annuaire statistique hongrois* (traduction officielle), publié par l'*Office de statistique du royaume* ; la deuxième série (nouveau cours) commence en 1892. Une énorme quantité de matériaux statistiques a été réunie en vue de la Conférence de la paix, et publiée (en français) : *Les négociations de la paix hongroise, Compte rendu sur les travaux de la délégation de paix de Hongrie à Neuilly-sur-Seine, de janvier à mars 1920, publié par le Ministère hongrois des affaires étrangères*. Budapest, 1921, 3 vol. in-4° et un atlas.

La littérature politique magyare n'est pas encore très développée, et surtout on n'y rencontre pas beaucoup de témoignages vraiment personnels, intelligents et perspicaces. Il n'existe guère de revues spécialement ou en majeure partie consacrées à la politique. *Budapesti Szemle*, revue académique, a souvent des articles intéressants, notamment sur les questions de droit public et les questions extérieures. *Huszadik Század* (*Le XX^e siècle*), revue de l'école radicale « sociologique » est extrêmement précieux à ce point de vue par la précision et le caractère scientifique de ses études, mais naturellement assez partial, et ne doit être utilisé qu'avec critique. *Nyugat* (*L'Occident*), revue plutôt littéraire, a souvent, surtout pendant la guerre, donné sur les questions politiques, des exposés critiques qui se distinguaient par leur pénétration, dans un esprit de

scepticisme un peu ironique, mais assez impartial. *La Revue de Hongrie*, toujours trop officieuse, et qui durant la guerre, a eu une attitude perfide, a l'avantage de présenter assez souvent dans un utile résumé quelques-unes des théories à la mode en Hongrie et d'expliquer ou de laisser deviner les raisons de certains actes. *La Revue politique internationale*, publiée avant la guerre à Paris, durant la guerre à Lausanne, sous la direction de M. FELIX VÁLYI, un des Magyars qui ont porté le plus d'attention à la grande politique européenne et universelle, a eu d'assez nombreux articles sur les questions qui intéressent la Hongrie, et on y peut très souvent reconnaître le point de vue magyar. *The New Europe*, qui a paru à Londres de 1915 à 1919, a donné beaucoup d'articles importants sur la Hongrie.

La principale source reste donc la presse quotidienne. Elle est faite à la mode allemande, numéros volumineux, abondance de matière politique et économique, articles souvent en forme de dissertations. Le *Pester Lloyd* y occupe le premier rang par la richesse et la sûreté relative de ses informations; s'il a l'avantage d'être en langue allemande, il a eu presque toujours l'inconvénient d'être trop partialement germanophile. *Buda-pesti Hirlap (Journal de Budapest)* est la feuille de chevet de la classe dominante, de la gentry, très intéressant à ce point de vue. *Világ (Le Monde)*, lourd, mais riche d'idées, est le quotidien de l'école de *Huszadik Század, Alkotmány (La Constitution)* l'organe des catholiques, et *Népszava (La voix du peuple)* celui des socialistes. Le dépouillement de ces divers journaux, dont les trois derniers n'existent guère que depuis vingt ans, suffit pratiquement à donner une idée exacte de la vie politique de la Hongrie. Il faut y ajouter la *Arbeiter-Zeitung* de Vienne, journal du parti socialiste autrichien, qui a fréquemment ouvert ses colonnes aux socialistes et aux radicaux magyars empêchés par les lois et la pratique de leur pays de dire toute leur pensée. Beaucoup des dessous de la politique magyare se découvrent dans ses articles, qui d'ailleurs souvent forcent la note et compromettent leur autorité par une excessive verve de langage.

Les mémoires n'éclairent guère que la première partie de cette histoire. Les deux derniers volumes de ceux de SZÖGYENY-MARICH (*Emlékiratai*, II et III) ont paru en 1917 et 1918 (le premier, publié en 1903, allait jusqu'en 1848); ils sont importants pour les vingt années de la Révolution au Compromis. Ceux de KOSSUTH (*Meine Schriften aus der*

Emigration, I-III, Leipzig, 1880-2) peuvent être complétés par l'édition de ses discours et lettres, recueillis en magyar, qui malheureusement ne m'a pas été accessible. Le ministre de la justice du cabinet Fejérváry, LANYI, a écrit ses mémoires (*Das Ministerium Fejérváry*, Berlin, 1909). On peut considérer comme des mémoires les deux ouvrages que le comte JULES ANDRASSY a publiés à la fin de la guerre, et qui sont en grande partie des recueils d'articles et de brochures : *Diplomácia és világháború* (*La diplomatie et la guerre mondiale*) et *A világháború problémái* (*Les problèmes de la guerre mondiale*), Budapest, sans date, en fait 1918 et 1920. Les confessions du prince LOUIS WINDISCHGRATZ, *Vom roten zum schwarzen Prinzen, mein Kampf gegen das k. und k. System*, sont amusantes et instructives, mais ne doivent être utilisées qu'avec beaucoup de précautions, car elles sont une œuvre de polémique et d'apologie personnelle.

La littérature d'imagination, romans et contes, est une source précieuse pour la connaissance du caractère national, des mœurs, de la vie sociale et même de la vie publique. Au premier rang il faut placer l'œuvre de MIKSZATH, réunie en une vingtaine de volumes, vers 1900 : c'est, présentée avec un art extrême, la peinture la plus diverse et la plus vivante de la Hongrie du XIX^e siècle ; les paysans et la société des petites villes, en particulier, y sont pris sur le vif. On en a traduit en français une trop faible partie (*Journal des Débats*, *Mercure de France*). CHARLES EÖTVÖS, qui fut un types intéressant d'homme politique magyar, a laissé d'abondants et curieux souvenirs et impressions, dont les plus connus sont ses *Promenades autour du Balaton*.

OUVRAGES

Les meilleures histoires générales sont celles du Millénaire, *A magyar nemzet története* (*Histoire de la nation hongroise*), dix vol., Budapest, 1896-8, de MARCZALI, *Magyarország története*, (*Histoire de la Hongrie*), Budapest, s. d. (1908), et d'Acsády, *A magyar birodalom története* (*Histoire de l'empire hongrois*), Budapest, 1903, 2 vol. SAYOUS, *Histoire générale des Hongrois*, 2^e édit., 2^e vol., reste très utile. L'*Histoire générale* de Lavis et Rambaud, t. XI et XII et *The Cambridge modern history*, XII, 1910, peuvent encore être consultées, en particulier pour la bibliographie.

Pour la géographie, l'article de CHOLNOKY dans le recueil de propagande *Ungarn, Land und Volk*, Budapest, 1917, contient l'essentiel. PRINZ, *Magyarország földrajza* (Géographie de la Hongrie), Budapest, 1914, est un essai de géographie explicative très intelligent et très intéressant.

Pour l'ethnographie, BALOGH, *A népfajok Magyarországon* (Les races en Hongrie), Budapest, 1901, très détaillé, avec des cartes très précises, et AUERBACH, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 2^e éd., Paris, 1918.

Pour les questions agraires KENEZ, *Nép és föld* (Peuple et terre), Budapest, 1918, et divers articles de CZETTLER dans *Budapesti Szemle* ; l'exposé des motifs du projet de loi sur la réforme agraire, document 121 de la session parlementaire de 1920.

Pour les questions religieuses voir *Le régime des cultes en Europe*, publié par la Société de Législation comparée, Paris, 1909, avec bibliographie. La question juive dans l'enquête du *Huszadik Század*, réunie en volume en 1918. L'admirable roman des frères THARAUD, *A l'ombre de la Croix*, donne une saisissante impression de certains aspects du problème juif.

Pour la question des nationalités, l'enquête de *Huszadik Század*, réunie en volume, 1919, *A nemzetiségi kérdés* (La question des nationalités) et les ouvrages d'O. JÁSZI, surtout *A nemzeti államok kialakulása* (La formation des Etats nationaux), Budapest, 1912. C'est ici également qu'il faut citer les ouvrages de R. W. SETON-WATSON. *Racial problems in Hungary*, Londres, 1906 (paru sous le pseudonyme de SCOTUS VIATOR) *The Southern slav question*, Londres, 1912, *Corruption and reform in Hungary*, Londres, 1911, *German, Slav and Magyar*, Londres, 1916. M. SETON-WATSON a eu le mérite de démasquer devant l'opinion européenne le régime tisztaiste, et de contribuer à faire connaître la vraie nature de la Hongrie. Le tableau qu'il présente est parfois un peu chargé, mais infiniment plus vrai que les panégyriques courants en Angleterre avant ses livres.

Le droit public hongrois est exposé non sans tendance, mais d'une façon assez vivante dans KMETY, *A magyar közjog tankönyve* (Manuel de droit public hongrois), 2^e éd., Budapest, 1902. Les deux volumes de MARCZALI, *Ungarische Verfassungsgeschichte* et *Ungarisches Verfassungsrecht*, Tübingen, 1911 et 1912, sont pleins d'aperçus intéressants, dans la manière très personnelle, volontiers ironique et paradoxale, de l'éminent historien hongrois. La rude critique qu'ont exercée sur le

second certains juristes (POLNER, *Ein ungarisches Staatsrecht*, dans *Ungarische Rundschau*, 1912, p. 483-523) paraît largement influencée par la rivalité de deux écoles, ou même de deux Facultés. Le droit administratif est exposé avec une précision suffisante dans MARKUS, *Ungarisches Verwaltungsrecht*, Tübingen, 1912. M. RENNER, en ce temps bibliothécaire du Reishsrat, et depuis chancelier de la République d'Autriche, a été le premier à rechercher sous les formules et les apparences du parlementarisme hongrois et de l'autonomie du comitat la réalité politique et sociale, notamment dans *Die Krise der Dualismus und das Ende der deakistischen Episode in der Geschichte des Habsburger Monarchie*, 1904, et *Grundlagen und Entwicklungsziele der österr.-ungar. (Monarchie)*, 1906. La question de la réforme électorale a été traitée d'un point de vue polémique dans la *Hongrie contemporaine et le suffrage universel*, recueil en traduction française d'une série d'articles de Huszadik Század, Paris, 1909, et exposée historiquement dans un article de M. NEMETHY, *Die ungarische parlamentarische Reform*, dans *Jahrbuch de öffentlichen Rechts*, Tübingen, 1910.

Sur *Mittleuropa* du point de vue hongrois, il existe une très abondante littérature. On en trouvera la bibliographie essentielle dans la plaquette de M. OSUSKY citée plus loin. Le *Verein für Sozialpolitik* a publié en 1917 les résultats de sa grande enquête sur ce sujet, *Die wirtschaftliche Annäherung Oesterreich.-Ungarns und Deutschlands*. On peut consulter aussi Stolper, *Das mitteleuropäische Wirtschaftsproblem*, 2^e et 3^e éd., Vienne, 1918.

Comme témoignages de l'influence de la guerre sur l'esprit magyar, HEGEDUS (aujourd'hui ministre des finances), *A magyarság jövője (L'avenir des Hongrois)*, 1918 ; JASZI, *Magyarország jövője és a dunai Egyesült Allamok (L'avenir de la Hongrie et les Etats-Unis du Danube)*, 1918 ; ÁGOSTON, *A mi utjaink (Nos chemins)*, Nagyvárad, 1918. (M. ÁGOSTON, ancien professeur à l'Académie de Nagyvárad, a été récemment condamné dans le procès des commissaires du peuple). Consulter aussi le petit livre publié en 1918, avec la collaboration de M. JULES PICHON, par M. ST. OSUSKY, aujourd'hui ministre de la République tchécoslovaque à Paris, *Magyars et Pangermanistes* (Paris, BOSSARD), travail intéressant, instructif, sans prétention à l'impartialité, accompagné d'une utile bibliographie.

La littérature magyare n'est pas riche en bonnes biographies

politiques. *Deák Ferenc élete (La vie de F. Deák)*, de FERENCI, en 3 volumes, est utile, mais ne peut pas se comparer à WERTHEIMER, *Graf Julius Andrássy, sein Leben und seine Zeit*, I-III, Stuttgart, 1910-3, travail un peu massif, mais plein de documents nouveaux. Rien sur K. TISZA ; sur son fils la brève notice de D. ANGYAL, dans *Tisza István emléke (La mémoire d'Et. Tisza)*, Budapest 1921, dont on doit espérer qu'elle n'est que l'esquisse d'une biographie digne d'ETIENNE TISZA, si calomnié, fanatique, mais sincère et honnête. HALASZ a donné, dans *Egy letűnt nemzedék (Une génération disparue)*, Budapest, 1911, une série de brefs portraits de quelques-uns des hommes d'État les plus connus de la Hongrie, depuis Széchenyi jusqu'à Benjamin de Kállay ; sous une forme légère de feuilleton, le fond en est sérieux, et on y trouve beaucoup d'aperçus ingénieux. Sur FRANÇOIS-JOSEPH, on peut consulter, outre l'article de M. RENÉ PINON dans la *Revue des Deux Mondes* et celui que j'ai publié dans la *Revue de Paris*, tous deux du 1^{er} janvier 1917, le portrait qui termine les *Historische Aufstätze* de HEINRICH FRIEDJUNG, Stuttgart et Berlin, 1919.

Pour la période de 1848 à 1860, mon *Compromis austro-hongrois*, qui essayait de placer le problème hongrois dans son cadre autrichien et moyen-européen, a été complété ou rectifié sur nombre de points par l'ouvrage de H. FRIEDJUNG, *Oesterreich von 1848 bis 1860*, I et II, Stuttgart, 1908 et 1912 (le troisième volume est resté inachevé, et ne sera sans doute publié que dans quelque temps), FRIEDJUNG, qui était d'une probité historique absolue (dans l'affaire du complot yougoslave, qui a abouti au procès d'Agram, il fut victime de son enthousiasme autrichien et de sa confiance en Achrenthal qui se joua cyniquement de lui) et dont je m'honore d'avoir été l'ami, avait dû à sa réputation d'historien et de patriote de pouvoir consulter pour certaines périodes et certaines questions les archives de Vienne. La Révolution a permis à M. JOSEF REDLICH d'y puiser sans réserve. De là vient la valeur exceptionnelle de son grand ouvrage, dont le premier volume, en préparation depuis quinze ans, a paru l'an dernier à Leipzig (*Das österreichische Staats-und Reichsproblem*). Il renouvelle l'étude du problème autrichien dans la période contemporaine. C'est un travail fouillé et complet, où s'allie à une précision acérée de juriste qui jamais cependant ne tombe dans la subtilité, le plus large esprit historique, où l'expérience du politique unie à la science du professeur saisit vraiment toute la réalité vivante. Bien des fois, au cours de mon

travail, j'ai regretté que ce premier volume, qui s'arrête à 1861, fût le seul dont je pusse me servir. Si les suivants, et c'est probable, le valent en intérêt, l'histoire du problème de l'Europe centrale se sera enrichie d'une contribution d'incalculable valeur.

Les deux ouvrages de M. SZEKFÜ, dont j'ai indiqué l'esprit dans l'introduction et le chapitre préliminaire de ce travail, sont des livres de premier ordre, fondés sur une connaissance profonde de l'histoire de la Hongrie, extrêmement intelligents et pénétrants, composés et écrits avec un art qui met leur auteur presque hors de pair parmi les historiens magyars. On peut différer de sentiment avec lui sur tous les points, et on est cependant ravi de l'avoir lu. Sur SZECHENYI, DEÁK, les deux TISZA, ils ouvrent des vues toutes nouvelles ; et sur KOSSUTH même, que M. SZEKFÜ maltraite par prétérition, ils donnent beaucoup à penser, et, en dépit des intentions de l'historien, à l'avantage du grand démocrate. Ce sont deux livres suggestifs, au plein sens du mot. Il est regrettable que seul *Der Staat Ungarn* ait paru en allemand, Stuttgart, 1917, et que *Három nemzedék*, encore plus plein d'idées, et qui traite les sujets les plus actuels, ne soit point encore accessible à qui ne lit pas le magyar.

Vu le 27 juin 1921.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

FERDINAND BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE :

La Hongrie et l'Europe centrale	20
---	----

LIVRE I

CHAPITRE I. — L'Ancien régime.	61
— II. — De la Révolution au compromis	161

